ARBOIS • POLIGNY • SALINS
Coeur du Jura

Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes Arbois Poligny Salins

RAPPORT DE PRÉSENTATION

TOME 3 : Justifications du PLUi

Date de prescription : 19/12/2017

Date Arrêt-projet : 15/04/2025

Mise à l'enquête publique en date du :

Date approbation :

TABLE DES MATIERES

1. L'Explication des choix 3
2. Consommation d'espaces et identification des capacités de densification et de mutation 3
3. Choix retenus pour établir le projet d'aménagement de développement durable (PADD) 8
4. Choix retenus pour les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) sectorielles 37
5. La délimitation du zonage 42
6. Adéquation avec les documents supracommunaux 61
7. Indicateur pour la mise en application du PLUi 81

1. L'EXPLICATION DES CHOIX

Le rapport de présentation Tome 3 « Justifications du PLUi » permet d'apprécier les méthodologies d'élaboration ainsi que les dispositions retenues dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables et le volet réglementaire et programmatique du PLUi. La lecture du Tome 4 du rapport de présentation « Évaluation environnementale » fournit également des clés d'analyse complémentaires au regard des objectifs de développement durable.

2. CONSOMMATION D'ESPACES ET IDENTIFICATION DES CAPACITES DE DENSIFICATION ET DE MUTATION

2.1. ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES

La méthode suivie pour analyser l'évolution de la consommation d'espaces s'est construite autour des données du portail de l'artificialisation et de l'étude du territoire par vue aérienne. Le calcul de la consommation d'espaces correspond aux parcelles nouvellement construites et décline ces espaces selon la destination des constructions réalisées : activité, habitation, mixte, route et inconnu.

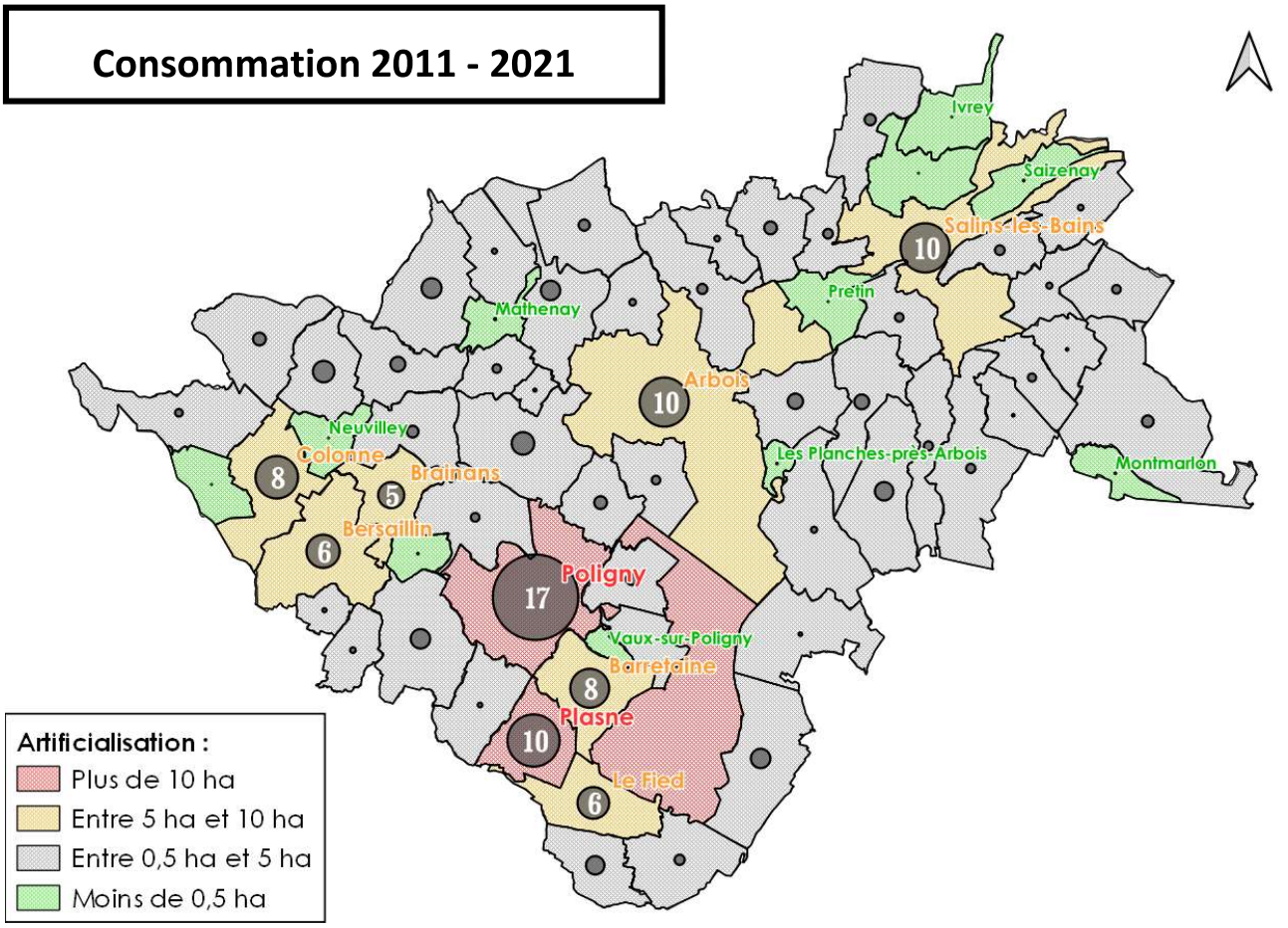
2.1.1 *ÉVOLUTION DU FONCIER ENTRE 2011 ET 2021*

Consommation par catégorie, entre 2011 et 2021 au niveau de la communauté de communes (Source : https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/ , Réalisation : PRAGMA PROJET)

Période	Activité	Habitation	Mixte	Route	Inconnu	TOTAL
2011-2012	2,5	13,3	0,5	0,8	1,2	**18,3**
2012-2013	2,7	12,1	0,5	0,4	0,4	**16,1**
2013-2014	1,6	14,5	0,5	0,7	1,3	**18,7**
2014-2015	3,0	10,7	0,6	0,1	1,5	**15,9**
2015-2016	1,6	10,2	1,3	0,1	0,5	**13,7**
2016-2017	1,0	7,2	0,6	1,6	0,6	**11,0**
2017-2018	0,4	8,7	0,2	1,0	0,2	**10,5**
2018-2019	9,3	17,3	0,5	3,8	2,9	**33,8**
2019-2020	6,7	9,4	0,3	0,3	0,8	**17,5**
2020-2021	1,0	11,2	0,5	0,5	1,8	**15,0**
2021-2022	1,8	7,7	0,7	0,4	1,2	**11,8**
TOTAL	**31,6**	**122,3**	**6,2**	**9,7**	**12,4**	**182,2**

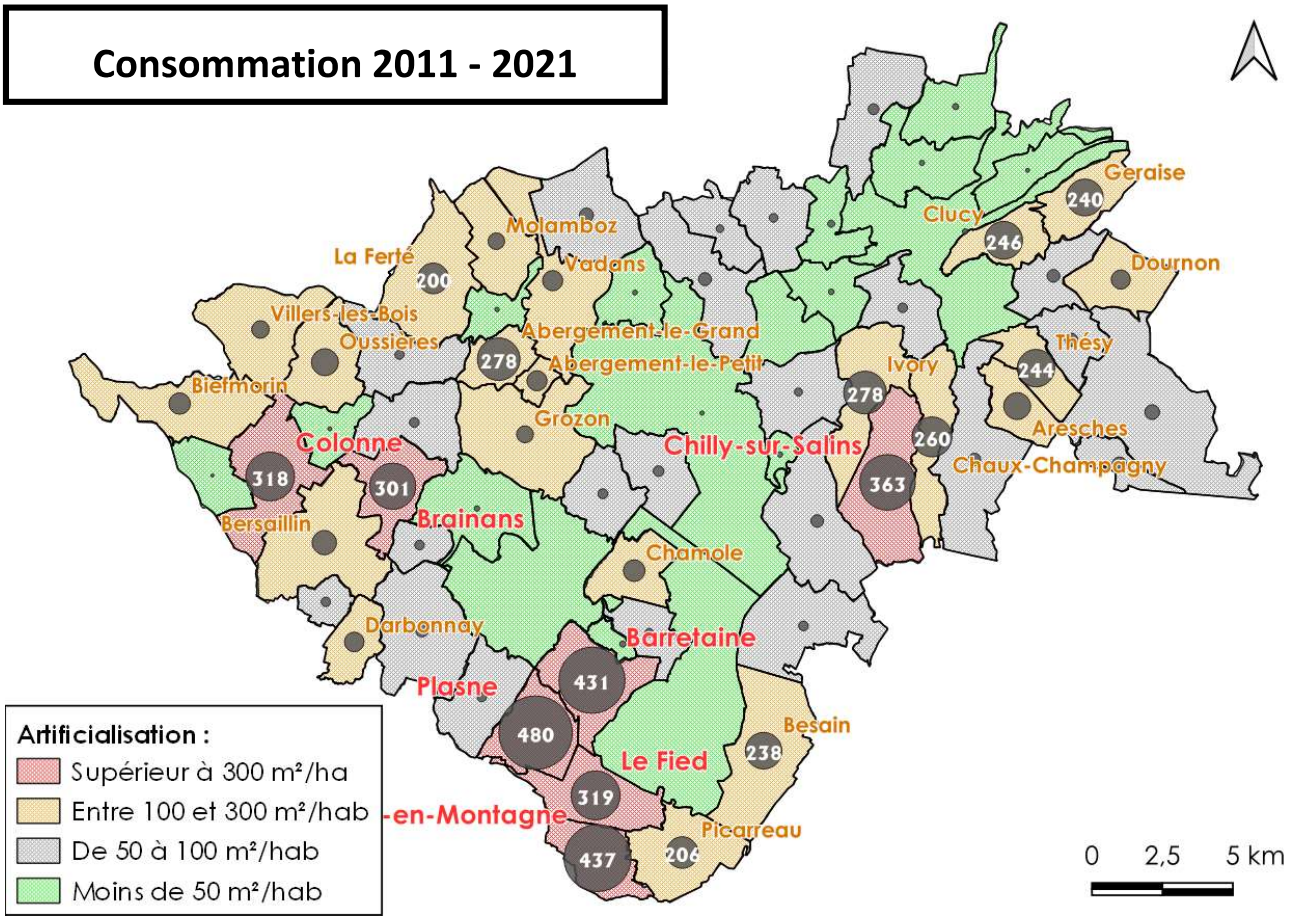
Entre **2011 et 2021**, **182,2** hectares ont été consommé au niveau de la Communauté de communes Arbois, Poligny, Salins. La plus importante période d'artificialisation correspond à l'année 2018 à hauteur de 33,8 ha. L'habitation constitue la principale cause de consommation, suivie par les activités et enfin les destinations inconnues puis mixte. Au total l'**habitat** est responsable entre 2011 et 2021 d'environ **67% de la consommation totale** malgré une baisse de la population sur le territoire. Cette forte consommation dans le secteur de l'habitat se retrouvera également dans les chiffres du nombre de logements qui sont passés de 12 151 en 2009 à 12 845 en 2020.

Artificialisation par commune entre 2011 et 2021, en ha (Source : https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/ ; Réalisation : PRAGMA PROJET)



La cartographie ci-dessus représente l'artificialisation par commune entre 2011 et 2021 en hectare, entre 2021 et 2023 les communes s'inscrivent dans la continuité des années précédentes. Poligny se place loin devant les autres communes comme le territoire ayant le plus consommé sur la période. Plasne, Arbois et Salins-les-Bains se situant en 2ème place avec 10 hectares chacun. La majorité des communes du territoire comptent une consommation comprise entre 0,5 ha et 5 ha. Enfin une part des communes se caractérisent par leur consommation beaucoup plus modeste avec moins de 0,5 ha, tel que Neuvilley, Mathenay, Les Planches-Près-Arbois, Pretin… En conclusion le territoire montre d'une part des communes faiblement peuplé qui sont globalement faiblement consommatrices, d'autre part les principales polarités démographiques que sont Poligny, Arbois et Salins-les-Bains fortement consommatrices.

Artificialisation par commune et par habitant entre 2011 et 2021, en ha (Source : Source : https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/ ; Réalisation : PRAGMA PROJET)



La cartographie ci-dessus représente l'artificialisation entre 2011 et 2021 par commune et par habitants, entre 2021 et 2023 les communes s'inscrivent dans la continuité des années précédentes. Cette cartographie met en évidence que les plus gros pôles démographiques, ont une importante artificialisation totale, mais négligeable lorsque ramené à la population. A l'inverse de plus petites communes telles que Barretaine, Plasne, Le Fied, Fay-en-Montagne… présentent une artificialisation particulièrement élevée avec plus de 300 m²/habitant entre 2011 et 2021. Ainsi bien que les principales polarités démographiques soient fortement consommatrices d'espaces, elles restent économes au regard de leur population.

La consommation d'espaces entre **2011 et 2021** étant de **182,2 hectares**, la Communauté de communes Arbois Poligny Salins présente alors un **potentiel de consommation d'espaces** pour la 1ère période allant de **2021 à 2031** de **91,1 hectares**. Le projet du territoire s'étend jusqu'en 2035 ; en suivant la trajectoire d'une réduction de 50% de la consommation d'espaces pour la 2ème période **2031 à 2035,** la Communauté de communes peut prétendre à un potentiel de **45,5 hectares**. Ainsi le projet de la Communauté de communes Arbois Poligny Salins pourra prétendre à un **potentiel total de consommation d'espaces agricoles naturels et forestiers de 136,6 hectares**.

2.1.2 *CONSOMMATION DU FONCIER ENTRE 2022 ET 2023*

Artificialisation par catégorie, entre 2022 et 2023 au niveau de la communauté de communes (Source : https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/ , Réalisation : PRAGMA PROJET)

Période	Activité	Habitation	Mixte	Route	Inconnu	TOTAL
2022-2023	3,5	6,7	0,5	0,2	0,5	11,4
TOTAL	3,5	6,7	0,5	0,2	0,5	11,4

Entre **2022 et 2023**, **11,4 hectares** ont été consommés au niveau de la Communauté de communes Arbois, Poligny, Salins. Cette surface doit être déduite du potentiel de consommation de la Communauté de communes sur la période allant de 2021 à 2031. Ainsi le projet de la Communauté de communes Arbois Poligny Salins présente un **potentiel de consommation d'espaces total de 125,2 hectares.**

2.2. CAPACITE DE DENSIFICATION ET DE MUTATION

2.2.1 *POTENTIEL DE DENTS CREUSES*

L'analyse des dents creuses a été réalisées par géolocalisation à travers l'étude des zones urbaines puis a été complété par des visites dans chacune des communes pour retravailler le zonage avec les élus et vérifier la validité des dents creuses identifiées. Ces réunions ont permis d'affiner cette étude de densification, enlevant certaines dents creuses sur la base de diverses justifications (accès impossible, espace vert à protéger, risque naturel, etc…).

Cette analyse vise à identifier le foncier non bâti qui se retrouve à l'intérieur de l'enveloppe urbaine. Les conditions que doivent respecter une parcelle pour être considérée en dent creuse sont :

- Présenter une superficie de minimum 600 m² et de maximum 2 hectares au sein de l'enveloppe urbaine,
- Être encadrée par au moins deux constructions principales éloignées entre elles d'un maximum de 50 ou 80 m selon les communes.

Les communes disposant d'un fort potentiel de densification, ont ouverts peu voire pas de nouvelles surfaces à l'urbanisation. Dans les hameaux, seules les dents creuses permettant de densifier l'existant seront recherchées et les extensions seront interdites.

Ainsi, la réalisation de constructions au droit de ces dents creuses n'est pas à compter comme de la consommation d'espaces, mais bien en densification.

Plusieurs espaces en densification sont mobilisables à l'échelle de la Communauté de communes Arbois Poligny Salins. Il s'agit d'un potentiel équivalant à un total de **68 hectares**.

Afin d'anticiper les éventuels blocages de certaines dents creuses et de se baser sur l'étude la plus réaliste possible un **taux de rétention de 30 %** a été appliqué sur le territoire. Ce taux de rétention permet le déblocage concret et réaliste de **47,63 hectares**. Ce taux est déterminé à partir des dynamiques locales en termes de ventes/achats de terrain que peuvent observer élus et techniciens de la collectivité.

Ce potentiel de densification se répartie entre des surfaces pour de l'habitat, pour des équipements et pour de l'activité :

- Le potentiel en habitat représente **47,43 hectares**,
- Le potentiel en équipements représente **0,05 hectares**,
- Le potentiel en activité **0,15 hectares**.

Le potentiel de densification à destination d'habitat permet d'identifier une **production potentielle de 469 logements à l'horizon 2035**. Ce nombre de logements est calculé en appliquant une densité de 10 logements par hectare.

Un atlas cartographique est présent en annexe localisant les dents creuses à l'échelle de chaque commune.

2.2.2 *POTENTIEL EN LOGEMENTS VACANTS*

Pour rappel, en 2017 la part de logements sur la CCAPS était de 11,6 % soit 1481 logements vacants sur l'ensemble du territoire. Il est communément admis d'un point de vue statistique que la part de logements vacants doit se situer entre 5 et 7% afin d'assurer une bonne rotation des ménages, cela signifie que la CCAPS présente un certain nombre de logements a considéré comme pouvant potentiellement accueillir de nouveaux ménages.

Le territoire possède donc un potentiel de reprise de la vacance.

Le **taux de vacance** doit être ramené à **10 % à l'horizon 2035**, contre 11,6 % en 2017. Cela représente une estimation de 1 397 logements vacants en 2035 ; (résidences principales en 2017 (10 174) + résidences secondaires en 2017 (1 063) + logements vacants en 2017 (1 481) + besoin en logement en 2035 (1 251)) /10.

Le nombre de logements vacants à remettre sur le marché est donc estimé à 84 unités ; 1 481 (logements vacants en 2017) – 1 397 (logements vacants en 2035).

Le territoire dispose d'outils en application visant à réduire cette vacance (ORT, Petite Ville de Demain) qui en parallèle du PLUi, doivent permettre d'agir efficacement sur cette vacance.

2.2.3 *POTENTIEL DE MUTATION DU BATI*

Du fait de la nature du territoire, le bâti agricole constitue l'essentiel du potentiel de mutation du bâti. Ce potentiel est traité plus largement dans les pièces règlementaires du PLUi, notamment par l'identification de bâtiments susceptibles de changer de destination en respectant l'article L151-11 2° du Code de l'urbanisme.

Ce sont alors **58 bâtiments qui sont identifiés comme étant susceptibles de changer de destination** au sein de l'enveloppe urbaine, des secteurs agricoles et plus exceptionnellement au sein de secteurs naturels. Les nouvelles destinations pourront alors être de l'habitat, de l'hébergement ou encore de l'artisanat.

Afin de préserver la nature du territoire et ses fonctionnalités, certains bâtiments ont été exclus du potentiel de mutation tel que les cabanes de vignes ou encore les commerces en rez-de-chaussée qui font l'objet d'une protection à part entière.

3. CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD)

Territoire rural de haute qualité paysagère, intercommunalité motrice sur le plan industriel et économique au niveau régional, territoire charnière au croisement des influences et des histoires, … la Communauté de communes Arbois, Poligny Salins Cœur du Jura est un espace aux multiples identités et trajectoires qui cherche à construire un projet commun et ambitieux pour son développement.

Le PLUi est un socle d'appui pour ce projet territorial commun, construit en concertation avec l'ensemble des parties prenantes (élus, techniciens, partenaires) et forces vives du territoire (citoyens, associations, entreprises, etc.). Le projet veille à proposer une cohérence d'ensemble pour le développement du territoire et définit ainsi une armature territoriale identifiant :

- 3 bourgs centres
- 8 bourgs secondaires
- 55 communes rurales

Cette armature territoriale s'appuie sur la pérennisation d'un maillage efficient en termes de services, à la population et aux entreprises, dont les 3 bourgs centres sont les principaux coordinateurs. La stratégie retenue est la valorisation de ces bourgs-centres et de leur accessibilité (un accès aux services en 20 minutes maximum) et attractivité. Les espaces relais (bourgs secondaires) complètent l'offre de proximité sur l'ensemble du territoire de la CCAPS. Enfin, les espaces ruraux, dynamiques et en croissance de population – là où l'on constate une dévitalisation progressive des espaces de centralités – notamment sur la partie ouest, sont intégrés au projet en favorisant leur développement harmonieux et raisonné. Les espaces de développement ont été prioritairement ciblés dans les points dynamiques du territoire.

3.1. AXE 1 : ELABORER UN PROJET TERRITORIAL DURABLE BASE SUR UN SCENARIO DEMOGRAPHIQUE COHERENT

3.1.1 *ORIENTATION 1 : ANTICIPER LE PHENOMENE DE REDUCTION DE LA TAILLE DES MENAGES*

Territoire rural, la Communauté de communes Arbois, Poligny, Salins (CCAPS) fait face au phénomène progressif de desserrement des ménages, en lien avec les évolutions des modèles familiaux et le vieillissement de la population. Plus précisément, la taille des ménages au sein de l'intercommunalité est passée de 3,1 personnes par ménage en 1968 à 2 personnes par ménage en 2021. Le nombre de personnes par ménage a un impact direct sur le parc résidentiel entrainant un besoin de nouveaux logements uniquement pour maintenir la population (point d'équilibre).

Au regard des tendances nationales, le phénomène de desserrement des ménages devrait se poursuivre sur le territoire dans les 15 ans à venir mais d'une manière sensiblement moins importante. En effet, selon les évolutions observées, le phénomène tend à se réduire, il était de -1,35 % par an entre 1990 et 1999 et plus que de -0,51 % par an sur la dernière période intercensitaire. Le scénario démographique retenu prévoit donc un ralentissement du desserrement des ménages à -0,5 % par an, soit une taille des ménages de l'ordre de 1,877 en 2035.

Concernant l'impact sur le parc résidentiel, ce sont environ 1 000 résidences principales qui seront nécessaires à l'horizon 2035 pour répondre aux besoins.

Pour répondre à cette orientation de développement, le PLUi prévoit :

L'OAP « *Densification et aménagement* » définit, en accord avec l'armature territoriale identifiée, les espaces où la densité sera renforcée. Celle-ci doit s'appliquer pour les projets de nouveaux logements, notamment dans les 3 bourgs centres (Arbois, Poligny et Salins) où cette densité s'élève à 20 logements par hectare. Ensuite, la densité minimale cible est déclinée pour les bourgs secondaires (15 logs/ha) et les communes rurales (12 logs/ha). En complément, une réflexion sera à mener par les porteurs de projet pour faire varier les typologies d'habitat, dans la perspective de diversifier le parcours résidentiel.

L'OAP « *Équipement commercial, artisanal et logistique* » définit, en parallèle, une armature commerciale et artisanale du territoire et identifie les secteurs d'implantations d'activités commerciales et artisanales privilégiés. Cette armature

établit notamment les centres-bourgs comme périmètre d'implantation privilégiés de nouveaux commerces de détail et commerce de gros (avec des différences entre les 3 bourgs centres et les autres communes). L'objectif est de permettre la consolidation des pôles structurants (concentration des activités et espaces d'intensification).

Le Règlement délimite les zones UA, UB et UC où les habitations sont autorisées pour permettre la production de nouveaux logements afin de maintenir la population et accueillir les logements en densification. Ces zones ne prévoient pas de règle d'emprise au sol et instaure l'obligation de maintien de surface de pleine terre à hauteur de 15% en UA et 30% en UB et UC, en cohérence avec l'OAP « Densification et aménagement » (précision sur les capacités de densification). Les zones UA, UB, UC sont prioritaires pour la construction de logements. En complément, des constructions seront autorisées dans les zones 1AU, selon l'échéancier renseigné dans chacune des OAP. En cohérence avec les formes urbaines attendues dans les OAP et/ou observées sur le terrain, les dispositions ont été prises pour permettre l'implantation en limites séparatives afin de permettre le logement en bande.

3.1.2 *ORIENTATION 2 : DYNAMISER LE TERRITOIRE AVEC L'ACCUEIL DE NOUVEAUX MENAGES*

La Communauté de communes Arbois, Poligny, Salins (CCAPS) connait une décroissance démographique continue depuis les années 1990 malgré son dynamisme industriel. Les élus souhaitent inverser cette tendance tout en maîtrisant leur développement urbain et en maintenant une certaine attractivité synonyme de :

- Développement économique ;
- Amélioration du cadre de vie ;
- Rajeunissement de la population ;
- Développement urbain.

Le scénario projeté reste mesuré mais le territoire dispose d'arguments allant dans le sens d'une croissance démographique possible dans les années à venir :

- Un ratio emplois / actifs positif, exception territoriale qui rend la CCAPS attractive sur le plan démographique (101 emplois sur le territoire pour 100 actifs occupés) ;
- De nouveaux projets prévoyant de nouvelles créations d'emplois (zone d'activités de Poligny, projet hôtelier de Salins-les-Bains…) ;
- Une offre en équipement/réseaux satisfaisante et en capacité d'accueillir de nouveaux habitants ;
- Des efforts sur le déploiement du haut et très haut débit sur l'ensemble du territoire, améliorant son attractivité.

La CCAPS projette une croissance de population annuelle de 0,12 % (soit + 458 habitants) d'ici 2035. En s'appuyant sur cette projection, le besoin en logement global à l'horizon 2035 est de 244 résidences principales supplémentaires.

Pour répondre à cette orientation de développement, le PLUi prévoit :

L'OAP *« Densification et aménagement »* encourage, au sein des espaces construits, la mutualisation des accès existants et à créer pour optimiser l'utilisation des surfaces disponibles. De même, elle prévoit la mise en œuvre de formes urbaines adaptées favorisant les constructions groupées et compactes (orientation 6). Plus largement, la délimitation des zones soumises à des densités minimales réhaussées par rapport à l'existant vise à favoriser le renouvellement urbain et l'intensification des espaces urbains.

Le Règlement délimite les zones UA, UB et UC qui permettront d'accueillir les logements en densification pour répondre aux besoins identifiés dans le PADD. Ces zones ne prévoient pas de règle d'emprise au sol et instaure l'obligation de maintien de surface de pleine terre à hauteur de 15% en UA et 30% en UB et UC, en cohérence avec l'OAP « Densification et aménagement » (précision sur les capacités de densification).

Au-delà des capacités d'accueil, **le projet de PLUi vise à créer les bonnes conditions de l'attractivité résidentielle sur le territoire** avec la nécessité de maintenir les services publics, les emplois et les commerces et services de proximité. C'est la raison pour laquelle différents outils seront mobilisés : tout d'abord, un zonage spécifique pour les équipements publics (UE) est mis en place ainsi qu'un zonage ayant vocation à maintenir et développer les activités économiques (industrie, commerce, logistique, tertiaire...) (UY).

Des secteurs d'extension sont également prévus pour permettre la croissance de ces activités et proposer les services publics adaptés aux besoins de la population (1AUe et 1AUy).

Les OAP thématiques et sectorielles permettent de compléter l'action du PLUi avec des objectifs qualitatifs.

Au sein du **règlement écrit**, chaque zone urbaine contribue à maintenir et permettre l'accueil de nouveaux ménages :

Dans toutes les zones, les équipements d'intérêt collectif et services publics sont autorisés afin de permettre le développement de l'ensemble des services nécessaires à la population (éducation, sportif, loisirs…).

Les zones UA, UB, 1AU délimite des secteurs mixtes (actuels ou projetés) avec la vocation d'accueillir les logements ainsi que les commerces et activités de services. Le tissu urbain oblige néanmoins à conditionner l'installation de certains types d'activités comme les cinémas, les hôtels ou bien encore le commerce de gros car les voiries et le tissu parcellaire ne permettent pas toujours une implantation aisée et une gestion du stationnement adéquat.

Les zones UE, 1AUE : la vocation équipement d'intérêts collectifs et services publics permettra de gérer l'existant et de développer/ moderniser de nouveaux services à l'horizon 2035.

Les zones UY et 1AUY : ces zones regroupent l'activité économique sous toutes ses formes (commerciale, logistique, industrielle). Des spécialisations existent et sont gérées par l'OAP « Commerce, Artisanat et logistique ».

En zone Agricole et Naturelle : les bâtiments existants identifiés comme pouvant faire l'objet d'un changement de destination permettront d'offrir également de nouveaux logements et/ou hébergements permettant de proposer une diversité de typologie de logements aux ménages intéressés pour s'installer sur le territoire.

3.1.3 *ORIENTATION 3 : CADRER LA STRATEGIE URBAINE DANS UNE OPTIQUE DE PROJET TERRITORIAL DURABLE*

Sur les 10 dernières années, on dénombre 462 nouvelles constructions à vocation résidentielle pour 51 hectares consommés à cette même fin sur le territoire de la CCAPS. La densité moyenne observée est de 10 logements par hectare, ce qui représente des parcelles d'environ 1 100 m² en moyenne. Ces constructions se sont réalisées principalement sur des espaces agricoles, naturels et boisés. Conjugué à une densité nouvelle faible des nouveaux projets, cette dynamique, en cas de poursuite sur le long terme, menace la pérennité et l'intégrité de la trame verte et bleue du territoire.

Endiguer le rythme de consommation foncière est donc un enjeu d'urbanisme essentiel à l'échelle du territoire. Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de Bourgogne-Franche-Comté par exemple, fixe comme objectif de réduire la consommation foncière de 50 % d'ici 2035, l'objectif à terme étant zéro artificialisation nette à partir de 2050.

Afin d'atteindre cet objectif à l'horizon 2035, la CCAPS souhaite mobiliser des outils prioritaires que sont la réhabilitation urbaine et la densification. Cela se traduit notamment par la **définition d'une armature territoriale**, structure de base pour la mise en place d'une densité minimale moyenne de logements par hectare pour les zones d'extension réservée à l'habitat. Trois échelons sont définis :

- Les 3 bourgs centres de Poligny, Arbois et Salins ;
- Les 8 bourgs secondaires que sont les communes d'Aumont, Colonne, Dournon, Grozon, Marnoz, Mesnay, Saint-Lothain et Vadans, en raison de leurs équipements (école…) et de la présence de commerces, etc.) ;
- Les villages ruraux

Pour répondre à cette orientation de développement, le PLUi prévoit :

Dans l'ensemble du volet opérationnel, une contextualisation et une adaptation des règles, quand cela est pertinent, en fonction des spécificités de chaque échelon de l'armature territoriale.

Tout d'abord, les densités minimales pour chaque échelon territorial ont été révisées afin d'encourager une optimisation de l'usage des sols tout en respectant le cadre architectural et paysager existant. Ainsi, les bourgs principaux, supports de la structuration du territoire intercommunal, ont vocation à accueillir les opérations les plus denses, permettant d'assurer leur fonction de centralité et de pôles majeurs du territoire. Ensuite, les bourgs

secondaires, considérés comme des pôles relais, présentent une densité médiane (15 logements/ha) en raison de leur diversité pour permettre à la fois des opérations mixtes et/ou de développement économique. Enfin, les villages ruraux présentent une densité minimale visée de 12 logements/ha et ont fait l'objet d'un travail précis concernant l'identification de leur potentiel de densification.

Afin de limiter la consommation des espaces agricoles naturels et forestiers, le **règlement écrit** encourage à la réalisation d'opérations de constructions nouvelles au sein des espaces bâtis existants. Dans les zones UA, UB, UC, cela se traduit par :

- La capacité à s'implanter sur une ou plusieurs limites séparatives,
- L'absence de règle relative à l'implantation de plusieurs constructions sur une même propriété,
- L'absence d'emprise au sol maximale permettant de maximiser l'usage de la parcelle,
- Un pourcentage de pleine terre restreint (15%) qui ne s'applique pas aux petites parcelles (120 m²),
- La capacité à réaliser un niveau supplémentaire par rapport au tissu urbain existant.

Ensuite, dans une optique de hiérarchisation de l'urbanisation du territoire, **le règlement** prévoit notamment la délimitation des de zones UA (zone urbaine ancienne) et UY (zone destinée aux activités économiques) afin d'encadrer les usages spécifiques de ces espaces. La zone UA cumule habitat et activités de commerce et artisanat dans une logique de centralité et de proximité. D'autre part, la zone UY vise à faciliter et encadrer l'implantation d'activités économiques d'importance, notamment logistiques, au sein du territoire, en lien avec son identité industrielle et artisanale. Pour renforcer cette organisation, **l'OAP « Équipement commercial, artisanal et logistique »** décline l'armature commerciale en fonction de ces deux zones : la zone UA pour accueillir les commerces de centre-ville (jusqu'à 400 m² de surface de vente) et la zone UY pour accueillir les commerces « périphériques » (entre 400 m² et 1000 m² de surface de vente) permettant de définir des modalités d'implantation adaptées. Les règles spécifiques aux zones UA et UY font référence aux principes de l'OAP thématique (interdiction pour l'artisanat ou le commerce de détail de s'implanter dans ces zones si les surfaces maximales indiquées par l'OAP ne sont pas respectées).

En parallèle le règlement écrit ne prescrit pas d'emprise au sol en zone UA, ce faisant, les orientations prévues par l'OAP Densification permettent de préciser les conditions de densification raisonnée.

De manière complémentaire, les OAP thématiques contribuent également à décliner la stratégie territoriale tant en matière de densification que de répartition des activités et de préservation de l'environnement.

L'OAP *« Équipement commercial, artisanal et logistique »* encadre et hiérarchise le développement économique à l'échelle du territoire dans l'optique de renforcer les pôles existants et éviter un dispersement des activités pouvant entraîner une fragilisation du tissu économique local. Pour cela elle définit une armature commerciale, artisanale et logistique identifiant les secteurs d'implantations privilégiés : les centres-bourgs accueillent prioritairement les nouveaux commerces de détail et commerce de gros (avec des différences entre les 3 bourgs-centres et les autres communes), les espaces logistiques sont eux définis en fonction de l'importance des zones d'activités existantes (superficie foncière disponibles, possibilités d'accès, etc.).

En parallèle, **l'OAP *« Densification et aménagement »*** précise les conditions d'application des densités minimales prévues par le PADD dans une optique de densification qualitative du tissu pavillonnaire ne venant pas détériorer le cadre de vie et l'organisation urbaine. Pour ce faire, elle prévoit des orientations concernant la densité minimale, la desserte et accès et l'implantation sur la parcelle, la composition urbaine et paysagère et les enjeux environnementaux.

L'OAP « *Trame verte et bleue* » établit, quant à elle, la préservation de certains espaces végétalisés afin de conserver une trame verte au cœur des espaces construits et ainsi préserver le cadre de vie du territoire. Ce volet projette notamment de limiter l'imperméabilisation des sols.

Au sein des **OAP sectorielles** et en accord avec la règlementation des zones 1AU, la vocation principale habitation prévoit un maintien de 50 % en pleine terre. Enfin, l'ensemble des zones 1AU présentées dans le dossier et ayant fait l'objet d'une OAP sectorielles a été validé préalablement à l'arrêt du projet de PLUi. Pour les OAP concernées, l'ensemble des réserves formulées par la Préfecture du Jura ont été prises en compte.

Bilan de la consommation d'espaces du projet :

La Communauté de communes, en compatibilité avec les orientations du SRADDET Bourgogne-Franche-Comté, présente un **potentiel de consommation d'espaces allant jusqu'à 125,2 hectares**. Le projet de PLUi prévoit **126,7 hectares d'extension d'ici 2035**.

Plus précisément, le projet de PLUi de la Communauté de communes Arbois Poligny Salins prévoit :

- En zones urbaines (extensions de toutes destinations) : **49,35 hectares**
- En zones à urbaniser (habitat) : **28,7 hectares**,
- En zones à urbaniser (économie) : **34,7 hectares**,
- En zones à urbaniser (équipements) : **0,5 hectares**,
- Les STECAL : **13,4 hectares**.

Le projet ne prévoit pas d'extension pour toutes les communes (cf. zonage et OAP sectorielles).

Zonage				
Nom zone		Surface en m²	Surface en ha	% superficie
Zone urbaine	UA	8 697 214	869,72	1,45%
	dont en extension		*12,69*	0,02%
	UB	5 023 441	502,34	0,84%
	UC	289 218	28,92	0,05%
	dont en extension		*11,37*	0,02%
	UE	938 063	93,80	0,16%
	dont en extension		*4,82*	0,008%
	UY	2 674 872	267,48	0,44%
	dont en extension		*20,47*	0,03%
Total		***17 622 807***	***1 762***	***2,93%***
Zone à urbaniser	1AU	286 723	28,67	0,05%
	1AUe	347 414	34,74	0,058%
	1AUy	5 405	0,54	0,00%
Total		***639 542***	***64***	***0,11%***
Zone agricole	A	284 364 190	28 436,41	47,31%
	Anc	698 098	69,80	0,12%
Total		***285 062 288***	***28 506,21***	***47,42%***
Zone naturelle	N	297 648 762	29 764,80	49,52%
	Nt	20 605	2,06	0,00%
	Nstecal	113 512	11,35	0,019%
Total		***297 782 880***	***29 778***	***49,54%***
Total superficie		***601 107 517***	***60 111***	***100***

Bilan de l'objectif de production de logements[1] :

Dans le cadre des objectifs de production de logements pour répondre au desserrement des ménages et à l'accueil des nouveaux habitants, la répartition pourra être effectuée de la façon suivante :

[1] Pour des compléments, se reporter au chapitre relatif aux OAP sectorielles au sein du présent tome.

Les logements possibles en renouvellement urbain et densification identifiés dans les dents creuses, après application d'un taux de rétention de 30% sur le potentiel global, avec une densité moyenne minimale de 10 logements à l'hectare représentent un potentiel de **476 logements**. A cela s'ajoute **84 logements** mobilisables dans le cadre de la résorption de la vacance.

A ceux-ci s'ajoutent la réalisation de logements possibles en renouvellement urbain et densification identifiés dans des secteurs d'Orientations et d'Aménagement et de Programmation pour lesquels une densité minimal supérieure est prévue, en compatibilité avec les orientations du PADD et l'armature territoriale :

- Avec une densité minimale de 20 logements à l'hectare, les **bourgs centres** présentent un potentiel complémentaire en densification de **12 logements** ;
- Avec une densité minimale de 15 logements à l'hectare, les **bourgs secondaires** présentent un potentiel complémentaire en densification **de 7 logements** ;
- Avec une densité minimale de 12 logements à l'hectare, les **communes rurales** présentent un potentiel complémentaire en densification de **9 logements**.

Au total, les espaces de **renouvellement et de densification** pourront donc permettre de produire un total de **588 logements.**

Les logements possibles en extension d'urbanisation[2] (potentiel stabilisé au regard des secteurs accordés par arrêtés préfectoraux et couverts par une OAP sectorielle) ont été ciblés sur 55 communes :

- Pour les bourgs centres (densité minimale de 20 logements à l'hectare) : **142 logements**,
- Pour 7 bourgs secondaires (densité minimale de 15 logements à l'hectare) : **143 logements**,
- Pour 45 communes rurales (densité minimale de 12 logements à l'hectare) : **434 logements**.

Les **extensions à l'urbanisation** pourront permettre de produire un total de **690 logements**.

Ainsi, le PLUi de la Communauté de communes Arbois Poligny Salins projette la production de **1 278 logements d'ici 2035** dans le respect de l'armature territoriale et des densités minimales envisagées.

3.2. AXE 2 : PRESERVER LA QUALITE DU CADRE DE VIE ET LES MILIEUX

3.2.1 *ORIENTATION 1 : METTRE EN VALEUR LA RICHESSE DES PAYSAGES*

La Communauté de communes Arbois, Poligny, Salins est située entre la plaine de Bresse et les portes des Massifs du Jura. Sous l'influence des chaînes montagnardes du Jura, les paysages sont rythmés par l'alternance entre les grands plateaux (Moidons, Salins, Plasnes) dans la partie sud-est et les reliefs vallonnés du Fossé de Bresse au nord-ouest. Le secteur est également marqué par la présence du réseau hydrographique (dont les cours d'eau structurants tels que la Furieuse, l'Orain et la Cuisance), d'un environnement forestier remarquable (forêt des Moidons, de l'Argançon et les forêts communales d'Arbois et Poligny), de nombreux belvédères et points d'observation (Mont Poupet, Croix du Dan, Reculées), de plateaux, de pâturages, et de coteaux de vignobles… plébiscités par les habitants et les visiteurs.
Doté de paysages riches et variés, le territoire présente un environnement et un cadre de vie de qualité qui participent à son attractivité. Cette grande variété dans les paysages témoigne également de l'adaptation des pratiques agricoles, forestières et pastorales aux singularités géographiques de la CCAPS et participe à l'identité du territoire.
La qualité et la diversité des paysages tient aussi à la conjugaison sur un même territoire d'éléments de patrimoine naturel remarquables et protégés, tels que la Reculée des Planches et sa célèbre cascade des Tufs et d'un riche patrimoine culturel protégé à l'échelon national et international. A L'ensemble monumental de la grande Saline de Salins-les-Bains inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, s'ajoutent sur tout le territoire, de très nombreux monuments.

[2] Les zones urbaines identifiées en extension sont des secteurs desservis par les réseaux et qui n'étaient pas compris dans l'enveloppe urbaine du précédent document d'urbanisme de la commune. Ces zones ont donc fait l'objet de demandes de dérogation à l'urbanisation limitées.

Aujourd'hui, les atteintes à la qualité des paysages résultent principalement des transformations urbaines rapides, difficilement réversibles (urbanisation diffuse, infrastructures de transports), et des mutations des pratiques agricoles et forestières (enfrichement, arrachage des haies ou agrandissement des parcelles) qui conduisent globalement à une simplification et une banalisation des motifs paysagers et localement à la fermeture visuelle des espaces les moins accessibles. Ponctuellement, cela concerne également les sites touristiques les plus fréquentés (Reculée des Planches par exemple).

La pérennisation de la diversité et de la qualité de chacun des paysages du territoire repose sur des actions qui combinent à la fois une attention aux pratiques agricoles et aux dynamiques naturelles mais aussi aux transformations du contexte bâti – maîtrise de l'étalement urbain et notamment des extensions linéaires, bâtiments agricoles et d'activités, infrastructures.
Le maintien des vues et des perspectives remarquables est également un enjeu important pour la préservation et la lecture des paysages de la CCAPS. L'identification ou la pérennisation de cônes de vues ou de perspectives emblématiques semblent ainsi nécessaires pour assurer la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel. Les cônes de vue associés aux trois sites patrimoniaux remarquables (SPR) de la CCAPS doivent ainsi être pris en compte.
La pérennisation de la qualité et de la lisibilité des paysages dépend aussi du maintien d'un équilibre entre pratiques agro-sylvicoles et dynamiques naturelles notamment sur le secteur emblématique des Reculées. Plus largement, une attention doit être portée à la maîtrise de l'évolution des forêts et des haies pour favoriser un équilibre entre paysages forestiers et paysages ouverts.
Enfin, le dialogue entre le territoire cultivé et les espaces urbanisés des bourgs et des villages constitue un enjeu déterminant pour la préservation et le développement de la qualité et de l'harmonie du cadre de vie des habitants de la CCAPS.

Pour répondre à cette orientation de développement, le PLUi prévoit :

La définition des enveloppes urbaines et la délimitation précise des espaces construits a pris en compte la qualité paysagère du territoire ainsi que celles des grands espaces agricoles, naturels et forestiers présents. Il en résulte un **règlement graphique** comptabilisant 97.02% de surfaces agricoles et naturelles pour l'ensemble du territoire intercommunal.

Les zones agricoles (A) et naturelles (N) permettent d'encadrer les destinations autorisées, principalement à vocation d'assurer l'activité économique et artisanale liée à ces espaces, ainsi qu'à limiter l'implantation de constructions l'impact sur les paysages du territoire. Dans les zones urbaines, le règlement écrit vise à protéger les éléments de végétation existants.

L'OAP *« Trame verte et bleue »* protège l'ensemble des éléments de biodiversité participant au cadre paysager du territoire : ripisylves, cours d'eau, plans d'eau, milieux humides, pelouses, haies, forêts, vergers, prairies, les alignements d'arbres. Certaines orientations sont plus spécifiquement dédiées aux enjeux des paysages :
L'orientation 4 du volet milieux ouverts et bocages vise à encourager les pratiques agricoles à haute valeur écologique afin de maintenir et/ou restaurer les paysages agricoles. Les orientations 6 et 7 visent spécifiquement à encourager la plantation de haies variées en termes d'essences et locales. L'orientation 8 vise enfin à préserver les vergers, notamment pour l'intérêt paysager qu'ils offrent en périphérie des zones urbaines.

En parallèle, le règlement graphique établit des éléments de prescription venant protéger les haies et alignement d'arbres au titre du L151-23. En cela **l'OAP *« Trame verte et bleue »*** vient renforcer cette logique en édictant des orientations afin de favoriser la création de nouvelles haies plantées permettant de valoriser cette caractéristique paysagère sur le territoire.

Le **règlement graphique** indique les prescriptions spécifiques visant à préserver certains éléments ou secteurs paysagers et bâtis ainsi que les cônes de vue. Plusieurs outils sont mis en place pour protéger la richesse des paysages :

- Identification du patrimoine bâti et paysager au titre du L. 151 – 19 du code de l'urbanisme
- Identification des éléments de paysage, site et secteurs au titre du L. 151 – 23 du code de l'urbanisme
- Identification de cône de vue pour préserver la qualité des sites (patrimoine naturel et architectural)
- Les bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination en raison de leur caractère patrimonial.

Les éléments identifiés peuvent être ponctuels, linéaires ou surfacique selon qu'il s'agisse d'un arbre remarquable, d'un calvaire, d'un alignement d'arbres, d'une haie bocagère, d'un mur d'enceinte ou bien du parc d'un château ou du château en lui-même. Ainsi, les règles associées aux éléments identifiés au titre du L 151 – 19 et du L. 151 – 23 du code de l'urbanisme vise à empêcher la destruction et/ou la dénaturation de l'élément paysager et/ou bâti. Des mesures de compensation sont également prévues pour les éléments paysagers (ex : DG42 : les éléments de paysage naturel venant à disparaitre doivent être remplacés.)

Etant en territoire de montagne, il existe plusieurs vues panoramiques, marqueurs de l'identité de l'EPCI. C'est la raison pour laquelle des cônes de vue ont été identifiés. Ils donnent généralement sur l'espace urbain et apportent une contrainte supplémentaire aux constructions qui se trouvent dans le rayon de visibilité, notamment en termes de hauteur, de finition, de toiture.

Les OAP thématiques complètent et précisent, de manière opérationnelle pour plusieurs cas de figure, l'application et la cohérence avec les prescriptions du règlement graphique pour la préservation des espaces paysagers identifiés, notamment en recommandant des implantations de constructions ne venant pas impacter les éléments paysagers et les points de vue.

L'OAP *« Équipement commercial, artisanal et logistique »* prévoit dans son volet paysager que les constructions en zone d'activité devront enregistrer un recul des limites séparatives visant à limiter leur capacité à induire des nuisances visuelles vis-à-vis des constructions proches afin d'atténuer l'impact des zones d'activités dans le paysage.

L'OAP *« Densification et aménagement »* prévoit dans l'orientation 7 de favoriser une implantation des constructions de manière à optimiser les vues, là ou l'orientation 8 vise à aménager des transitions paysagères entre les unités foncières, hors du périmètre de l'OAP, sur le zonage avec les espaces agricoles et forestiers adjacents. Cette transition peut être aménagée à partir de haie végétale, arbres ou arbustes plantés, prairies fleuries mixtes.

Au sein du **règlement écrit**, en lien avec le règlement graphique, des dispositions sont prévues pour accompagner l'évolution des paysages bâtis du territoire.

Le changement de destination est rendu possible sur des bâtiments identifiés, principalement situés en zones agricoles ou naturelles. Chacun des zonages flèchent les destinations autorisées dans ces bâtiments[3].

- *En zone Agricole* : habitation, artisanat et commerces de détail, restauration, activité de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, autres hébergements touristiques, bureau. Un sous zonage a également été mis en place, Anc, pour y interdire toutes constructions pouvant compromettre la qualité paysagère et agronomique du sol.
- *En zone Naturelle*, les destinations autorisées sont les logements, artisanat et commerces de détail, restauration, activité de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, autres hébergements touristiques, bureau.

Dans l'ensemble des zones, des dispositions sont prévues pour que les nouvelles constructions et/ou les réhabilitations soient réalisées dans le respect des gabarits et des styles des constructions avoisinantes.

La zone UA est celle présentant le plus de contraintes car c'est elle qui délimite les espaces les plus patrimoniaux des communes du territoire (cœurs de bourgs et villages, espaces anciens). Les éléments de modénatures, les façades, les toitures, les tailles des ouvertures etc. sont règlementés. Dans les bourgs centres (Arbois, Poligny, Salins-les-Bains), le PVAP, en tant que servitude d'utilité publique, se superpose au règlement du PLUi mais pour les autres territoires, la zone UA veille à leur conférer une unité architecturale et paysagère. Afin de garantir la qualité architecturale des réalisations, des renvois aux guides réalisés par le CAUE sont fait régulièrement. Ils sont annexés au règlement du PLUi afin de garantir un niveau d'opposabilité adéquat en cas de projet inadéquat.

Ce corpus de règles a été ensuite décliné et allégé dans les zones UB, puis UC.

La zone 1AU reprend également un pan conséquent du chapitre qualité urbaine architecturale et paysagère des zones U afin que les nouvelles constructions réalisées en extension de l'urbanisation puissent avoir une intégration harmonieuse à l'existant et ne pas dénaturer les paysages environnants. Les principes d'aménagement définis pour chaque OAP sectorielles s'inscrivent en complémentarité de ces éléments.

3.2.2 *ORIENTATION 2 : PRESERVER ET VALORISER LA PRESENCE DE L'EAU*

La ressource en eau est globalement abondante sur le territoire (présence des nombreux cours d'eau et des grandes réserves aquifères). Elle demeure un maillon essentiel à la présence d'une faune et d'une flore remarquables et constitue, avec les ripisylves, des corridors écologiques de premier ordre. Le territoire compte également des zones à forts potentiels humides aux abords des cours d'eau de la Cuisance et du Haut-Lison ainsi qu'à l'Ouest du territoire dans la partie Bressane.
Les cours d'eau sont globalement en bon état chimique (à l'exception notable de la Cuisance) mais leur état écologique apparaît globalement dégradé sur tout le territoire en raison de problèmes morphologique et de certaines sources de pollution comme les rejets des eaux d'assainissement ou les pesticides liés aux usages agricoles.
En ce qui concerne le réseau de distribution d'eau, le territoire est globalement bien couvert et profite d'une ressource de bonne qualité et en quantité suffisante. En revanche, la couverture du réseau d'assainissement est déficitaire, tant en assainissement collectif que non collectif, une mise en conformité des rejets d'eaux usées doit être établie sur certaines communes.
Le territoire est drainé par les cours d'eau structurants qui forment les Vallées de la Furieuse, de la Cuisance et de l'Orain. La construction du territoire s'est organisée autour du réseau hydrographique comme en témoignent les nombreux moulins, ponts, réservoirs, ou usines hydrauliques. L'ensemble de ces infrastructures forme un riche patrimoine vernaculaire participant à l'attrait touristique du territoire.

[3] Les bâtiments agricoles identifiés à la BDTopo ont été systématiquement classés en zone A même s'ils se situent à proximité d'un centre-bourg. Le changement de destination est possible pour certains cas identifiés.

En matière de patrimoine naturel, le territoire bénéficie de la présence de cours d'eau, d'étangs et de cascades remarquables (Tufs, Dérochoir…). La richesse de la ressource en eau et ses multiples formes suscitent l'intérêt des habitants pour la nature et constituent un levier d'attractivité touristique fort. Toutefois, le maintien du bon état chimique et écologique des cours d'eau implique une surveillance constante sur cette ressource fragile.

Ainsi, on peut identifier trois enjeux majeurs :

- **Préserver la très bonne densité et la fonctionnalité des trames vertes et bleues sur le territoire** (cours d'eau, zones humides, etc.)
- **Améliorer le traitement des eaux** (mise aux normes des systèmes d'assainissement collectifs et non collectifs et des captages d'eau potable sur plusieurs communes afin de limiter les effets de la pollution)
- **Mettre en valeur les patrimoines naturels et humains associés à l'eau** (meilleure intégration paysagère des infrastructures liées à l'eau (ponts, aménagements et accès aux sites touristiques associés à l'eau)).

Pour répondre à cette orientation de développement, le PLUi prévoit une articulation entre les principes du règlement graphique et écrit et ceux de l'OAP « Trame verte et bleue ».

Le **règlement graphique** définit des secteurs avec des conditions spéciales de constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général au titre de l'article R151-34 1° pour la préservation des zones humides, gestion du risque des zones inondables et des couloirs de ruissellements ainsi qu'un périmètre inconstructible de 10 mètres autour des cours d'eau. Ces périmètres sont classés en zone Naturelle, les rendant ainsi inconstructibles. Cela permettra d'atteindre les objectifs relatifs à la préservation de la qualité chimique et écologique des cours d'eau.

L'OAP *« Trame verte et bleue »* comporte un volet concernant la préservation du réseau hydrographique et des milieux associés à la trame bleue. Ce volet comporte notamment des orientations telles que :

- L'observation d'un recul suffisant obligatoire des constructions et aménagements pouvant impacter les cours d'eau et leur ripisylve.
- L'interdiction du comblement des mares et un recul adapté des constructions et aménagements
- Éviter les impacts sur les zones humides par le porteur de projet.

L'orientation 1 de **l'OAP *« Trame verte et bleue »*** indique que cette distance peut être augmentée en fonction du gabarit de la construction concernée et de la fragilité du milieu concerné, permettant à la fois de conforter les logiques de préservation, mais aussi de les adapter au contexte des milieux à préserver ainsi qu'à la typologie du projet en question. Cette orientation est complétée par les dispositions de l'orientation 3 de cette même OAP qui indique que le porteur de projet devra éviter d'impacter les zones humides sur le terrain concerné par son projet.

L'OAP *« Densification et aménagement »* prévoit, quant à elle, dans son volet sur les enjeux environnementaux de conserver autant que possible le chemin de l'eau dans le cadre de la densification en maintenant les ripisylves et évitant les modifications de relief et l'implantation d'obstacles.

Ces dispositions règlementaires alliées aux 2 OAP thématiques permettent réciproquement de préserver les espaces concernés des impacts des futures constructions et de préserver celles-ci des risques naturels possibles telles les remontées de nappes ou débordement de cours d'eau. La cartographie des zones humides sera présente dans le règlement graphique. L'identification de zones humides a d'ailleurs mené à la suppression ou à l'évolution du périmètre de plusieurs **OAP sectorielles**.

Le **règlement graphique** permet de maîtriser l'évolution des enveloppes urbaines et de protéger certains espaces avec la définition des zones agricoles (A) et naturelles (N). De plus, le **règlement écrit** vise pour ces zones à limiter l'implantation de constructions et leurs impacts environnementaux et paysagers sur le territoire ainsi qu'à encadrer la question des réseaux et gestion des eaux pluviales. Afin de faire connaître et valoriser cet élément naturel (eau) et le patrimoine qu'il représente, les équipements publics sont autorisés ces zones permettant ainsi des aménagements minimums pour sécuriser les cheminements ou valoriser les points de vue.
Des prescriptions spécifiques sont renseignées sur le **règlement graphique** afin de préserver certains éléments ou secteurs paysagers et bâtis. Au titre de L 151 – 19 du code de l'urbanisme, le petit patrimoine lié à l'eau est recensé et ne peut être démoli volontairement. Les cours d'eau sont protégés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme.

En zones urbaines, bien que tous les cours d'eau ne fassent pas l'objet d'un PPRi, des dispositions ont été prises pour encadrer la rénovation, les extensions des constructions existantes et des règles spécifiques ont été mises en place pour des secteurs dont l'exposition aux risques d'inondation est avérée (La chapelle furieuse, Besain, Arbois).

Lorsque des activités présentent un risque de pollution de l'eau, le règlement du PLUi demande que des dispositions soient prises pour décanter cette eau avant rejet dans le milieu afin de ne pas polluer le milieu.

Afin de favoriser le cycle de l'eau, la gestion des eaux pluviales à la parcelle est systématisée en dehors des secteurs présentant des risques de mouvements d'argile.

3.2.3 *ORIENTATION 3 : PROTEGER LE CADRE NATUREL ET LA BIODIVERSITE*

L'environnement du territoire est caractérisé par sa richesse écologique, symbolisée par l'importante biodiversité, de précieux habitats ou encore un maillage écologique de qualité. De nombreux endroits comme la Vallée de la Furieuse, le mont Poupet, la Reculée des Planches, les étangs et zones humides de la Bresse sont identifiés comme des secteurs à forts enjeux pour la préservation de la biodiversité.

Le territoire est couvert par 52 entités de ZNIEFF, 4 Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB), 4 sites Natura 2000, la Réserve Biologique de l'ONF de la Reculée du Cul des Forges ou encore les nombreuses zones humides et massifs forestiers structurants. Il s'agit d'un territoire rural fortement marqué par la présence de la forêt.

La richesse écologique du territoire est l'un de ses principaux atouts qu'il convient de préserver, en raison de sa sensibilité et de son rôle majeur dans le fonctionnement des écosystèmes. Différents types d'habitats naturels tels que les zones forestières, les milieux humides ou le réseau bocager sont exposés. La Communauté de Communes doit ainsi encourager la protection de ces milieux. Il s'agit également d'assurer la compatibilité du développement de la trame urbaine avec les trames vertes et bleues.

Certains secteurs présents sur le territoire comportent des enjeux de préservation écologique spécifiques :

- Les milieux humides de la trame bleue constituent un refuge pour la biodiversité associée aux milieux humides et prairies, tout en jouant un rôle essentiel dans le cycle de l'eau.
- Les milieux rupestres (associés aux falaises) et les pelouses sèches abritent des espèces protégées très spécifiques (insectes, chiroptères et rapaces).
- La trame verte doit être également préservée grâce au maintien des liaisons écologiques avec les milieux naturels (espace de chasse, habitat, reproduction, etc.).

Pour répondre à cette orientation de développement, le PLUi vise la mise en œuvre d'un urbanisme équilibré entre développement du territoire et préservation des ressources naturelles :

Le **règlement graphique** définit des secteurs avec des conditions spéciales de constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général au titre de l'article R151-34 1° pour la préservation des zones humides, gestion du risque des zones inondables et des couloirs de ruissellements ainsi qu'un périmètre inconstructible de 10 mètres autour des cours d'eau.

L'OAP « *Trame verte et bleue* » vient encadrer l'aménagement du territoire en favorisant la préservation des éléments de biodiversité présents (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, espaces relais). Celle-ci s'applique sur l'ensemble du territoire et concerne toutes nouvelles constructions ou aménagements. Ainsi, les demandes d'urbanisme devront s'assurer notamment d'être compatibles avec **l'OAP *« Trame verte et bleue »*** dans sa globalité. Les principes d'aménagements sont classés en fonction des espaces naturels et de biodiversité (le réseau hydrographique et ses milieux associés, les milieux ouverts, bocages et forêts et la nature en ville).
L'orientation 1 de **l'OAP *« Trame verte et bleue »*** indique que cette distance peut être augmentée en fonction du gabarit de la construction concernée et de la fragilité du milieu concerné, permettant à la fois de conforter les logiques de préservation, mais aussi de les adapter au contexte des milieux à préserver ainsi qu'à la typologie du projet en question. Cette orientation est complétée par les dispositions de l'orientation 3 de cette même OAP qui indique que le porteur de projet devra éviter d'impacter les zones humides sur le terrain concerné par son projet.

L'OAP *« Équipement commercial, artisanal et logistique »* établit un volet insertion paysagère visant à favoriser une végétalisation à plusieurs strates (en lien avec **l'OAP *« Trame verte et bleue »***), la possibilité d'implanter en zone d'activités un arbre de haute tige par tranche et une imperméabilisation minimale sur la parcelle : le maintien du caractère perméable de 40% de l'unité foncière en zone d'activité est demandé.

En parallèle, **l'OAP « *Densification et aménagement* »** intègre un volet environnemental visant à maintenir, au sein des espaces urbanisés, les corridors écologiques en préservant notamment les espaces perméables à la faune (haies, zones humides, boisements, pelouses sèches...).

Les **OAP sectorielles** prennent également en compte les questions de protection et de restauration des continuités écologiques, de paysages ainsi que de la trame verte et bleue.

Ces dispositions permettent réciproquement de préserver les espaces concernés des impacts des futures constructions et de préserver celles-ci des risques naturels possibles telles les remontées de nappes ou débordement de cours d'eau.

Le **règlement graphique** prescrit, au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme, la protection des continuités écologiques existantes et/ou à recréer via l'identification d'éléments à protéger et la définition d'espaces rendus inconstructibles, y compris en zones urbaines. Par exemple, les arbres identifiés en vertu disposition bénéficient d'un recul de 4 mètres par rapport au houppier.

En parallèle, les orientations de **l'OAP *« Densification et aménagement »*** du volet enjeux environnementaux (impliquant la préservation des éléments écologiques au sein des espaces urbanisés, le chemin de l'eau, le recul vis-à-vis des boisements) et les orientations de **l'OAP *« Trame verte et bleue »*** du volet Milieux ouverts et bocages permettent d'étendre la préservation des espaces boisés préservés en tant qu'Espace Boisé Classé ainsi que les alignements d'arbres et haies végétalisées à protéger au titre du L.151-23 du Code de l'urbanisme dans la réalisation de nouveaux aménagements et la gestion des espaces boisés.

L'ensemble des espaces forestiers remarquables fait également l'objet d'un classement en Espaces Boisés Classés permettant d'interdire le changement d'affectation de l'usage des sols.

Le **règlement écrit** favorise au sein de la trame urbaine les passages pour la petite faune et la végétalisation des clôtures avec des essences locales. Une liste d'essences invasives est annexée au règlement. Pour les secteurs en extension urbaine, il est également imposé de ne pas construire sous les houppiers des arbres et d'implanter les constructions à une distance minimale de 30 mètres des lisières de boisements et de haies.

3.2.4 *ORIENTATION 4 : PROMOUVOIR UN URBANISME QUALITATIF*

La CCAPS présente des paysages ruraux et bucoliques variés. L'observation de l'évolution urbaine et villageoise des 60 dernières années permet de mettre en évidence l'impact des dynamiques d'extensions urbaines (consommation des espaces naturels, forestiers et agricoles). Le développement urbain s'organise fréquemment le long des voies d'entrées de villes, bourgs et villages. Dans cette logique, les quartiers résidentiels, composés de maisons individuelles, ont contribué à accentuer le mitage des milieux naturels et agricoles par le biais d'une urbanisation peu dense et parfois de piètre qualité.

La standardisation des typologies bâties et la déstructuration des tissus urbains et villageois participent aujourd'hui à la dévalorisation des centres et à l'uniformisation des paysages urbains.

Le PLUi a pour objectif de s'inscrire dans une logique de réduction de la consommation foncière et de promouvoir une approche plus sobre et plus frugale, mais aussi plus qualitative, du développement urbain pour conforter la qualité de son cadre de vie.

L'enjeu de la lisibilité et de la qualité des entrées de bourgs est essentiel pour la mise en scène du territoire, notamment sur les trois bourgs centres qui constituent des « vitrines » de l'ensemble de la CCAPS.

Le PADD projette une approche d'urbanisation respectueuse de l'environnement et économe en ressources énergétiques, en accord avec l'approche stratégique définie dans le PCAET. L'enjeu majeur est de concevoir des formes urbaines compactes permettant un juste équilibre entre espaces verts/espaces artificialisés tout en limitant l'imperméabilisation des sols. Afin de lutter contre cette urbanisation extensive, les bourgs et villages devront donc prioriser la densification et la requalification du bâti existant en adoptant les principes de la mixité fonctionnelle, principalement dans les bourgs-centres (Arbois, Poligny, Salins-les-Bains). Pour les nouvelles extensions urbaines, les formes urbaines compactes, cohérentes avec le tissu urbain et architectural présent localement seront également à

privilégier. Il s'agit ainsi de renforcer la cohérence entre des ensembles bâtis d'époques différentes en harmonie avec les structures et le vocabulaire de chaque paysage.

Pour répondre à cette orientation de développement, le PLUi s'appuie sur les OAP thématiques pour définir et renforcer les principes qualitatifs d'aménagement sur le territoire :

L'OAP *« Densification et aménagement »* comporte des orientations visant à rationaliser l'usage du foncier en densification afin de mutualiser les accès/voies, favoriser des formes urbaines compactes (implantation) tout en veillant à la qualité de vue (vues, ensoleillement, intimité). L'objectif est de tendre vers une densification optimale permettant de répondre de manière qualitative aux enjeux fixés par le PADD.

Le **règlement écrit** des zones UA, UB et UC ne prévoit pas d'emprise au sol particulière, permettant de favoriser l'approche de densité portée par **l'OAP *« Densification et aménagement »***. L'OAP prescrit par ailleurs une implantation groupée, compacte et proche de l'existant des nouvelles constructions, mais aussi à proximité des limites séparatives en accord avec la réglementation des zones en question (3 à 5 m) pour les zones UB, UC et 1AU. Cela permet la réalisation de plusieurs constructions sur une même propriété sans règles spécifiques. De même, les constructions en second rideau sont possibles dans les contextes les plus adaptés (en contact avec d'autres zones urbaines)

Les **zones d'extension urbaines identifiées (1AU)** sont toutes en continuité de l'espace urbain à l'exception de 5 secteurs « décrochés » qui ont été maintenus après l'avis favorable rendu en vertu de la discontinuité à l'urbanisation liée à la Loi Montagne. Cette logique a été développée afin de ne pas encourager le morcellement des espaces cultivés et naturels. Ces zones sont aussi majoritairement localisées le long des voies de circulation afin de limiter les extensions de réseaux et l'augmentation des charges de fonctionnement liées à l'entretien de ces derniers.

L'OAP *« Trame verte et bleue »* possède un volet *« nature en ville »* traitant de la question des clôtures, du stationnement, de l'imperméabilisation des sols, des alignements d'arbres et de la prise en compte de la trame verte et bleue dans les nouveaux bâtiments. Ce volet comporte notamment des orientations visant à permettre la circulation de la petite faune en milieu urbain (traversée des clôtures), encourageant la végétalisation et l'utilisation de matériaux perméables, plus spécifiquement pour les parcs de stationnement (végétation en fonction du nombre de places), invitant à la conservation des alignements d'arbres existants hors risques et à la limitation de l'imperméabilisation des accès, voies et espaces publics. Elle définit aussi une approche visant à consacrer la part la plus importante possible au sol naturel dans les projets urbains et intégrant les besoins nécessaires au maintien et développement de la biodiversité dans les constructions.

Même dans les zones à vocation économique ou commerciale, des espaces de pleine terre sont imposées (10 % en UY). Pour inciter à une meilleure qualité architecturale dans les zones commerciales, des bonus de constructibilité sont proposés permettant d'augmenter de 10 % l'emprise au sol et de majorer la hauteur de 3 mètres.

Du point de vue de la qualité paysagère et patrimoniale, le PLUi prévoit :

La trame verte et bleue est également identifiée, au sein du **règlement graphique**, dans les espaces urbains afin de garantir la continuité des corridors écologiques et l'ensemble des règles relatives au traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions contribueront à la végétalisation de ces espaces.

D'autre part, les éléments identifiés au **règlement graphique** en vertu du L . 151-23 du Code de l'urbanisme permettent de protéger les continuités écologiques existantes et/ou à recréer (protection et inconstructibilité) y compris en zones urbaines. Par exemple, les arbres identifiés bénéficient d'un recul de 4 mètres par rapport au houppier. Le **règlement écrit** favorise, au sein de la trame urbaine, les passages pour la petite faune et la végétalisation des clôtures avec des essences locales. Une liste d'essences invasives est annexée au règlement (de manière complémentaire à l'OAP « *Trame verte et bleue* »).

En parallèle, les orientations du volet Enjeux environnementaux de **l'OAP *« Densification et aménagement »*** (impliquant la préservation des éléments écologiques au sein des espaces urbanisés, la lisibilité du chemin de l'eau, le recul vis-à-vis des boisements) et les orientations du volet Milieux ouverts et bocages de **l'OAP *« Trame verte et bleue »*** permettent d'étendre la préservation des espaces boisés préservés en tant qu'espace boisé classé ainsi que les alignements d'arbres et haies végétalisées à protéger au titre du L.151-23 du Code de l'urbanisme dans la réalisation de nouveaux aménagements et la gestion des espaces boisés.

Enfin, les **énergies renouvelables** sont encouragées grâce à des règles simples d'implantation en toiture. En zone UA, du fait du caractère patrimonial, les règles sont plus strictes que dans les autres secteurs. L'identification des ZAER a conduit à l'abandon des classements en Npv et Apv (sur demande de la Préfecture du Jura) des secteurs de projet photovoltaïque ou éolien. Toutefois, l'EPCI en compte une douzaine à ce stade. La géothermie, ressource présente sur le territoire, est également favorisée.

3.3. AXE 3 : VALORISER LE PATRIMOINE ET LE MILIEU URBAIN

3.3.1 *ORIENTATION 1 : REINVESTIR ET REHABILITER LES LOGEMENTS DES CENTRES-VILLES*

La part des logements vacants a augmenté sur l'ensemble du territoire de la CCAPS au cours des dernières années avec une impact important dans les centres anciens du territoire. Le phénomène touche particulièrement les trois bourgs centres (Arbois, Poligny, Salins-les-Bains) en raison de deux facteurs :

- D'une part, la plupart des logements vieillissants n'ont pas reçu l'entretien nécessaire et de nombreux travaux de rénovation et d'isolation sont aujourd'hui nécessaires pour les remettre en état. De plus, certains logements n'offrent pas la possibilité d'une rénovation et nécessiteraient une démolition. En pratique, plus des deux tiers des logements vacants ont des dates de constructions antérieures à 1919.
- D'autre part, les problèmes de succession fréquents et nombreux.

À l'image de l'intervention menée à Salins-les-Bains, la CCAPS doit s'engager dans le cadre des dispositifs de rénovations des logements (OPAH-RU, PIG…) sur les secteurs à enjeux, touchés par le vieillissement et la vacance des logements, tels que les centres anciens d'Arbois et Poligny. La CCAPS cherchera donc à accompagner les habitants du territoire dans leurs projets de rénovation, en particulier sur les pôles d'Arbois et de Poligny.

La démarche du PCAET porte notamment sur l'objectif de déployer un maximum d'habitations à faibles consommations d'énergies d'ici 2050. Le PADD s'inscrit dans cet objectif en encourageant l'ensemble des dispositifs permettant de requalifier les logements assimilés à des "passoires thermiques". Il s'agit ainsi de proposer une offre de logements à basse consommation, accessibles et dont les émissions de gaz à effets de serre sont réduites. Par ailleurs, le PLUi devra être en cohérence avec la RE 2020 pour les projets de rénovation et de nouvelles constructions.

Pour répondre à cette orientation, le PLUi prévoit :

Afin de favoriser la rénovation énergétique des logements existants, tout en évitant de perdre de la surface de plancher, le **règlement écrit** autorise, pour les constructions implantées en limite avec le domaine public, de réaliser des débords sur ce domaine public, sous conditions de maintien des règles d'accessibilité sur au moins un des côtés de la voie.

Par ailleurs, le fait de ne pas avoir de **coefficient d'emprise au sol** au sein des zones urbaines apporte toute la souplesse pour réaliser des travaux d'isolation. Cette isolation peut également être réalisée par surélévation puisque la hauteur de la construction principale doit être égale à la hauteur des constructions avoisinantes de plus ou moins un niveau. Cette disposition, répétée dans toutes les zones à vocation d'habitat (UA, UB, UC) permettra également de retravailler au sein de l'enveloppe bâtie les typologies de logements, la mixité fonctionnelle.

3.3.2 *ORIENTATION 2 : FAVORISER UNE OFFRE DIVERSIFIEE ET ATTRACTIVE DE LOGEMENTS*

Le parc des résidences principales de la CCAPS est composé de logements anciens dont la majorité (57,6 %) a été construite antérieurement à 1970. Les résidences principales sont principalement des logements de 4 pièces ou plus (72,3 %).

L'évolution démographique du territoire présentée ci-avant amène à une réflexion sur la taille adaptée des résidences principales pour les futurs habitants du territoire ou pour permettre le maintien des habitants présents. En effet, 48 % des ménages en résidence principale sont en situation de sous-occupation de leur logement dans la moitié des

communes de l'intercommunalité.[4] Cette sous-occupation, liée en grande partie au vieillissement de la population, montre tout l'enjeu de prévoir un parcours résidentiel pour les séniors sur le territoire.

Par ailleurs, on observe, sur l'ensemble du territoire de la CCAPS, que les logements de taille médiane (T2 et T3) sont rares, tout comme l'offre locative pour des biens de type maison individuelle, compliquant la trajectoire résidentielle des habitants.
Le parc locatif social n'est représenté qu'à l'échelle de 8 communes et sa part demeure modeste avec 6,3 % des résidences principales au sein de la CCAPS. La demande des ménages locataires du parc privé est cependant forte, notamment au sein des trois bourgs centres (plus de 80 % d'entre eux sont éligibles au parc social).

Le PLUi a pour objectif d'adapter l'offre de logements en fonction des besoins qui sont exprimés pour chaque secteur. En effet, les spécificités rencontrées à l'échelle des principales centralités (Arbois, Poligny, Salins-les-Bains) ainsi que pour le reste du territoire invitent à concevoir une offre de logements diversifiée et adaptée aux différents parcours résidentiels.

Pour répondre à cette orientation, le PLUi prévoit une action combinée sur les modalités de production urbaines et de logements :

L'OAP « *Densification et aménagement* » définit, en accord avec l'armature territoriale identifiée, les espaces où la densité sera renforcée. Celle-ci doit s'appliquer pour les projets de nouveaux logements, notamment dans les 3 bourgs centres (Arbois, Poligny et Salins) où cette densité s'élève à 20 logements par hectare. Ensuite, la densité minimale cible est déclinée pour les bourgs secondaires (15 logs/ha) et les communes rurales (12 logs/ha). En complément, une réflexion sera à mener par les porteurs de projet pour faire varier les typologies d'habitat, dans la perspective de diversifier le parcours résidentiel.

Le **règlement écrit** autorise sans condition les habitations et les hébergements dans les zones UA, UB et UC permettant de produire des logements pour différents types de public selon les besoins observés localement. De plus, aucune règle d'emprise au sol n'est édictée, permettant ainsi de faire varier les formes de constructions prévues en densification et s'accordant avec les orientations de l'OAP « *Densification et aménagement* ». L'objectif est de favoriser une mutualisation et une rationalisation des espaces dédiés aux accès, d'optimiser les espaces dédiés aux jardins et constructions et de produire des logements diversifiés dans leurs formes et leurs typologies.

Enfin, les bâtiments pouvant faire l'objet de **changement de destination** en zones agricole et naturelle sont prioritairement ceux dans lesquels peuvent être réalisés de grands logements (100 m² surface de plancher minimum). Il s'agit d'éviter le morcellement et de conserver le caractère rural de ces espaces.

3.3.3 *ORIENTATION 3 : RECONQUERIR ET METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE ET LE BATI ANCIEN*

Le patrimoine bâti de la CCAPS est riche et diversifié. Outre les sites d'exceptions protégés au titre des monuments historiques ou de l'UNESCO (Saline de Salins-les-Bains, Fort Saint-André…), les trois cités de caractère Arbois, Poligny et Salins-les-Bains sont identifiées comme Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR). Les périmètres des servitudes associées à ces documents incluent des secteurs à enjeux tels que les bourgs anciens, les entrées de villes et les espaces remarquables (salines, coteaux).

L'identité architecturale de la CCAPS témoigne de la richesse de son histoire viticole, agricole et industrielle. Le bâti ancien regroupe ainsi divers habitats et lieux de production aux morphologies caractéristiques et aux matériaux de construction variés : fermes à trois travées de volume simple, maisons vigneronnes et leurs caves, maisons de villages en pierre, ateliers-usines industriels, ruines à caractère remarquable, etc. Les caractéristiques principales et récurrentes du bâti ancien sont aisément reconnaissables. Les principaux matériaux utilisés incluent les enduits à la chaux, les pierres de taille et le bois pour la charpente des toitures. Les toitures anciennes, généralement faites de tuiles, adoptent le plus souvent une charpente à deux pans en croupe et un débord de toiture sur poteaux ou consoles.

[4] Selon la réglementation (article L621-2 du Code de la construction et de l'habitation), la sous-occupation se définit comme l'occupation de locaux comportant un nombre de pièces habitables supérieur de plus d'un au nombre d'occupants. Exemple de sous-occupation : lorsqu'un couple occupe un 4 pièces ou une personne seule un 3 pièces.

L'ensemble de ces caractéristiques communes contribue à l'harmonie et au charme du tissu urbain et villageois historique.

La sauvegarde du patrimoine d'exception et du bâti ancien constitue un enjeu fort pour la mémoire, l'attractivité et l'éclat du territoire de la Communauté de communes. Le PLUi devra donc chercher à préserver et mettre en valeur ce patrimoine riche et diversifié.

La préservation est un enjeu à conjuguer avec le renouveau du bâti ancien afin d'éviter la sanctuarisation du patrimoine et les contraintes inhérentes. Le PLUi souhaite donc promouvoir la réutilisation des lieux pour de nouveaux usages et des fonctions « modernes » (habitats, ateliers, tiers-lieux…).

L'un des enjeux du PLUi est de promouvoir un urbanisme garant des identités architecturales locales, c'est-à-dire que toute nouvelle construction devra dialoguer harmonieusement avec son environnement proche notamment dans les centralités urbaines et villageoises du territoire. Autrement dit, le développement urbain ne devra pas entraîner une dégradation des qualités architecturales du bâti ancien traditionnel (banalisation architecturale).

Le PLUi devra également encourager le développement d'une architecture contemporaine respectueuse des identités architecturales locales.

Pour répondre à cette orientation de développement, le PLUi s'appuie sur un règlement écrit garant de la qualité architecturale remarquable du territoire :

La zone UA est celle présentant le plus de contraintes car c'est elle qui délimite les espaces les plus patrimoniaux des communes du territoire (cœurs de bourgs et villages, espaces anciens). Les éléments de modénatures, les façades, les toitures, les tailles des ouvertures etc. sont règlementés. Dans les bourgs centres (Arbois, Poligny, Salins-les-Bains), le PVAP, en tant que servitude d'utilité publique, se superpose au règlement du PLUi mais pour les autres centre bourgs du territoire, la zone UA veille à leur conférer une unité architecturale et paysagère (préservation des spécificités locales). Afin de garantir la qualité architecturale des réalisations, des renvois aux guides réalisés par le CAUE sont fait régulièrement. Ils sont annexés au règlement du PLUi afin de garantir un niveau d'opposabilité adéquat en cas de projet inadéquat.

Ce corpus de règles a été ensuite décliné et allégé dans les **zones UB, puis UC** puisque les formes urbaines majoritaires diffèrent du tissu ancien.

La zone 1AU reprend également un pan conséquent du chapitre qualité urbaine architecturale et paysagère des zones U afin que les nouvelles constructions réalisées en extension de l'urbanisation puissent avoir une intégration harmonieuse à l'existant et ne pas dénaturer les paysages environnants. Les principes d'aménagement définis pour chaque OAP sectorielles s'inscrivent en complémentarité de ces éléments.

En complément et pour favoriser la **mixité fonctionnelle**, le PLUi prévoit des règles de stationnement allégées en zone UA (mais aussi en dans les autres zones urbaines, naturelles et agricole). L'identification des linéaires commerciaux en centre-ville permettra de favoriser le maintien des logements à l'étage.
Mis à part les bâtiments non identifiés en zones Agricoles et Naturelles et la zone dédiée aux activités UY et 1AUY, **l'ensemble du patrimoine bâti est susceptible de voir ses usages fonctionnels évoluer vers la mixité**. Cela peut permettre de favoriser le développement d'activités de services ou d'auto-entreprise au sein des logements tout en encourageant la reconquête des friches industrielles.

3.3.4 *Orientation 4 : Preserver les « espaces de respiration » en milieu urbain*

Le cadre naturel et rural du territoire permet d'offrir aux habitants un environnement agréable, non seulement au sein des espaces naturels mais aussi dans les zones urbaines. L'ensemble des communes dispose de nombreux espaces verts souvent constitués par des fonds de jardins et la présence de vergers.

Les bourgs centres, dont notamment Salins-les-Bains et Arbois, sont également des lieux de biodiversité grâce au passage de la Cuisance et de la Furieuse dans les centres-villes et à la présence de nombreux vergers, jardins et coteaux viticoles en périphérie.

Le développement des secteurs urbanisés, notamment les plus denses, doit se faire en prenant en compte le rôle favorable des espaces verts et de nature comme vecteurs de bien-être et de santé pour les habitants.

Pour répondre à cette orientation, le PLUi prévoit une continuité des principes d'aménagement prescrit et encouragés au sein des outils du volet opérationnel :

L'OAP *« Trame verte et bleue »* possède un volet *« nature en ville »* traitant de la question des clôtures, du stationnement, de l'imperméabilisation des sols, des alignements d'arbres et de la prise en compte de la trame verte et bleue dans les nouveaux bâtiments. Ce volet comporte notamment des orientations visant à permettre la circulation de la petite faune en milieu urbain (traversée des clôtures), encourageant la végétalisation et l'utilisation de matériaux perméables, plus spécifiquement pour les parcs de stationnement (végétation en fonction du nombre de places), invitant à la conservation des alignements d'arbres existants hors risques et à la limitation de l'imperméabilisation des accès, voies et espaces publics. Elle définit aussi une approche visant à consacrer la part la plus importante possible au sol naturel dans les projets urbains et intégrant les besoins nécessaires au maintien et développement de la biodiversité dans les constructions.

En parallèle, **l'OAP *« Densification et aménagement »*** intègre un volet environnemental visant à maintenir au sein des espaces urbanisés les corridors écologiques en préservant notamment les espaces perméables à la faune (haies, zones humides, boisements, pelouses sèches...). **L'OAP *« Équipement commercial, artisanal et logistique »*** établit un volet insertion paysagère visant à favoriser une végétalisation à plusieurs strates (en lien avec **l'OAP *« Trame verte et bleue »***), la possibilité d'implanter en zone d'activités un arbre de haute tige par tranche et une imperméabilisation minimale sur la parcelle : le maintien du caractère perméable de 40% de l'unité foncière en zone d'activité est demandé.

Le règlement graphique établit des éléments de prescription venant protéger les haies et alignement d'arbres au titre du L151-23 du Code de l'urbanisme. Cela s'articule avec les principes de **l'OAP *« Trame verte et bleue »*** qui renforce cette logique en définissant des orientations pour la création de nouvelles haies plantées (caractéristique paysagère à valoriser sur le territoire).

Le règlement écrit complète l'action, pour les zones urbaines, des outils précités en prévoyant le maintien de certaines surfaces de pleine terre ainsi que d'éléments végétalisés préexistants (plantation d'arbres...) s'accordant avec les mesures de préservation des espaces naturels présents des OAP thématiques.

- Des règles différenciées de pourcentage de surface de pleine terre sont prévues : en zone UA 15 % de la surface du terrain de plus de 120 m² doit être conservé en espace de pleine terre. Ce pourcentage passe à 30 % en zone UB et UC sans condition de surface.
- Obligation de conservation systématique du patrimoine végétal existant (arbres, haies etc.), ce dernier pouvant contribuer immédiatement au rafraichissement des espaces construits et maintenir l'intimité (occultation). Si toutefois le maintien n'est pas envisageable, les sujets arrachés doivent être remplacés (1 pour 1 quand il n'y a pas de protection supplémentaire).
    - *Pour les zones d'activités*, une souplesse est apportée leur demandant de conserver les sujets existants dans la mesure du possible. Des mesures de compensation ne sont pas prévues au règlement mais via les OAP.
- Un ensemble de disposition est également prévue pour favoriser l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle et rappelé la possibilité d'en étendre l'usage à certains aspects domestiques.

3.4. AXE 4 : DYNAMISER LE TERRITOIRE PAR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DES FILIERES ECONOMIQUES

3.4.1 *ORIENTATION 1 : PRESERVER LES FONCTIONNALITES AGRICOLES ET VITICOLES, SOURCES DE RICHESSE DU JURA*

L'agriculture représente une activité majeure pour le territoire de la CCAPS : 40% des espaces du territoire sont agricoles. Cette activité rythme les paysages et produit la richesse des trois grands sous-secteurs agricoles : le Plateau et la Bresse tournés vers l'élevage, la polyculture et la production du Comté AOP ou encore le Revermont et ses vins jurassiens AOC qui constituent des secteurs emblématiques du terroir local et relativement préservés.

Les filières et coopératives Comté et Vins jurassiens constituent les deux principales filières du territoire à travers leur poids économique et leur rayonnement vers l'extérieur. Au-delà des produits agricoles, ces filières animent un écosystème composé d'unités de productions/transformations (coopératives de Comté, minoteries, salaisons…), de parcours de formations et d'apprentissage (ENILBIO) et de structures de recherche qui s'articulent avec le milieu agricole et assurent une qualité constante des produits. La filière viticole s'est largement développée au cours de ces dernières années, notamment à travers les succès des vins issus de l'agriculture biologique et de l'œnotourisme.

Toutefois, les exploitations agricoles sont en diminution au cours de ces dernières années, dont notamment un tiers des systèmes de polyculture-élevage. Des inquiétudes s'expriment parmi les professionnels du territoire autour des enjeux de perte de foncier (urbanisation, projets de zones d'activités, projets environnementaux…). À cela s'ajoutent le problème du morcellement parcellaire des exploitations et les obligations que cela suppose en termes de déplacements et d'organisation. Enfin, l'emploi et la succession sont également une source de contraintes (difficultés à recruter, concurrence entre les employeurs, défaut de reprise lors des départs en retraite – hors viticulture, etc.).

Il apparait alors que l'agriculture au sein de l'intercommunalité est à valoriser en s'appuyant sur une production de qualité, protégée par de nombreuses AOP et IGP qui concernent la production de viande, de fromage et de vins. Le PLUi se doit de protéger les espaces agricoles en promouvant un développement urbain peu consommateur d'espace et en limitant l'étalement urbain. Il s'agit également de garantir la viabilité économique des exploitations en prenant en compte la volonté de développement de ces dernières. Enfin, l'un des enjeux du PLUi est aussi de faciliter les reprises et la transmission des activités agricoles et la pérennisation des activités agricoles et des filières associées.

Pour répondre à cette orientation, le PLUi prévoit :

Le règlement graphique délimite une zone agricole (A) permettant l'implantation des constructions à vocation agricole ainsi qu'une zone agricole destinée à être protégée en raison du potentiel agronomique, biologique, économique ou paysager des terres agricoles qui y sont présentes (Anc). Dans cette dernière, on retrouve l'ensemble des terres bénéficiant d'une AOC ou d'une AOP, raison pour laquelle les constructions agricoles y sont également interdites.
Il identifie également des haies à préserver au titre du R151-34 1° du Code de l'urbanisme en tant qu'élément de paysage à préserver pour des motifs d'ordre écologique. Cette mesure est appuyée par le volet concernant les haies de l'OAP *« Trame verte et bleue »* qui favorise l'implantation de haies plantées et non monospécifiques afin de recréer un réseau source de richesse biologique

Au sein du **règlement écrit**, il est défini que, dans les zones agricoles, les constructions nécessaires à l'activité agricole sont autorisées sans restriction de surface. Toutefois, elles ne peuvent s'implanter qu'à proximité des constructions déjà existantes pour éviter le mitage. L'ensemble des pratiques nécessaires au bon déroulement de l'activité est également autorisé (dépôt temporaire autorisés pour l'ensilage).
Il est à noter qu'afin de ne pas empêcher le développement de l'activité agricole de terres qui, pour des raisons écologiques ont été classées en zone Naturelle, le règlement autorise les constructions à usage agricole en limitant leur emprise à 500m².
Pour la production de Comté, les fruitières sont autorisées à s'implanter assez librement afin de limiter la concurrence entre les appellations fromagères et viticoles et pérenniser l'activité sur le territoire.

En parallèle, l'armature commerciale définit par **l'OAP *« Équipement commercial, artisanal et logistique »*** prévoit que les fruitières puissent bénéficier, en dehors des périmètres d'implantation de nouveaux commerces de détail et commerce de gros, d'un petit local de vente directe de leur production en raison du caractère historique de cette pratique sur le territoire. Cette disposition permet de faciliter l'implantation de fruitières en support à l'activité agricole.

L'OAP *« Trame verte et bleue »* complète l'action du PLUi avec des dispositions pour aider à maintenir et renforcer les activités agricoles en encourageant notamment les pratiques agricoles à haute valeur écologique dans l'objectif de maintenir et restaurer les paysages et milieux agricoles.

En cela les OAP thématiques précisent le cadre attendu des activités en zone agricole.

3.4.2 *ORIENTATION 2 : ACCOMPAGNER LA DIVERSIFICATION ET L'EVOLUTION DES PRATIQUES*

Seules 60 exploitations agricoles (hors viticulture) pratiquent la vente directe sur un total de 368 exploitations (RGA). Les produits vendus sont divers et variés (produits laitiers, fromages, viandes, vins, produits maraîchers, etc.).

Néanmoins, des démarches locales se développent pour valoriser les produits locaux : création d'AMAP (vente de pains, volailles et produits laitiers à Bracon et vente de viandes de porc et bœuf à Poligny), projet de PAT (Projet Alimentaire Territorial) à l'échelle intercommunale, etc.

La filière viticole est quant à elle portée par une majorité d'acteurs non professionnalisés en raison du caractère local de certaines productions, de la spécificité des vins du Jura et des profils des cultivateurs (retraités, particuliers amateurs…). En 2013, 61 % de la production viticole était commercialisée en circuits courts. La filière connaît un développement rapide depuis 2012 qui s'accompagne d'évolutions dans les pratiques, dont la forte progression des productions biologiques et l'évolution des techniques pour faire face aux changements climatiques.

Pour maintenir l'activité agricole sur le territoire, une diversification des produits maraîchers et des produits d'élevage est nécessaire en laissant la place à l'émergence des filières dites courtes (ventes directes auprès des consommateurs, structures maraîchères approvisionnant la restauration, etc.). La prise en compte des enjeux environnementaux et des modes de production durables est également recherchée dans un contexte où les consommateurs deviennent de plus en plus sensibles aux conditions de production et d'élaboration des produits agricoles et viticoles. L'un des principaux enjeux pour le développement des petites structures de production proposant une offre de vente directe et de transformation à la ferme est l'accès au foncier pour lancer ou développer leurs activités.

Pour répondre à cette orientation, le PLUi prévoit :

Le règlement graphique délimite une zone agricole (A) permettant l'implantation des constructions à vocation agricole. Ces dernières sont autorisées sans restriction au sein du **règlement écrit**. Par ailleurs, l'ensemble des pratiques nécessaires au bon déroulement de l'activité est également autorisé (dépôt temporaire autorisés pour l'ensilage).

Les anciens bâtiments agricoles identifiés sur le règlement graphique peuvent faire l'objet d'un changement de destination, soit pour y réaliser une activité complémentaire à l'agriculture, soit pour y réaliser un projet de toute autre nature (artisanat et commerce de détail, activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle, restauration, autres hébergements touristiques, bureau, logement).

Les zones dédiées au tourisme (Nt) autorisent également l'ensemble des changements de destination précités.

3.4.3 *ORIENTATION 3 : VALORISER LA FILIERE BOIS*

La forêt recouvre une grande partie du territoire de l'intercommunalité et fait partie intégrante du paysage de la CCAPS. Cette présence importante a permis et permet encore le développement de la filière bois qui compte actuellement 4 scieries (dont une unité mobile), un réseau de huit exploitants forestiers et une part importante de 2ème transformation (construction, menuiserie, fabrication…) sur l'ensemble des communes. Le développement de cette filière constitue un enjeu fort pour l'évolution économique et la transition/autonomie énergétique de la CCAPS. En effet, la ressource abondante laisse envisager l'implantation de chaufferies, en adéquation avec un potentiel de stockage important.

Par ailleurs, la CCAPS est couverte par un Plan d'Approvisionnement Territorial partagé avec la Communauté de Communes Champagnole Nozeroy. Son rôle est d'estimer l'état des ressources en bois sur le territoire, d'organiser et d'optimiser sa gestion et l'approvisionnement local. Le PAT s'inscrit donc dans une démarche de valorisation de la filière bois.

Il faudra veiller cependant à ce que cette exploitation se fasse de manière raisonnée et dans le respect de l'environnement, la forêt étant un réservoir essentiel de la biodiversité et un facteur non négligeable de l'attractivité du territoire, tant sur le plan touristique que du cadre de vie.

Pour le PLUi, un des principaux enjeux est le maintien, la gestion durable et maîtrisée du développement de la filière bois, notamment de la filière bois-énergie présentant le plus fort potentiel d'exploitation. Le PADD s'inscrit dans les

orientations de la stratégie de gestion forestière raisonnée mise en place par le PAT et le PCAET. La rationalisation de la logistique (plateformes de stockage du bois) et de l'implantation des industries doit contribuer au développement durable du territoire. Un autre enjeu est la préservation des richesses paysagères et écologiques participant à l'attractivité et au cadre de vie agréable du territoire.

Pour répondre à cette orientation, le PLUi prévoit :

Le règlement graphique définit une zone Naturelle (N) visant à la préservation des espaces naturels et forestiers. Ce zonage permet également d'encadrer les activités forestières et sylvicoles. Certains boisements font également l'objet de protection complémentaire avec des Espaces Boisés Classés (EBC) dans le cas des boisements communaux d'Arbois et de Brainans.

Le règlement écrit établit que les constructions nécessaires à l'exploitation forestière sont autorisées dans l'ensemble de la zone N et de la zone Nt (zone dédiée aux activités touristiques), permettant ainsi d'encourager la production de la filière AOC Bois du Jura. Par ailleurs, les activités relatives à la transformation de la matière première sont autorisées dans les zones UY et 1AUY

En complémentarité, l'OAP *« Trame verte et bleue »* établit un sous-volet « forêt » qui vise à renforcer les qualités écologiques et donc la vitalité, des espaces forestiers du territoire. Elle définit à la fois des orientations en faveur de la préservation des éléments écologiques inféodés aux espaces de forêt (diversification des types d'habitats dans les massifs forestiers, maintien de la continuité du réseau forestier) mais également des orientations encourageant le développement d'une activité forestière durable avec le souhait de favoriser une biodiversité forestière via la gestion sylvicole (orientation 5).

La complémentarité du Règlement avec l'OAP thématique permettra de veiller à la cohabitation des activités forestières et des zones d'intérêt écologiques.

3.4.4 *ORIENTATION 4 : MAINTENIR ET FAIRE EVOLUER LE TISSU INDUSTRIEL SUR LE TERRITOIRE*

Le territoire a connu un essor industriel au cours du XIXe siècle, notamment autour de Salins-les-Bains avec l'exploitation du sel (salines) et des gypses. De nombreux secteurs industriels ont décliné durant le XXe siècle jusqu'à disparaître au cours des années 1960. Le recul de l'industrie a entraîné une perte d'attractivité dans les pôles industriels. Le déclin de Salins-les-Bains, pôle industriel le plus affecté, s'est traduit par le départ continu d'habitants depuis 1968, la perte d'équipements et la réduction de la desserte ferroviaire. Par suite, la ville a perdu certaines entreprises industrielles emblématiques au cours des années 2000, telles que les faïenceries ou la fabrique de meubles Sanijura. Malgré les moyens entrepris pour requalifier les friches industrielles, les efforts pour la réhabilitation sont encore à poursuivre.

Toutefois, le territoire de la CCAPS, malgré le phénomène de désindustrialisation du secteur de Salins-les-Bains, témoigne d'un vrai dynamisme économique et industriel. Deux spécificités sont observées sur Cœur du Jura :

- Un indicateur de concentration d'emplois de 102 %, c'est-à-dire que plus d'actifs entrent chaque jour sur le territoire pour y travailler que ceux qui en sortent.
- Un taux de chômage bas (6,5% - définition Pôle Emploi)

Bénéficiant de la proximité de l'autoroute A39 (sortie Bersaillin à 5 minutes de Poligny) et du passage de la RN 83, la CCAPS est un lieu de passage incontournable des circuits de distribution européens : Lyon et Genève ne sont qu'à 1h30, Paris et Strasbourg à moins de 4h. Cet environnement favorable a induit l'implantation de nombreux commerces et industries sur le territoire. Parmi les représentants des secteurs de pointe, on peut citer Thirode Groupe HMI, concepteur de cuisines industrielles ; Diager Industrie, fabricant de forets béton ; BGI, Leader européen du Tournevis...et de nombreuses sociétés d'affinage qui font mûrir dans leurs caves 500 000 meules de Comté et de Morbier sur le seul territoire du Cœur du Jura.

L'activité industrielle est très prégnante sur le territoire, principalement à Poligny et Arbois et pourvoyeuse d'emplois. Aujourd'hui, les emplois du secteur industriel sont principalement associés aux entreprises spécialisées dans l'outillage, les équipements professionnels, le BTP et l'agro-alimentaire. Le secteur de l'artisanat est également bien représenté sur l'ensemble du territoire. L'activité agro-alimentaire, dynamique sur le territoire, évolue pour répondre aux besoins

des consommateurs (filière Comté avec la fabrication de fromages affinés plus longtemps nécessitant de plus grande capacités de stockage).

Les zones industrielles et d'activités économiques du territoire connaissent des situations hétérogènes et peuvent, localement, être limitées dans leur développement :

- Les Zones d'activités économiques de Poligny (ZI Velours 3) et Arbois (ZAC de l'Ethole), locomotives du développement économique local, sont très attractives et connaissent un rythme de commercialisation soutenu
- Certaines zones d'activités ayant été commercialisées en totalité, de nouvelles sont en cours d'aménagements ou en phase pré-opérationnelle (ZI Velours 4 à Poligny, et ZAC de l'échangeur à Bersaillin).
- Certains secteurs qui arrivent à saturation (ZI du Couroulet, ZA de la Chapelle) ou connaissent des difficultés d'accessibilité (ZA de Mélincols).

Depuis la fusion des 3 anciennes intercommunalités, la CCAPS aménage de façon cohérente et raisonnée de nouvelles zones d'activités afin de proposer une solution foncière à chaque projet porté par des entreprises en développement. Cette action se complète par une politique économique intercommunale pro-active et un réel service apporté aux entreprises du territoire (disponibilité de terrains viabilisés, listes des locaux disponibles, accompagnement au financement des projets, etc.).

Ainsi, la CCAPS souhaite promouvoir un développement économique vertueux alliant pérennisation et amélioration l'attractivité de son territoire pour les entreprises et consommation raisonnée de l'espace. Il s'agit de créer les conditions adéquates à l'implantation d'activités et la venue de main d'œuvre.

Le territoire doit engager une réflexion pour déterminer les besoins fonciers, proposer un environnement d'implantation attractif, prévenir l'apparition éventuelle de friches industrielles et anticiper la reconversion des sites industriels ou artisanaux à caractère patrimonial. La CCAPS peut envisager une diversification vers des pratiques et des usages alternatifs sur les secteurs délaissés, au profit d'entreprises artisanales ou de petite industrie, voire d'activités tertiaires compatibles par le biais de certains réaménagements.

Pour répondre à cette orientation, le PLUi prévoit :

Le Règlement établit, afin de **maintenir et développer le tissu industriel**, que l'ensemble des activités des secteurs primaires, secondaires et tertiaires sont autorisées dans les zones UY et 1AUY. 14 secteurs d'extension des zones d'activités ont été identifiés pour permettre le développement des activités existantes (affinages de fromage, entreprises spécialisées dans l'outillage)

Afin de faciliter la **reconversion des sites industriels patrimoniaux**, l'ensemble de la destination commerces et activités de service est autorisée au sein de ces zones. Ainsi, la CCAPS se dote d'outils permettant la réalisation d'un éventail large de projets : projet de loisirs et/ou touristiques, installation d'équipements publics et/ou installation nécessaire à la production d'énergie renouvelable, nouvelles activités économiques valorisant le tissu bâti.

Il est toutefois indiqué que les zones d'activité participent à l'effort pour faire du territoire de la CCAPS un territoire durable. C'est la raison pour laquelle une emprise au sol maximale de 20 % de l'unité foncière est définie pour le stationnement aérien. Pour les constructions, l'emprise maximale est de 60 % de l'unité foncière. Ces principes s'inscrivent dans une logique de densification et de compacité dans la conception des bâtiments. Ces règles sont valables dans les zones existantes comme dans les secteurs de développement.

Les OAP thématiques et sectorielles viennent compléter et préciser les principes d'aménagement favorisant la mutualisation des services et les conditions d'accès aux zones d'activités.

3.5. AXE 5 : ASSURER UN DEVELOPPEMENT COMMERCIAL ET TOURISTIQUE EQUILIBRE

3.5.1 *ORIENTATION 1 : RENFORCER LES CENTRALITES COMMERCIALES ET ANTICIPER LEURS EVOLUTIONS*

Les trois principales polarités du territoire (Arbois, Poligny et Salins-les-Bains) jouent un rôle structurant en matière d'offres de services supérieurs, leurs positions permettant d'assurer une accessibilité des équipements de « premier ordre » à l'ensemble des communes et de leurs habitants (rayon maximal de 20 minutes en voiture). Ils concentrent ainsi les principales fonctions commerciales, les équipements et les emplois présents sur le territoire :

- L'offre commerciale d'**Arbois** est valorisée par la présence de commerces spécialisés dans les produits du terroir. Elle bénéficie d'un afflux touristique (gastronomie, œnologie) mais propose peu de diversité ;
- Le commerce de **Salins-les-Bains** a régressé à la suite de la déprise du tissu industriel et de la perte d'emplois touchant durement la ville. La municipalité mène actuellement une démarche de revitalisation de son centre-bourg et travaille autour du tourisme pour relancer son attractivité (construction de nouveaux thermes, mise en avant de La Grande Saline classé au patrimoine de l'UNESCO…) ;
- **Poligny** dispose d'un tissu commercial diversifié et d'une offre de produits du terroir importante liée à la présence de la filière Comté sur ce secteur.

Ces communes disposent également de marchés hebdomadaires prisés par les habitants (la commune de Mesnay est également concernée) qui contribuent à l'animation commerciale.

La CCAPS a signé, en 2020, une convention pour mettre en œuvre une Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) sur les trois bourgs centres. Les principaux objectifs sont d'agir sur les logements de centre-ville, les commerces et la rénovation urbaine grâce à différents outils et dispositifs complémentaires. Les actions engagées sur les 3 bourgs se répercuteront sur l'ensemble du territoire (un bourg centre dynamique attire des habitants dans les villages).

Ainsi, le maintien des fonctions de centralités de ces trois grands pôles représente un enjeu important pour le développement du territoire. Il s'agit de :

- Préserver leur attractivité à travers un positionnement stratégique affirmé (tourisme, gastronomie) et de mener les politiques de revitalisation commerciale nécessaires
- Maintenir une offre équilibrée, répondant aux besoins des habitants, et s'adapter aux attentes des publics extérieurs (stratégie d'action globale pour organiser les initiatives commerçantes et les mesures de redynamisation)
- Limiter les risques inhérents à la dévitalisation (évasion commerciale, concurrence des zones de périphérie, gestion de la vacance, etc.)

Pour répondre à cette orientation de développement, le PLUi prévoit :

L'OAP « *Équipement commercial, artisanal et logistique* » définit une armature commerciale et artisanale du territoire et identifie les secteurs d'implantations d'activités commerciales et artisanales privilégiés. Cette armature établit notamment les centres-bourgs comme périmètre d'implantation prioritaires de nouveaux commerces de détail et commerce de gros (avec des différences entre les 3 bourgs centres et les autres communes). L'objectif est de permettre la consolidation des pôles structurants (concentration des activités et espaces d'intensification).

L'armature catégorise les espaces de commerces de centre-ville (400 m² de surface de vente maximum) et le commerce périphérique (entre 400 m² et 1000 m² (une exception à 2500 m², à Poligny) de surface de vente) permettant d'implanter des activités économiques proportionnées aux contextes bâtis tout en facilitant le fonctionnement des activités implantées. De plus, elle prévoit la mutualisation comme principe d'aménagement systématique et de favoriser l'accès des zones d'activités par les mobilités douces.

En complément de l'OAP thématique, le **règlement graphique** délimite une zone UY afin d'encadrer les zones d'activités et autorise sous conditions en zone UA (bourg ancien) les destinations de commerces et activités de service. Le **règlement écrit** précise que, dans ces deux zones, l'implantation des activités commerciales doit se faire dans le respect des orientations définissant les surfaces de ventes prévues par l'OAP.

Pour les zones UB et UC, des renvois vers les principes de l'OAP sont réalisés systématiquement afin d'en garantir le respect.

Les trois bourgs-centres sont soumis aux règlements du PVAP. Ainsi, afin de permettre les évolutions, transformations de l'existant, le **règlement écrit** n'impose pas de règles sur le stationnement pour faciliter les changements de destination dans ces périmètres.

3.5.2 *ORIENTATION 2 : FAVORISER LE MAINTIEN ET LE DEVELOPPEMENT D'EQUIPEMENTS ET DE SERVICES DE PROXIMITE*

La CCAPS bénéficie d'un maillage d'équipements et de services de proximité de qualité, organisé autour des polarités de Poligny, Arbois et Salins-les-Bains. L'accès aux services de proximité est toutefois plus contraignant dans les communes rurales, parfois éloignées à plus de dix minutes en voiture du premier lieu de service.

Au quotidien, les services et infrastructures liées à la santé et à l'enfance sont des équipements indispensables pour les habitants. Les services de santé apparaissent comme suffisants pour les soins généraux sur l'ensemble du territoire et le maillage d'équipement est efficient et bien réparti (avec une concentration accrue sur les pôles principaux). Les équipements scolaires (écoles publiques) et les centres de loisirs jeunesse se déploient également à l'échelle de communes dont la taille varie, telles que Vadans, Aumont ou encore Saint-Lothain. Une ligne ferroviaire et quatre lignes de bus assurent le ramassage et la desserte des établissements scolaires.

Aujourd'hui, l'enjeu pour l'intercommunalité est de garantir, de façon pérenne, de bonnes conditions d'accueil et de desserte vers ces équipements afin de conserver un environnement de service qualitatif et attractif pour les ménages.

Pour répondre à cette orientation, le PLUi prévoit :

Afin de maintenir et développer l'offre de services aux habitants et aux usagers du territoire, le **Règlement** délimite des zones UE au sein de chaque commune et prévoit des règles relativement souples pour permettre aux équipements publics d'évoluer, de s'adapter aux besoins de la population, tant dans leurs usages que dans leurs formes architecturales, les volumes développés, etc.

Pour faire face aux besoins, des secteurs d'extension urbaine (1AU) ont également été identifiés pour accueillir de nouveaux équipements publics dans les années à venir. Par ailleurs, les **OAP sectorielles** prévoient, dans les principes d'aménagement, la mise en place de cheminement doux en direction du centre-bourg facilitant ainsi l'accès des habitants vers les équipements et les services.

Le classement en zone UE permet également de préserver les « espaces vides » d'une urbanisation nouvelle non maîtrisée puisque la quasi-totalité des destinations autres que « Equipements d'intérêt collectif et services publics » y sont interdits (ou très fortement conditionnés). Les mêmes dispositions sont définies en zone 1AUE.

Par ailleurs, les dispositions des différentes zones urbaines pouvant accueillir des activités offrent de la souplesse pour ne pas être un frein au développement de l'auto-entreprenariat ou de projets innovants.

3.5.3 *ORIENTATION 3 : ENCOURAGER LA MISE EN VALEUR ET LA DENSIFICATION DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES*

L'activité économique, et plus précisément les zones d'activités, compte parmi les occupations les plus consommatrices d'espace sur le territoire au détriment des espaces agricoles. D'un point de vue général, leurs impacts sur le paysage, le cadre de vie et la qualité environnementale ne sont que modérément pris en compte.

La CCAPS possède des réserves foncières sur les ZAC d'Arbois, Poligny et Salins-les-Bains, mais rencontre également une forte demande foncière, notamment pour des structures de très grandes tailles (entrepôts à Comté). Le besoin des entreprises s'oriente aujourd'hui vers un haut niveau de services amenant la CCAPS à réinterroger son offre disponible.

Le développement futur du territoire de la CCAPS devra trouver un équilibre entre besoin d'artificialisation des sols pour la pérennisation d'une activité industrielle dynamique et limitation de la perte d'espaces à vocation naturelle ou agricole, espaces qui sont également le support d'une activité économique à part entière (agriculture et tourisme).

Ainsi, l'aménagement des espaces d'activités représente un enjeu environnemental, urbain, paysager et économique d'ampleur pour le territoire (reconquête du bâti vieillissant, logiques d'implantation, développement des services comme le très haut débit, etc.).

Pour répondre à cette orientation, le PLUi prévoit :

Le règlement écrit dispose que toutes les zones urbaines peuvent accueillir des activités variées offrant de la souplesse pour ne pas être un frein au développement de l'auto-entreprenariat ou de projets innovants.

En zone UY, le règlement écrit indique que le stationnement des véhicules motorisés et vélos devra se faire hors de l'espace public et de manière mutualisée et proportionnée aux besoins des constructions. De plus, le règlement prévoit le maintien des éléments plantés existants ainsi qu'une part de 10% minimal de la parcelle en tant que surface non imperméabilisée ou éco aménagée. Enfin, Afin de garantir la capacité à être raccorder au très haut débit, le règlement impose trois fourreaux (un pour le téléphone, un pour la fibre et un réseau de manœuvre).

L'OAP *« Équipement commercial, artisanal et logistique »* affine les règles de la zone UY, notamment sur le volet environnemental. Elle établit différentes orientations pour valoriser les zones d'activités économiques. Celles-ci visent, d'une part, à rendre plus efficient leur fonctionnement avec des principes tels que la mutualisation des espaces de stationnement et de livraison, l'implantation de bornes de recharge pour véhicules électriques ainsi que la différenciation des espaces dédiés cyclistes/piétons afin de faciliter la desserte. D'autre part, elles cherchent à tendre un développement en accord avec la préservation de la qualité du cadre de vie et de la biodiversité en encourageant le maintien de surfaces perméables ou éco-aménagées dans la réalisation des projets (imperméabilisation limitée aux bâtiments, accès, aires de déchargement ou aménagement relatifs à l'activité) et l'implantation d'arbres de hautes tiges en fonction des superficies d'unité foncière (un arbre par tranche de 500 m² d'unité foncière entamée).

Ces outils encouragent la mise en œuvre d'une densification qualitative et assurant un haut niveau de services pour les entreprises.

3.5.4 *Orientation 4 : Encadrer le developpement de l'offre de loisirs et d'hebergements pour un tourisme durable*

La CCAPS dispose d'un patrimoine architectural et culturel qui contribue à la qualité paysagère du territoire et invite à sa découverte. On dénombre 64 secteurs remarquables protégés au titre des « Monuments Historiques », des lieux d'exceptions tels que les Salines inscrites au patrimoine mondial de l'UNESCO ou encore les Thermes de Salins-les-Bains qui en font sa renommée.

Le patrimoine naturel constitue, lui aussi, un attrait touristique essentiel. Située au cœur du Jura, l'intercommunalité concentre des éléments naturels d'exception (reliefs, plateaux, forêts, milieu aquatique omniprésent). La Reculée des Planches et ses cascades constituent un secteur emblématique très prisé des visiteurs et des habitants.

Ces patrimoines engendrent un afflux touristique dont les retombées sont essentielles pour le développement économique du territoire. En revanche, la sur-fréquentation des lieux touristiques entraîne des conséquences négatives pour la qualité des milieux naturels et du cadre de vie des habitants.

Le tourisme est un secteur majeur de l'économie de la Communauté de Communes. Le principal enjeu est donc de maintenir l'attractivité touristique du territoire, tout en préservant le cadre naturel et les monuments historiques, ainsi que les paysages dans lesquels ils s'inscrivent. La Reculée des Planches, la croix du Dan et le Mont Poupet par leurs dimensions, leurs localisations et leurs qualités paysagères méritent d'être aménagés afin de les protéger et d'éviter leur dénaturation.

Pour répondre à cette orientation, le PLUi prévoit :

Le Règlement déploie plusieurs outils pour concilier protection et valorisation des patrimoines du territoire et développement touristique qualitatif. Ainsi, la zone naturelle (N) et les éléments identifiés au titre des articles L 151-19 et L. 151-23 du Code de l'urbanisme constituent les socles opérationnels pour répondre à ces objectifs.

Ensuite, **afin de circonscrire le développement des infrastructures relatives à l'accueil touristique, des STECAL (zone Nt) ont été créés** sur le territoire. Ils correspondent le plus souvent à des activités existantes ayant des projets de développement (extension et/ ou activités complémentaires). Des projets nouveaux comme des campings ont également été recensés et pourront voir le jour. Quelle que soit la nature du projet, ce dernier devra être réalisé autant que possible par changement de destination d'un bâtiment existant. Les droits à construire de nouveaux bâtiments sont très restreints pour préserver la vocation première de la zone : préserver les espaces naturels, pastoraux et forestiers.

En complément et afin de valoriser le patrimoine naturel, les équipements et aménagements nécessaires à l'intérêt collectif sont autorisés en zone naturelle à condition qu'ils ne compromettent pas la préservation, la sauvegarde des espaces naturels, des paysages et des caractéristiques historiques et esthétiques de la zone. Ils devront également être compatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière.

Au sein des zones urbaines, certaines sous-destinations sont autorisées sous conditions pour permettre l'accueil touristique local.

3.6. AXE 6 : SOUTENIR ET ACCOMPAGNER LES USAGES ET LES NOUVELLES PRATIQUES DES HABITANTS

3.6.1 *ORIENTATION 1 : FAVORISER LE DEVELOPPEMENT ET L'INTERCONNEXION DES MODES DE TRANSPORTS DOUX, EN PARTICULIER ENTRE LES TROIS POLES*

Aujourd'hui, sur le territoire de la CCAPS, 40 % des émissions de gaz à effets de serre sont liées aux transports et une majorité des habitants pratiquent l'autosolisme (données PCAET) alors qu'un certain nombre d'alternatives plus écologiques sont mises à disposition en local.

L'étude mobilité menée sur le territoire a mis en exergue un certain nombre d'enjeux en matière de déplacement et quelques inadéquations entre les besoins exprimés et l'offre proposée. En effet, la pratique des modes de déplacement doux (marche, vélo) ne s'effectue pas de façon quotidienne en raison du manque d'infrastructures (absence de bandes/pistes cyclables par exemple) et du contexte rural des communes. La pratique de ces modes doux s'effectue cependant lors des loisirs, à travers les nombreux parcours de randonnées répartis sur le territoire. Depuis peu, la pratique des transports solidaires est encouragée avec la mise en place du système Rezopouce.

Les transports en commun présentent encore certaines faiblesses :

- Un éloignement des gares par rapport aux centres-villes
- Un liaisonnement entre les bourgs centres peu développé, surtout entre Arbois et Salins-les-Bains, en dépit des pratiques quotidiennes de nombreux habitants entre ces pôles ;
- Une offre en matière de transports à la demande qui ne trouve pas son public alors que les besoins exprimés sont réels.

La configuration du territoire et de l'offre de mobilités actuelles conduit à faire de la voiture le mode de déplacement principal. Cependant, il apparait nécessaire de développer l'offre alternative afin de répondre à une demande croissante, d'encourager des usages plus vertueux, de répondre aux objectifs de transition énergétique. Ceci implique d'optimiser la place accordée aux véhicules (organiser la circulation des VL et PL et gérer le stationnement) afin de concilier les différents modes de déplacements et partager l'espace public.

Le PLUi accordera sont action avec les axes stratégiques définis par le PCAET (lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, développement des modes de déplacements doux, etc.) en s'appuyant sur trois leviers d'actions : favoriser la pratique des mobilités douces, développer les équipements liés aux déplacements doux et optimiser le fonctionnement et l'offre de transports collectifs.

Pour répondre à cette orientation, le PLUi prévoit :

Le règlement graphique s'appuie sur la délimitation des enveloppes urbaines et identifie des secteurs d'urbanisation future et de développement. Par principe, les hameaux de moins de 10 habitations sont exclus de ces zones.

Au sein de l'ensemble des zones, des emplacements réservés sont renseignés pour prévoir l'aménagement de voies douces, élargir et/ou créer des nouvelles voies de circulation et créer des aires de covoiturages. Ces éléments seront complétés ultérieurement à la suite de l'élaboration du Schéma Directeur Vélo non publié au jour de l'arrêt du projet.

Au sein des zones urbaines, dans les secteurs où cela est possible, **le règlement écrit** prévoit le stationnement sur les parcelles afin de réduire la place de l'automobile dans l'espace public et ainsi favoriser les déplacements en transports en commun et en modes doux.

Au sein de la zone UY, le stationnement des véhicules motorisés et vélos devra également se faire hors de l'espace public et de manière mutualisée et proportionnées aux besoins des constructions. Ce faisant les orientations de l'OAP « Équipement commercial artisanal et logistique » viennent affiner les règles de la zone, notamment sur le volet environnemental avec la perméabilisation et l'implantation de bornes de recharge.

L'OAP *« Équipement commercial, artisanal et logistique »* précise les principes de la zone UY avec un volet concernant le stationnement et les accès. Elle prévoit la mutualisation des espaces à la parcelle, leur perméabilité ou semi-perméabilité, leur accessibilité par des modes de déplacements doux dans le cas du stationnement vélo ainsi que l'implantation d'au moins une borne de recharge électrique à partir de 10 places puis toutes les 15 places.

De même, **l'OAP *« Densification et aménagement »*** encourage la mutualisation des usages et l'optimisation de l'usage des sols.

Les **OAP sectorielles** prennent en compte les questions mobilité et prévoient la création de cheminements doux pour connecter les nouveaux secteurs urbanisés au restant de la commune.

3.6.2 *ORIENTATION 2 : FACILITER LE DEPLOIEMENT DES RESEAUX DE COMMUNICATION RAPIDES*

Le territoire présente un accès aux NTIC hétérogène et trop peu qualitatif (pour l'accès « fixe » : Arbois, Poligny, Salins-les-Bains et quelques pôles secondaires = 30 à 100 Mbit/s ; grande majorité du territoire = moins de 3 Mbit/s). L'amélioration des débits DSL représente donc un enjeu important, qui conditionne de plus en plus l'accueil et le maintien des populations, mais également des entreprises sur le territoire (réponse aux nouvelles formes d'organisation du travail : télétravail, commerce en ligne, etc.).

Le développement du très haut débit, notamment via la fibre, doit être favorisé prioritairement à proximité des zones d'activités économiques et dans les secteurs où la desserte en fibre optique serait plus rapide et moins coûteuse. Il s'agit également d'accompagner la résorption des zones blanches et grises dans certains bourgs et dans les secteurs les plus isolés.

L'enjeu principal pour le PLUi est de créer les conditions au déploiement d'une accessibilité Internet (mobile ou fixe) de qualité pour l'ensemble du territoire.

Pour répondre à cette orientation, le PLUi prévoit au sein du règlement écrit que, pour chaque zone, toute nouvelle construction soit équipée de trois fourreaux (un pour le téléphone, un pour la fibre et un réseau de manœuvre).

De plus, les installations nécessaires aux équipements collectifs sont autorisées dans toutes les zones afin de réduire les zones blanches et grises sur le territoire.

3.6.3 *ORIENTATION 3 : PROMOUVOIR LES ENERGIES DURABLES ET LES CONSOMMATIONS SOBRES*

Territoire propice à la lutte contre le dérèglement climatique, la CCAPS recense de nombreux lieux de production d'énergies renouvelables sur son territoire. La ressource bois ou encore le potentiel éolien sont des éléments majeurs pour la production locale. On recense ainsi plusieurs filières de production d'énergies renouvelables :

- Le bois-énergie est la première source de grande importance exploitable avec 22 600 hectares de surfaces forestières (près de 44 % de la superficie totale du territoire).
- Le potentiel solaire est d'environ 1 900 heures par an, propice à l'installation de panneaux solaires photovoltaïques et/ou thermiques.
- Le potentiel éolien avec le site démonstrateur de Chamole (situé en zone préférentielle) qui accueille un site d'exploitation de 6 éoliennes permettant de répondre à la consommation de 12 000 ménages. La CCAPS investigue sur différents secteurs du territoire, notamment au sud, pour la poursuite du déploiement de cette source d'énergie
- Le potentiel hydro-électrique est déjà largement exploité à l'heure actuelle (15 installations de type usines-barrages) en raison de l'abondance de la ressource en eau. Le potentiel de développement supplémentaire est donc limité dans ce domaine.

Les objectifs fixés par le SRADDET, aux horizons 2035 et 2050, font de la transition énergétique un objectif primordial pour la CCAPS. La diminution de la consommation d'énergie, des émissions de gaz à effet de serre ainsi que le développement des énergies renouvelables sont des enjeux auxquels doit répondre le territoire :

- La diminution de la consommation d'énergie peut être favorisée par l'amélioration des performances énergétiques du parc de logements, grâce à la réhabilitation du bâti existant mais aussi en veillant à privilégier des constructions nouvelles basse consommation.
- Le développement de la production d'énergies renouvelables peut s'effectuer à partir des nombreuses filières déjà présentes sur le territoire (solaire, éolien, méthanisation, petite hydro-électricité, bois-énergie). Cependant, ce développement doit être encadré et réalisable en fonction des secteurs favorables aux implantations d'énergies renouvelables.

Pour répondre à cette orientation, le PLUi prévoit :

Le règlement écrit définit, pour l'ensemble des zones, les obligations en matière de performances énergétiques et environnementales ainsi que les caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions.

Dans toutes les zones, le **règlement écrit** autorise le déploiement de panneaux photovoltaïques sur les toitures des constructions existantes et des nouvelles constructions. Une distinction est faite afin de favoriser l'intégration dans le pan des toitures lorsqu'il s'agit des nouvelles constructions. De même, dans la *zone UA*, la question de la préservation du patrimoine et des paysages conduit à une vigilance particulière sur la visibilité de ces panneaux lors de leur implantation (éviter la visibilité depuis le domaine public et dans les cônes de vue) : ainsi, leur implantation est privilégiée sur les annexes.

Le règlement écrit autorise également la surélévation facilitant ainsi l'isolation thermique par la toiture tout en permettant de maintenir et/ou créer de nouvelles surfaces habitables.

Pour les projets de plus grande ampleur, ces derniers sont autorisés au sein du règlement écrit mais ne sont pas identifiés par des zones spécifiques à la suite de la mise en place des ZAER (Préfecture du Jura). Enfin, l'agrivoltaïsme est autorisé en zone agricole sur des parcelles présentant une faible valeur agronomique et/ou sur des sols pollués.

3.6.4 *ORIENTATION 4 : LIMITER LA VULNERABILITE DES HABITANTS AUX RISQUES ET AUX NUISANCES*

Afin d'assurer un cadre de vie optimal à la population locale, il est nécessaire de prendre en compte les différents risques et nuisances présents sur le territoire dans la définition des futures zones à urbaniser ou à densifier. Le dossier départemental des risques majeurs du Jura identifie les éléments suivants :

- Un risque sismique de niveau 3 (modéré), en lien notamment avec la faille « chevauchement du Jura », considéré comme l'une des principales failles du département ;

- Un risque de mouvements de terrain par retrait-gonflement des argiles et glissements de terrain, particulièrement en bordure du plateau jurassien, dans les secteurs de rupture de pente au niveau des reculées notamment (PPRmt de Salins-Bracon, PPRmt de la Reculée d'Arbois, PPRmt de Poligny…) ;
- Un risque d'inondation limité aux communes de Salins-les-Bains et Bracon, couvertes par le PPRi Furieuse et Gouaille ;
- Un aléa de remontées de nappes dans les sédiments sur le territoire, associé à la présence des cours d'eau et relativement faible sur la partie nord-est.
- Un risque minier sur d'anciens secteurs exploités sur 5 communes, dont Salins-les-Bains et Poligny ;
- Un risque associé au transport de matières dangereuses (TMD) concernant les voies ferrées et les axes de l'A39, de la RN5 et de la RN83 ;
- Un risque lié aux canalisations de transports de gaz, d'hydrocarbures, de saumure et de chlorure de sodium.

Le Dossier départemental des risques majeurs du Jura identifie également deux types de nuisances :
- Celles liées à la santé, on retrouve de nombreux sites pollués sur le territoire ;
- Celles liées au bruit, A39 et RN83 notamment.

Au niveau intercommunal, l'action sera orientée sur l'anticipation et la réduction de l'exposition aux risques naturels majeurs, liés notamment aux mouvements de terrain et aux inondations, pour maintenir un cadre de vie de qualité. Pour cela, la conformité du PLUi avec les différents documents (PPRN) et servitudes sera nécessaire. Cela doit se traduire également par la prise en compte des risques technologiques afin de maîtriser les aléas et les périmètres concernés et ainsi réduire les dangers liés à ceux-ci. Un regard plus attentif est porté sur l'aménagement des entrées et traversées de villages, avec une règlementation spécifique, notamment sur les grands axes de circulation qui engendrent de nombreuses nuisances.

Pour répondre à cette orientation, le PLUi prévoit :

Le règlement écrit rappelle, tout d'abord, dans chacune des zones, l'ensemble des risques présents. De même, il renvoie aux annexes concernant les secteurs affectés par les canalisations de transport d'énergie ou encore le bruit afin que les normes constructives correspondantes soient appliquées.
Il interdit ou limite les usages et affectations des sols notamment pour certaines zones à risques et indique que les constructions ne peuvent être réalisées que si le PPRi, en cas de risque inondation existant sur le secteur, les y autorise. Pour les secteurs non soumis au PPRi, des règles spécifiques ont été prévues.
Le PPRi et les canalisations de transport de gaz seront en annexe afin de permettre une diffusion de l'information.

Le règlement écrit encadre, par ailleurs, l'implantation des constructions selon l'ordonnancement existant ou avec un recul et, en complément, il règlemente la préservation ou le remplacement de la végétation (arbres et haies existantes…).
- *Dans toutes les zones*, le critère de cohabitation des activités et des nuisances générées avec la vocation principale de la zone est imposé.
- Un recul est imposé par rapport aux voies départementales, les nouveaux accès y sont également interdits
- *En zone UY*, le règlement n'encadre pas l'implantation des constructions entre elles – ce point est géré via l'OAP thématique « Équipement commercial, artisanal et logistique ».

Le règlement graphique identifie plusieurs éléments relatifs aux risques et limitation des nuisances :
- Un périmètre de 10 mètres autour des cours d'eau en tant que secteur de paysage à préserver pour des motifs d'ordre écologique au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme
- Des secteurs avec des conditions spéciales de constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général au titre du R151-34 1° du Code de l'urbanisme afin de préserver des zones inondables, zones humides et espaces d'écoulement des eaux. Ces périmètres ne peuvent donc pas accueillir de constructions, quelle que soit la destination.
- Des emplacements réservés concernant des aménagements de giratoires ou d'élargissement de voiries pour sécuriser les entrées de villes et les traversées de villages.

En complément, les **OAP thématiques** précisent les principes réglementaires définis précédemment :

L'OAP *« Trame verte et bleue »* comporte un volet concernant la préservation du réseau hydrographique et des milieux associés à la trame bleue. Ce volet impose un recul suffisant obligatoire (minimum 10 mètres) des constructions et

aménagements pouvant impacter les cours d'eau et leur ripisylve et ainsi réduire l'impact du risque de débordement des cours d'eau sur les constructions à proximité. Ces orientations particulières à l'eau permettent de décliner des mesures de préservation adaptée au contexte géographique et bâti afin de résorber les nuisances mutuelles entre constructions et espaces en eau.

L'OAP *« Équipement commercial, artisanal et logistique »* prévoit, quant à elle, dans son orientation 10 que les bâtiments des zones d'activité observent un retrait suffisamment important par rapport aux limites séparatives avec des zones à vocation principale d'habitat. Ce recul sera apprécié en fonction de la hauteur et du gabarit du bâtiment, dans l'optique de ne pas induire une nuisance visuelle trop importante vis-à-vis des constructions proches.

4. CHOIX RETENUS POUR LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP) THEMATIQUES

Le PLUi prévoit 3 OAP thématiques :

- **OAP « Équipements commercial, artisanal et logistique »**
  - En l'absence de SCoT, le PLUi a prévu une OAP dédiée à la question d'équipement commercial, artisanal et logistique au titre de l'*article L151-6 du Code de l'urbanisme*. Cette OAP a également été pensée pour fixer des orientations particulières sur les équipements commerciaux et zones d'activités dans la continuité des objectifs du PADD. L'OAP ne se cantonne donc pas à appliquer simplement les obligations réglementaires de *l'article L151-6 du Code de l'urbanisme*.
  - Les objectifs poursuivit par cette OAP sont les suivants :
    - Conforter et appuyer une armature commerciale sur le territoire.
    - Organiser l'offre commerciale sur le territoire, en veillant à prendre en compte la taille des communes, les déplacements et les flux de chalandises.
    - Promouvoir des pratiques commerciales, artisanales et logistiques, durables, qui prennent en compte l'environnement, les risques et le bien-être de la population.

- **OAP « Trame Verte et Bleue »**
  - Le PLUi prévoit une OAP dédiée à la Trame Verte et Bleue ayant pour objectifs d'inscrire cette protection et mise en valeur de la trame verte et bleue dans le PLUi, en fixant des prescriptions et orientations d'aménagements vertueuses pour l'environnement, qui peuvent être appliquée de manière adaptée en fonction du projet, qu'il soit en milieu urbain, agricole ou naturel.
  - Outre l'enjeu écologique, la politique de la trame verte et bleue porte un projet socio-économique visant à améliorer la qualité de vie des habitants, les prescriptions de cette OAP prennent donc également en compte l'aspect paysager qui permet de travailler sur le cadre de vie et la mise en valeur du territoire conjointement à la protection de l'environnement.

- **OAP « Densification et aménagement »**
  - Les objectifs définis par le PLUi pour cette OAP sont :
    - Préserver le potentiel de densification à long terme, en permettant une sédimentation urbaine qualitative. Il s'agit en d'autres termes de conserver la possibilité d'augmenter la densité urbaine dans le futur, même lorsque les terrains disponibles pour la construction de nouveaux bâtiments (en extension) seront devenus rares.
    - Favoriser une densification acceptable pour tous et adaptée aux différentes situations. Il s'agit notamment de mettre en place une approche favorisant une augmentation de la densité dans les espaces bâtis tout en prenant en compte les besoins, les préoccupations et les caractéristiques de chaque secteur ou situation.

5. CHOIX RETENUS POUR LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP) SECTORIELLES

Le PLUi prévoit un total de 64 OAP sectorielles réparties sur 38 communes du territoire : 50 OAP sont à destination d'habitat et 14 OAP sont à destination économique.

Niveau de l'armature	Nombre de communes concernées/ nbre total du niveau de l'armature	**OAP Économique**	TOTAL OAP
Bourgs centres	3/3	**10**	17
Bourgs secondaires	5/8	**0**	7
Villages ruraux	30/55	**4**	40
TOTAL	**38**	**14**	**64**

Armature urbaine		**OAP Habitat en Densification**		**OAP Habitat en Extension**		**SOUS TOTAL OAP Habitat**	**TOTAL**	
Niveau de l'armature	nbre de commune / strate	Nbre d'OAP	Nbre de communes / strate	Nbre d'OAP	Nbre de communes/ strate		**TOTAL COMMUNE**	**TOTAL OAP (y compris Éco)**
Bourgs centres	3	1	1	6	3	**7**	**3**	**17**
Bourgs secondaires	8	3	2	4	3	**7**	**5**	**7**
Villages ruraux	54	7	6	29	26	**36**	**30**	**40**
TOTAL	65	**11**	**9**	**39**	**32**	**50**	**38**	**64**

Elles concernent majoritairement des secteurs identifiés comme des extensions de l'urbanisation. La CCAPS n'étant pas couverte par un SCoT, et certaines de ses communes étant concernées par la Loi Montagne, les secteurs faisant l'objet d'OAP sectorielles ont fait l'objet de dossiers spécifiques présentés à la CDPENAF et à la CDNPS.

Les bourgs centres de cette intercommunalité rurale jouent un rôle prépondérant dans le développement économique de la région. Pour les OAP Habitat, une distinction est opérée entre les secteurs visant la densification de l'habitat et/

ou un rôle de « couture urbaine » et celles en extension urbaine. Dans les bourgs secondaires et les villages ruraux, on peut observer des configurations mixtes incluant à la fois de la densification et de l'extension urbaine[5].

L'objectif de limitation du morcellement des espaces agricoles et naturels est un fil conducteur de la méthodologie employée : la définition de l'enveloppe urbaine a retenu le principe d'un minimum de 10 habitations et une inter-distance de 50 mètres maximum (80 mètres dans de rares exceptions liées au caractère patrimonial), conduisant à seulement 7 secteurs ayant fait l'objet d'une demande de discontinuité à l'urbanisation dans le cadre de la loi Montagne sur 65 communes au sein de l'EPCI. Seuls 5 secteurs ont été finalement retenus.

Les demandes de dérogations concernaient les **zones AU** pour lesquelles des OAP sectorielles sont prévues, ainsi que pour les **zones urbaines en extension par rapport aux documents d'urbanisme locaux précédents et étant desservies par les réseaux**. Pour la mise en conformité par rapport aux arrêtés préfectoraux édictés, plusieurs pièces du PLUi sont mobilisées :

- Les OAP sectorielles et thématiques ont ajouté ou adapté les principes d'aménagement et orientations aux retours et réserves émis par la Préfecture du Jura,
- Le règlement écrit et graphique a permis d'ajouter des prescriptions et des règles induisant un rapport de conformité avec les futures autorisations d'urbanisme.

À la suite du rendu des arrêtés de la CDNPS et de la CDPENAF, plusieurs OAP initialement envisagées n'ont pas été conservées tandis que d'autres ont vu leurs périmètres modifiés afin de répondre aux réserves soulevées. Malgré des autorisations parfois sous conditions pour certains secteurs, plusieurs OAP ont été écartées à la suite de temps terrain ou d'études d'identification de zones humides. Les conclusions de ces études ont également permis d'adapter certains périmètres d'OAP aux contraintes du territoire.

Le tableau ci-dessous permet de visualiser les secteurs envisagés et ceux finalement retenus à l'issue des demandes formulées et des relevés terrain réalisés

OAP partiellement non couvertes par une demande de dérogation

Commune	N° OAP	N° dérog	Zone	Superficie (m²)	SURFACE NON COUVERTE PAR DEROG (m²)	Evolutions des périmètres	Raison et lien OAP	NOUVELLE DEROG	ANCIEN ZONAGE	N° PARCELLE
POLIGNY	53	115 Accord avec réserves	1AUy	32607	1000	Extension du périmètre de la dérogation (2022)	Sans lien avec les réserves	Non	A	114/131
AUMONT	9	11 Accord avec réserves	UA	9943	2900	Extension du périmètre de la dérogation (2022) = Création des accès	Sans lien avec les réserves	Non	OK	542 / 157 / 160 / 435 / 439 / 438
GERAISE	22	51 Accord avec réserves	1AU	1250	500	Réduction superficie de la dérogation (2022) + extension vers le nord	Potentiellement suite aux réserves	Non	OK	69
LE FIED	30	59 Accord avec réserves	1AU	5780	1400	Extension du périmètre de la dérogation (2022)	Sans lien avec les réserves	Non	OK	161 / 158
LES ARSURES	34	67 (2022) / 6 (2024)	1AU	9835	300	Extension superficie de la dérogation (2022) + demande de février 2024	Sans réserves	Oui mais surface partiellement non couverte	OK	62
MATHENAY	37	70 Accord avec réserves	1AU	7665	2100	Réduction superficie de la dérogation (2022) + extension vers le nord	Suite aux réserves	Non	OK	127
MONAY	39	73 Accord avec réserves	1AU	5714	550	Réduction superficie de la dérogation (2022) + extension vers le nord-est	Suite aux réserves	Non	OK	126
MONTIGNY-LES-ARSURES	41	81 Accord avec réserves	1AU	8691	300	Extension du périmètre de la dérogation (2022)	Sans lien avec les réserves	Non	OK	304

Les OAP sont constituées de deux parties, une mise en contexte du secteur de projet (la localisation et les caractéristiques) puis le détail du projet (les objectifs, les principes d'aménagement, le schéma de principes).

5.1. MISE EN CONTEXTE DE L'OAP

5.1.1 *LA LOCALISATION ET LES CARACTERISTIQUES*

La localisation et les caractéristiques de chaque site sont traitées dans cette partie afin d'introduire le contexte dans lequel s'inscrit l'OAP. Ces éléments sont accompagnés de photographies du site afin d'appréhender au mieux les environs de l'OAP.

[5] Se reporter à la présent du bilan de consommation foncière pour plus de précision.

En cohérence avec l'*objectif n°5* du PADD, certains espaces se réaliseront en densification de l'enveloppe urbaine existante. Tandis que d'autres espaces se feront en extension de l'enveloppe urbaine en lien avec les *objectifs n°6 et n°22* du PADD qui visent au développement d'une urbanisation cohérente et maîtrisée en limitant le morcellement des espaces cultivés et naturels. Les parcelles n'étant pas artificialisées à l'arrêt du PLUi seront comptées pour de la consommation d'espaces.

5.2. DETAILS DU PROJET

5.2.1 *LES OBJECTIFS FIXES*

Les objectifs rappellent la densité minimale par hectare prescrite par les *orientations n°7 et n°8* du PADD pour chaque OAP en fonction de l'armature urbaine. Cet objectif est donc variable en fonction des communes. Les autres objectifs peuvent être multiples et porter sur les sujets développés plus largement dans les principes d'aménagements.

5.2.2 *LES PRINCIPES D'AMENAGEMENTS*

Les principes d'aménagement traitent de plusieurs thématiques : éléments de programme, accès et desserte, implantation et volumétrie des constructions, traitement des extérieurs. Ces prescriptions permettent la mise en place d'un aménagement global et cohérent.

Les **éléments de programme** définissent le nombre de logements à réaliser. Ce nombre est déterminé à partir du cadre fixé par les *orientations n°7 et n°8* du PADD visant à une densité minimale par hectare. En lien avec les *orientations n°32, n°33 et n°34* du PADD et au vu de la typologie urbaine et d'habitat présente sur la commune, il est défini les types de formes urbaines et de logement à réaliser sur le périmètre de projet afin de venir compléter le parcours résidentiel possible sur le territoire et répondre aux attentes des habitants.

L'**accès et desserte** indique la rue à partir de laquelle il sera possible d'accéder au site d'OAP et en lien avec l'*orientation n°74* du PADD il est question des cheminements piétons prévus et des connexions avec ceux existants à proximité du site d'OAP. La réalisation de places de stationnement à l'intérieur des lots va permettre un stationnement sécurisé et suffisant, évitant les stationnements gênants et sauvages.

L'**implantation et la volumétrie** des constructions rappellent, en lien avec les *orientations n°12 et n°24* du PADD, les principes de constructions et conditions d'insertion à respecter.

Le **traitement des espaces extérieurs** est en lien avec les *orientations n°13, n°14, n°21 et n°38* du PADD qui visent à garantir une qualité environnementale et paysagère optimale. Afin de ne pas porter atteinte aux parcelles avoisinantes la question de transition végétale est intégrer. De plus, la notion de préservation, de protection et de création d'espaces végétalisés y est largement traitée.

5.2.3 *L'ECHEANCIER D'OUVERTURE A L'URBANISATION*

Afin de veiller au respect de l'armature urbaine définie, tout en veillant à garantir une forme d'équité entre les communes, les principes suivants ont été retenus :

- Les OAP à vocation **économique** peuvent être réalisées dès l'approbation du PLUi. L'OAP thématique artisanat, commerce et logistique fixant des priorités d'implantation selon l'armature urbaine, la compétence développement économique étant à l'intercommunalité, le rythme d'ouverture de ces différentes zones sera maitrisé au gré des besoins et des capacités d'investissement. Elles concernent principalement les bourgs-centres, locomotive économique de ce territoire.

- Les OAP à vocation d'**habitat en densification** peuvent être réalisées dès l'approbation du PLUi (soit 11 OAP). Pour les OAP considérées en densification et en extension, l'urbanisation débutera par la partie en densification.

Cette priorisation permet de valoriser la réalisation des opérations en densification. Le tableau ci-dessus permet de constater que ce type d'OAP est présente à chaque niveau de l'armature territoriale et permettra d'accompagner la croissance démographique

- Les OAP à vocation d'**habitat en extension** urbaine devront respecter la temporalité d'ouverture à l'urbanisation définie selon l'armature urbaine définie dans le PADD, **sauf s'il s'agit de la seule OAP habitat de la commune.** Dans un souci d'équité, les communes des bourgs secondaires et des villages ruraux ne disposant d'aucune OAP en densification pourront ouvrir un secteur d'extension de l'urbanisation dès l'approbation du PLUi. Cela représente donc 27 OAP en extension pouvant être ouvertes dès l'approbation du PLUi (3 communes des bourgs secondaires et 24 communes des villages ruraux).

Pour les 12 OAP restantes, elles devront se conformer à plusieurs critères avant de pouvoir être ouvertes à l'urbanisation :

- Avoir réalisé plus de 75 % de/ des OAP habitat située(s) uniquement en densification (ou la totalité de l'OAP pour celles situées à cheval entre la densification et l'extension) de la commune concernée,
- Pouvoir ouvrir une seconde zone à l'urbanisation dès lors que la 1ère ait atteint un taux de remplissage supérieur à 60% et dans la limite de 2 zones ouvertes simultanément.
- Respecter la temporalité d'ouverture à l'urbanisation de la commune de l'OAP définit selon l'armature urbaine définie dans le PADD.

Les temporalités fixées sont les suivantes :

- **Court terme (bourgs-centres)** : urbanisation possible dès l'approbation du PLUi
- **Moyen terme (bourgs secondaires)** : urbanisation possible à partir de la 3ème année après l'approbation du PLUi
- **Long terme (communes rurales)** : urbanisation possible à partir de la 5ème année après l'approbation du PLUi

Cette temporalité vient renforcer le caractère prioritaire de l'urbanisation des premières strates de l'armature avant d'envisager l'urbanisation des communes rurales. Par ailleurs, le cumul de critères permettra également d'avoir une optique raisonnée de la consommation d'espaces afin de gérer au mieux l'offre et la demande de terrains à bâtir sur le territoire.

5.2.4 *LE SCHEMA DE PRINCIPE*

Les schémas principes sont la traduction graphique des principes d'aménagements définis dans le projet. Chaque schéma est constitué de 3 parties (Paysage et environnement, Desserte et stationnement, Urbanisme).

Concernant le volet **paysage et environnement**, les objectifs sont de préserver et de développer la végétation sur le site, d'anticiper les impacts du projet sur la gestion des eaux pluviales et sur le paysage :

- Cibler la végétation à renforcer, à maintenir ou à créer (arbre, boisement, trame végétale, ripisylve),
- Localiser des espaces spécifiques (corridors, espace paysager non constructible),
- Cibler le ou les secteur(s) d'espaces végétalisés pour la gestion des eaux pluviales,
- Localiser les éléments à préserver (muret, mur de soutènement, bâti, talus),
- Maintenir le ou les point(s) de vue.

Concernant la **desserte et le stationnement**, les objectifs sont de prévoir et localiser les espaces dédiés à la circulation et la place des usagers sur le site de projet :

- Localiser les points d'entrées sur le site,
- Localiser les voies à conserver ou à créer pour les véhicules et/ou pour les mobilités douces (piétons, vélos),
- Localiser les futurs espaces communs (stationnement, placettes, aire de retournement, ...).

Concernant l'**urbanisme**, les objectifs visent à délimiter le site et les zones qui le constituent :

- Préciser le périmètre d'étude de l'OAP,
- Cibler un secteur (habitat, économique, mixité) avec la possibilité de détailler (typologie de logements individuel / collectif, intermédiaire, social, ...),
- Cibler et localiser les secteurs à privilégier pour la construction ou les lignes de construction,
- Définir les tranches de réalisation,
- Cibler les éléments existants et les perméabilités visuelles à conserver.

6. LA DELIMITATION DU ZONAGE

La construction du zonage sur le plan graphique consiste à croiser les objectifs du PADD avec l'observation du terrain et les données récoltées en phase diagnostic. La méthodologie appliquée pour délimiter le zonage est détaillée ci-après et plus particulièrement lors de la présentation des principes de la zone urbaine.

La méthodologie de construction a été élaborée de manière collaborative avec la CCAPS, les élus et les partenaires. Elle s'appuie sur une délimitation précise des enveloppes urbaines pour identifier ce qui y est inclus et ce qui en est exclu. Des critères complémentaires ont été ajoutés ensuite pour caractériser les zones selon leurs spécificités. Ainsi, la méthodologie retenue se base sur les activités existantes, les usages observables sur le territoire, sans identification des espaces en extension urbaine dans un premier temps. Puis, après stabilisation des évolutions potentielles sur l'espace urbain (dent creuse, remobilisation de friche, etc.), le recensement des projets connus croisés avec la proximité des réseaux a permis d'identifier les zones d'extension de l'urbanisation devant être soumise à demande de dérogation. C'est la raison pour laquelle certaines OAP répondent tout à la fois au critère de densification et d'extension de l'urbanisation.

6.1. ZONES AGRICOLES ET NATURELLES

6.1.1 *DELIMITATION DE LA ZONE A- ZONE AGRICOLE*

La zone agricole délimite l'ensemble des espaces agricoles à préserver et dont le potentiel d'activité doit être valorisé. Les objectifs attendus de la zone A et de son sous-secteur affilié :

- Préserver les ressources agricoles et notamment le foncier nécessaire aux activités agricoles
- Valoriser et favoriser l'activité des exploitations agricoles

La délimitation de la zone Agricole s'appuie sur l'observation des zones de culture et pâturages, les données issues de la Chambre Agriculture (terres prises en compte pour le calcul de la PAC). Les bâtiments agricoles identifiés à la BDTopo ont été systématiquement classés en zone A même s'ils se situent à proximité d'un centre-bourg. Le changement de destination est possible pour certains cas identifiés.
Les périmètres AOC sont protégés en les rendant totalement inconstructibles, y compris pour l'activité agricole (zone Anc).

Il est à noter que la proximité de certains espaces cultivés et/ou exploités par rapport à des espaces naturels remarquables, un cours d'eau ou une forêt a conduit à classer ces secteurs en Zone Naturelle afin d'en préserver les fonctionnalités écologiques. L'exploitation y est possible sans pour autant permettre la réalisation de construction permettant cette exploitation.

En termes d'usages, il apparait essentiel d'assurer la pérennisation de la filière viticole qui alimente de nombreuses activités sortant du cadre agricole strict (structures de formations, recherches...) demande une certaine diversité des usages possibles dans cette zone. Néanmoins une inquiétude a été notée concernant une perte de foncier disponible pour les exploitants.

Ainsi, les activités ne relevant pas directement aux fonctionnements des exploitations agricoles sont soumises à différentes conditions pour permettre une souplesse relative et une adaptabilité aux spécificités d'usages locales :

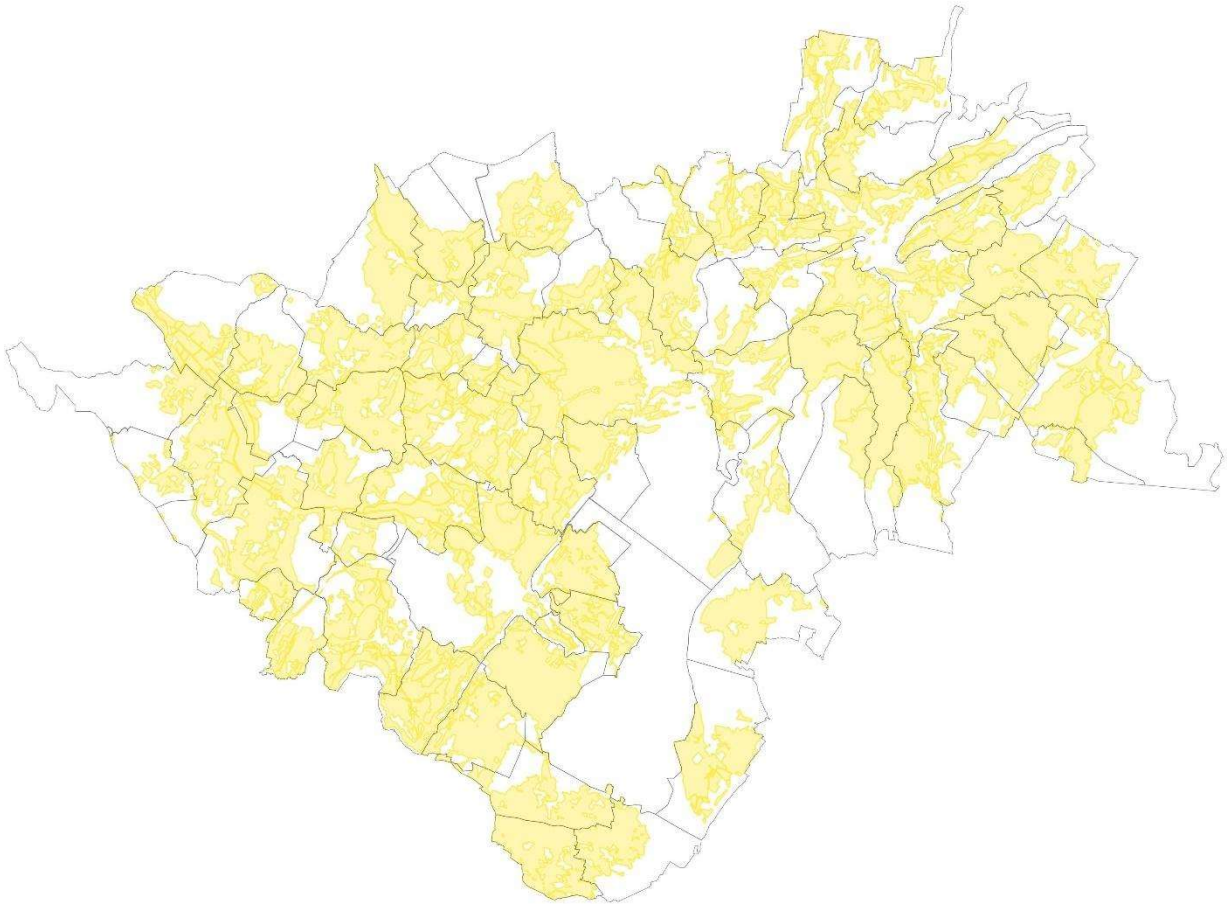
- *Les destinations/sous-destinations « équipements d'intérêt collectif et services publics »* sont autorisées dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du

terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages

- *Les destinations/sous-destinations « logement, artisanat et commerce de détail, activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, autres hébergements touristiques, bureau »* sont autorisées uniquement dans le cadre d'un changement de destination, dès lors que celui-ci ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et/ou que l'activité a cessé depuis plus de trois ans.

Le sous-secteur Anc permet de garantir, en sus, la qualité biologique de certains espaces.

Délimitation de la zone A et du sous-secteur Anc au règlement graphique du PLUi





6.1.2 *DELIMITATION DE LA ZONE N - ZONE NATURELLE*

La zone naturelle et forestière délimite l'ensemble des espaces au caractère forestier ou naturel du territoire intercommunal. On y retrouve notamment :

- Des espaces boisés
- Des espaces revêtant un intérêt particulier pour la préservation des continuités écologiques
- Des espaces ayant un caractère naturel

Les objectifs attendus de la zone N et des sous-secteurs affiliés (NStecal, Nt) :

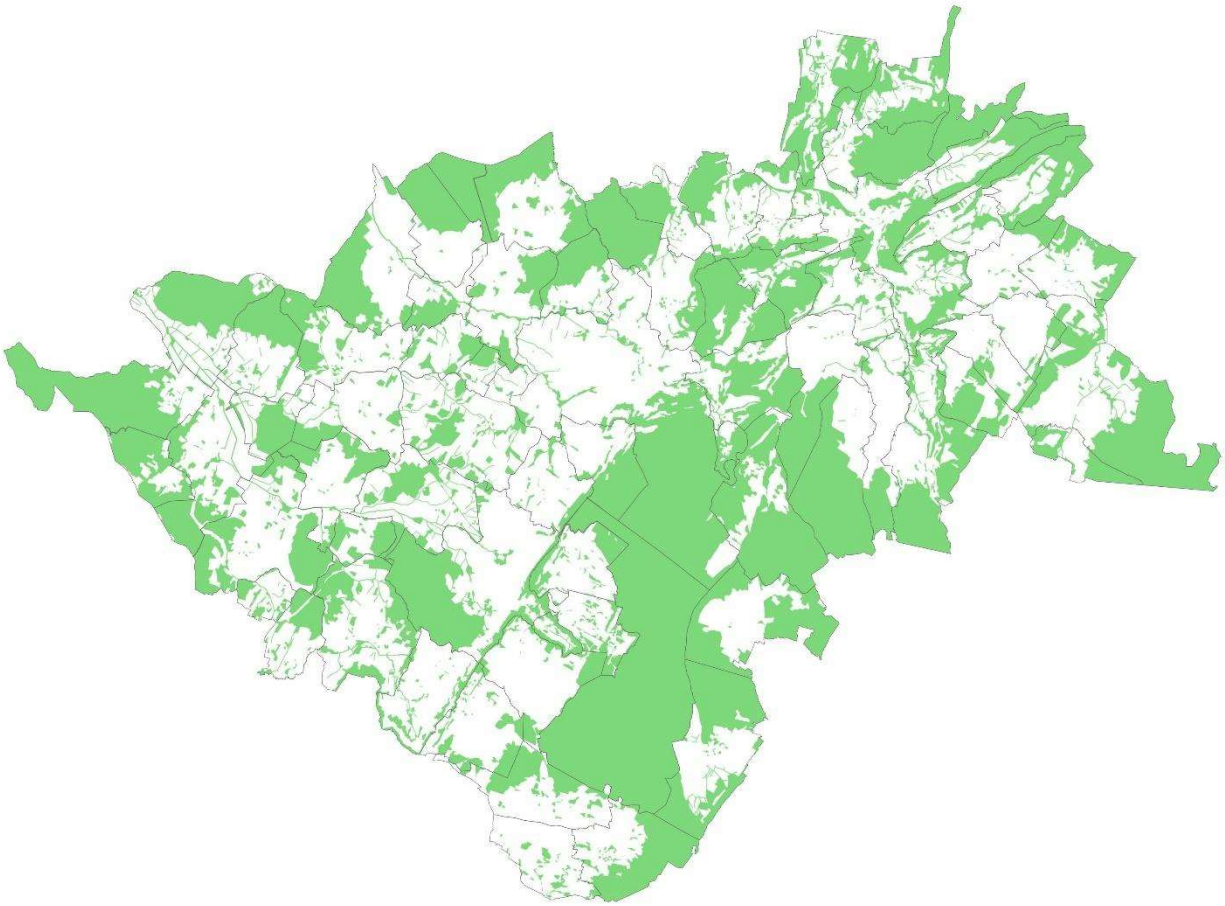
- Préserver les espaces naturels et forestiers
- Encadrer l'implantation d'activités concourant à la valorisation des espaces naturels, paysages et plus largement du territoire intercommunal tout en ne contrevenant pas à leur préservation.

Cette zone permet de protéger la diversité des paysages et leur qualité. Elle favorise également la conservation des espaces naturels de tous types, notamment vis-à-vis de l'urbanisation, tout en assurant le maintien des activités sylvicoles d'importance majeure pour le territoire. Il s'agit aussi de valoriser de manière durable les espaces naturels de l'intercommunalité participant à son cadre de vie et son attractivité.

Au sein de la zone Naturelle, deux sous-secteurs sont identifiés : un STECAL et une zone Naturelle à vocation touristique (Nt).

- Le STECAL couvre l'emprise d'un espace de loisirs public situé au milieu d'un espace forestier (expliquant le classement en STECAL et non en zone UE).
- Les espaces à vocation d'accueil touristique et/ou d'hébergement font l'objet d'un classement spécifique permettant d'encadrer et suivre leur évolution.

Délimitation de la zone N au règlement graphique du PLUi



Délimitation du secteur Nstecal au règlement graphique du PLUi



Délimitation du secteur Nt au règlement graphique du PLUi



6.2. LES ZONES URBAINES ET A URBANISER

6.2.1 *DELIMITATION GENERALE DE LA ZONE URBAINE*

Dans le cadre de la réalisation du diagnostic, deux actions ont été menées pour permettre de créer les bases méthodologiques à partir desquelles décliner les différentes zones du règlement. L'enveloppe urbaine pose le cadre général, puis les analyses typo-morphologique et fonctionnelle permettent le découpage de la Zone Urbaine en sous-secteurs cohérents.

Une méthodologie commune à l'ensemble des 65 communes a été décidée à la suite d'un travail réalisé entre la Communauté de Communes, la DDT du Jura, et le bureau d'études afin d'aboutir à une pièce règlementaire logique et uniforme pour l'ensemble du territoire, prenant en compte les anciens documents d'urbanisme lorsqu'ils existent. Plusieurs critères ont été définis afin de proposer une enveloppe urbaine cohérente avec le contexte architectural de chaque commune et sa morphologie tout en veillant à limiter le mitage trop important.

Les critères retenus pour délimiter les zones urbaines sont les suivants :

1. **Pour être classé en zone U (déclinés par la suite en secteur en fonction du règlement écrit), un minimum de 10 habitations est nécessaire** (hors zones d'activités), excluant de fait les petits hameaux isolés qui ne pourront pas faire l'objet de densification. Cela permet de focaliser l'effort de nouvelles constructions sur les bourgs où se localisent les équipements et de favoriser l'intensification urbaine.

2. **La distance maximale entre deux bâtiments ou entre un bâtiment et une voirie pour la majorité des communes est de 50 mètres. Au-delà de cette distance, il y a « rupture de l'urbanisation »**, empêchant le classement en zone U. Par exemple, lorsque les deux constructions les plus proches sont séparées de 60 mètres, le(s) terrain(s) entre elles ne peuvent être classés en zone urbaine (U). Dans cet exemple, si une commune souhaite construire entre ces deux constructions, la surface sera considérée comme une extension de l'urbanisation et fera alors l'objet d'un classement adéquat et d'une demande dérogation à l'urbanisation limitée[6].

Pour quelques communes à titre exceptionnel, cette distance a été élargie à 80 mètres afin de garder une cohérence avec le profil urbain éclaté et l'aspect architectural des constructions existantes :

1. Besain
2. Biefmorin
3. Buvilly
4. Colonne
5. Le Fied
6. Marnoz
7. Neuvilley
8. Oussière
9. St Cyr Montmalin
10. Villers les Bois.

Ces communes se caractérisent par une urbanisation plus étalée que sur les 56 autres communes du territoire. L'élargissement de la zone d'écart à 80 mètres permet ainsi d'éviter la fracturation de la tache urbaine, créant quelques possibilités de densification supplémentaires. En contrepartie, cet élargissement du critère de délimitation de la zone urbaine a permis de limiter l'extension de l'urbanisation en périphérie, les 10 communes concentrant leur potentiel constructible au sein de l'existant. A noter que certaines dents creuses dans ces enveloppes urbaines ont été comptabilisées comme entrainant de la consommation foncière lorsqu'elles s'établissaient sur des espaces agricoles ou naturels, conformément au SRADDET.

Pour l'ensemble des communes et par exception, certains terrains accueillant déjà une construction principale ont été inscrits en U lorsqu'ils étaient adjacents à une zone 1AU permettant de garder une cohérence dans le classement même une fois les zones 1AU urbanisées.

[6] Le territoire de la CCAPS n'est pas couvert par un Schéma de Cohérence territoriale nécessitant ainsi la réalisation d'une demande spécifique d'ouverture à l'urbanisation pour tout espace situé en dehors des enveloppes urbaines.

3. **La zone U suit au plus près le parcellaire du cadastre** afin d'éviter, dans la mesure du possible, qu'un même terrain soit partagé en deux zones (facilitant l'instruction ultérieure). L'imagerie satellite a également été utilisée pour des arbitrages notamment pour les jardins et accès aux constructions.

4. **Pour les parcelles apparaissant comme trop longues ou trop profondes, la zone U se limite à quinze mètres après la construction principale**. Il s'agit de limiter l'étirement de la zone U et d'éventuelles constructions en deuxième rideau qui seraient dommageables pour la qualité de vie et les paysages, dans les villages ruraux essentiellement. Dans quelques cas de parcelles s'arrêtant à la limite du bâtiment principal, la zone U a été poussée à 15 mètres sans tenir compte du parcellaire, afin de garder une unité dans le zonage et un traitement équitable entre les propriétaires.

5. **Les équipements et bâtiments agricoles ont été intégrés en zone U lorsqu'ils constituaient la continuité entre deux constructions**. Lorsque ces derniers se localisaient en retrait par rapport à la zone urbaine ou isolés, ils ont été classés en zone agricole (A) ou naturelle (N).

Une adaptation de la délimitation au contexte local a été réalisée en dernier recours en cas de contraintes particulières (topographie, accès, parcellaire fragmenté…) sans toutefois remettre en cause les règles citées précédemment. Cela permet de s'adapter à certains cas pratiques complexes et d'apporter une plus grande cohérence au zonage.

6.2.2 *DECLINAISON DE LA ZONE URBAINE EN SECTEURS*

La Zone Urbaine se décline en 5 sous-secteurs, identifiés grâce aux analyses typo-morphologiques et fonctionnelles :

- La zone UA correspondant au centre – bourg ancien, au tissu historique de la commune
- La zone UB correspondant aux petits collectifs récents
- La zone UC correspondant aux zones pavillonnaires de la commune
- La zone UE correspondant aux secteurs accueillant des équipements et services
- La zone UY correspondant aux zones d'activités existantes

Chaque zone bénéficie de règles spécifiques permettant, selon les ambitions fixées par le PADD, de préserver le secteur, d'améliorer la densité bâtie, de faciliter la rénovation, le stationnement. Cela permet également de contraindre le développement de certaines activités dans des secteurs adaptés.

6.2.3 *DELIMITATION DE LA ZONE UA - ZONE URBAINE ANCIENNE*

La zone UA délimite les centres anciens des pôles de centralités (Arbois, Poligny, Salins-les-Bains) ainsi que des bourgs et villages ruraux historiques. Cette zone revêt une importance particulière quant à la préservation des caractéristiques architecturales historique, le maintien de l'accès aux commerces de proximité et la reconquête des logements vacants, notamment dans les trois bourgs-centres.

La zone UA traduit un principe et une volonté de diversité des fonctions et de densité des tissus construits. Les objectifs attendus sont :

- Renforcer le maillage territorial et les polarités existantes par la diversité des activités
- Valorisation du paysage bâti, de la qualité architecturale et de la morphologie urbaine existante
- Préservation de l'identité et la qualité résidentielle
- Valorisation d'une densification maîtrisée et insérée harmonieusement dans l'existant

La présence historique d'activités économiques dans le tissu ancien se retranscrit dans le règlement écrit par l'autorisation des destinations de commerce et activités de services. Le règlement de la zone veille à assurer bonne cohabitation entre les diverses activités autorisées. En effet, en plus des destinations de commerces et d'activités de services, la zone UA permet l'implantation des habitations mais aussi des équipements d'intérêt collectif et services publics. De ce fait les constructions de commerces et activités, bien qu'autorisées, sont soumises à différentes conditions comme la limitation des nuisances incompatibles avec la proximité des habitations.

D'autres conditions relatives au respect de l'OAP *« Équipement commercial, artisanal et logistique »* permettent de favoriser un développement des activités économiques renforçant les centralités existantes comme prévu par le PADD.

En parallèle la zone prévoit des dispositions favorisant la densité des tissus construits tout en préservant la qualité et l'identité du tissu morphologique existant grâce à :

- La non-réglementation de l'emprise au sol
- Une hauteur maximale fixée en fonction du contexte local permettant un respect de l'existant et une variation accrue des formes bâties
- Une implantation par rapport aux voies et emprises publiques en fonction de l'ordonnancement existant
- Une part de surfaces non imperméabilisées fixée à 15% de l'unité foncière lorsqu'elle est supérieure à 120 mètres carrés garantissant un développement urbain soutenable et respectueux de la santé et du bien-être des habitants

Délimitation de la zone UA au règlement graphique du PLUi



6.2.4 *DELIMITATION DE LA ZONE UB - ZONE URBAINE DE PETIT COLLECTIF*

La zone UB délimite les espaces de petits collectifs (jusque R+3) issus du développement de l'urbanisation, principalement situés en périphérie directe des centres anciens. Elle se retrouve principalement sur les 3 bourgs-centres. Sa délimitation a pour objectif d'encadrer des caractéristiques particulières en matière d'architecture et d'urbanisme permettant de préserver et favoriser la diversité de l'offre de logements disponibles sur le territoire. Les objectifs attendus sont :

- Renforcer une offre de logement diversifié à proximité des polarités économiques du territoire intercommunal
- Valorisation du paysage bâti, de la qualité architecturale et de la morphologie urbaine existante

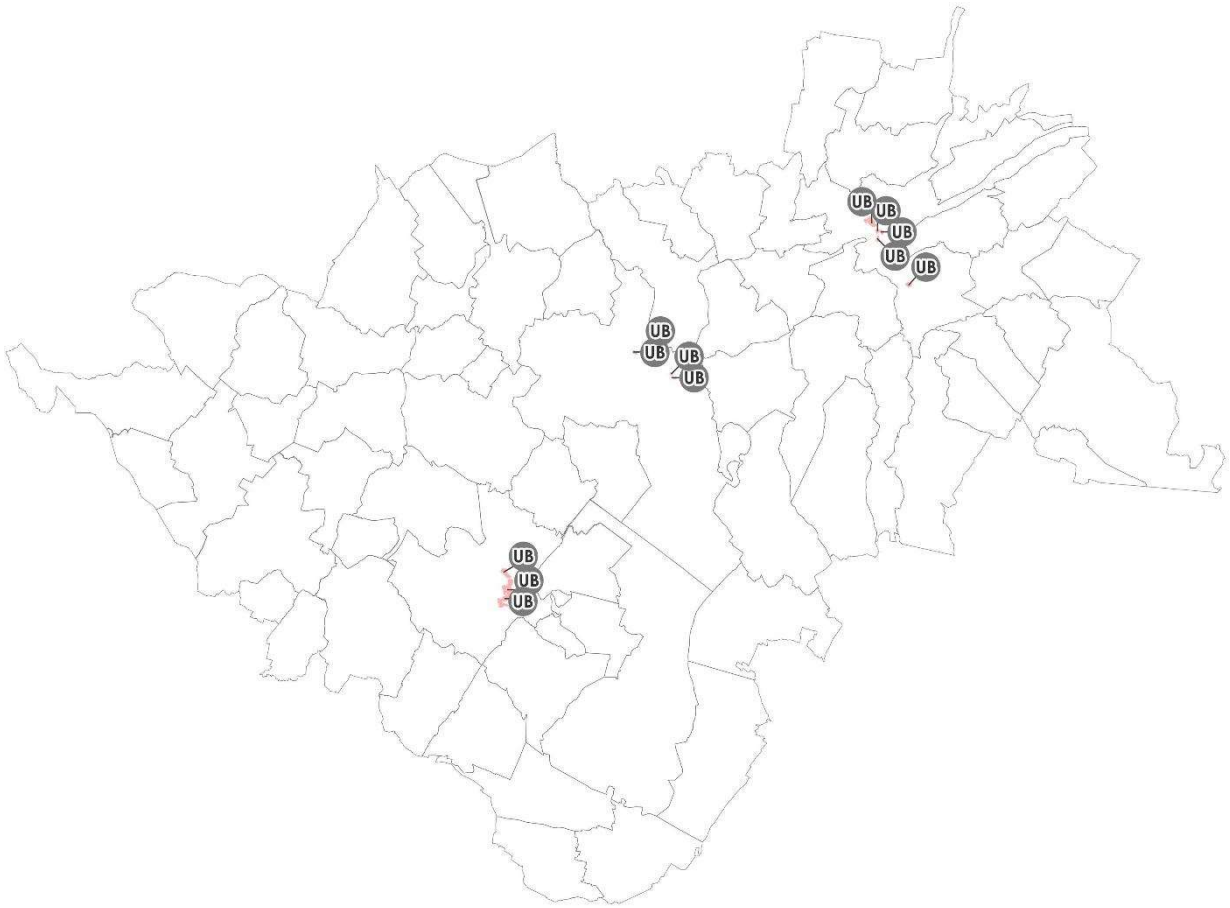
- Préservation de l'identité et qualité résidentielle, notamment par le maintien d'un coefficient de pleine terre

Dans le respect de l'organisation de l'armature commerciale, la zone UB permet l'implantation de constructions à destination de commerce et d'activités de services permettant de renforcer les capacités économiques de proximité de ces secteurs. Cela est d'autant plus pertinent que certains d'entre eux sont situés en continuité des zones commerciales de périphérie identifiées par l'OAP *« Équipement commercial, artisanal et logistique »*. Afin de préserver une bonne cohabitation entre les différentes destinations prévues, le règlement écrit n'autorise que sous certaines conditions les destinations de commerces et activités de services (limitation des nuisances incompatibles avec la proximité des habitations).

En parallèle, des dispositions favorisant la densité des tissus tout en préservant la qualité et identité du tissu morphologique existant sont prévues via :

- La non-réglementation de l'emprise au sol
- Une hauteur maximale fixée à 12,50 mètres, permettant de faire varier les formes de collectifs jusqu'au R+3
- Une hauteur des extensions et constructions annexes accolées limitées à la hauteur des constructions principales
- Une implantation par rapport aux voies et emprises publiques en fonction de l'ordonnancement existant
- Une part de surfaces de pleine terre fixée à 30% pour conserver le cadre végétalisé caractéristique

Délimitation de la zone UB au règlement graphique du PLUi



6.2.5 *DELIMITATION DE LA ZONE UC - ZONE URBAINE PAVILLONNAIRE*

La zone UC délimite les zones pavillonnaires du territoire intercommunal. Elle se distingue par une composition de l'existant principalement tournée vers l'habitation avec, en majorité, des formes urbaines de type pavillons R+1/R+2. Néanmoins, on peut y retrouver une certaine mixité en termes d'activités et de type d'habitation. La plupart des communes sont concernées par ce zonage hormis quelques villages ruraux qui ne se sont pas développés en dehors de leur trame historique.
Du fait d'un tissu urbain plus lâche, cette zone revêt un intérêt particulier pour la densification du territoire, notamment dans les bourgs-centres (Arbois, Poligny, Salins-les-Bains). L'hétérogénéité des formes urbaines présentes demande une attention particulière quant à la préservation d'une qualité paysagère globale.

Les objectifs attendus de la zone UC sont :

- Le réemploi du foncier non bâti pour la mise en place de la densification
- Le maintien d'une certaine diversité d'usages
- La conservation du caractère pavillonnaire de la zone, d'une trame moins resserrée malgré la densification

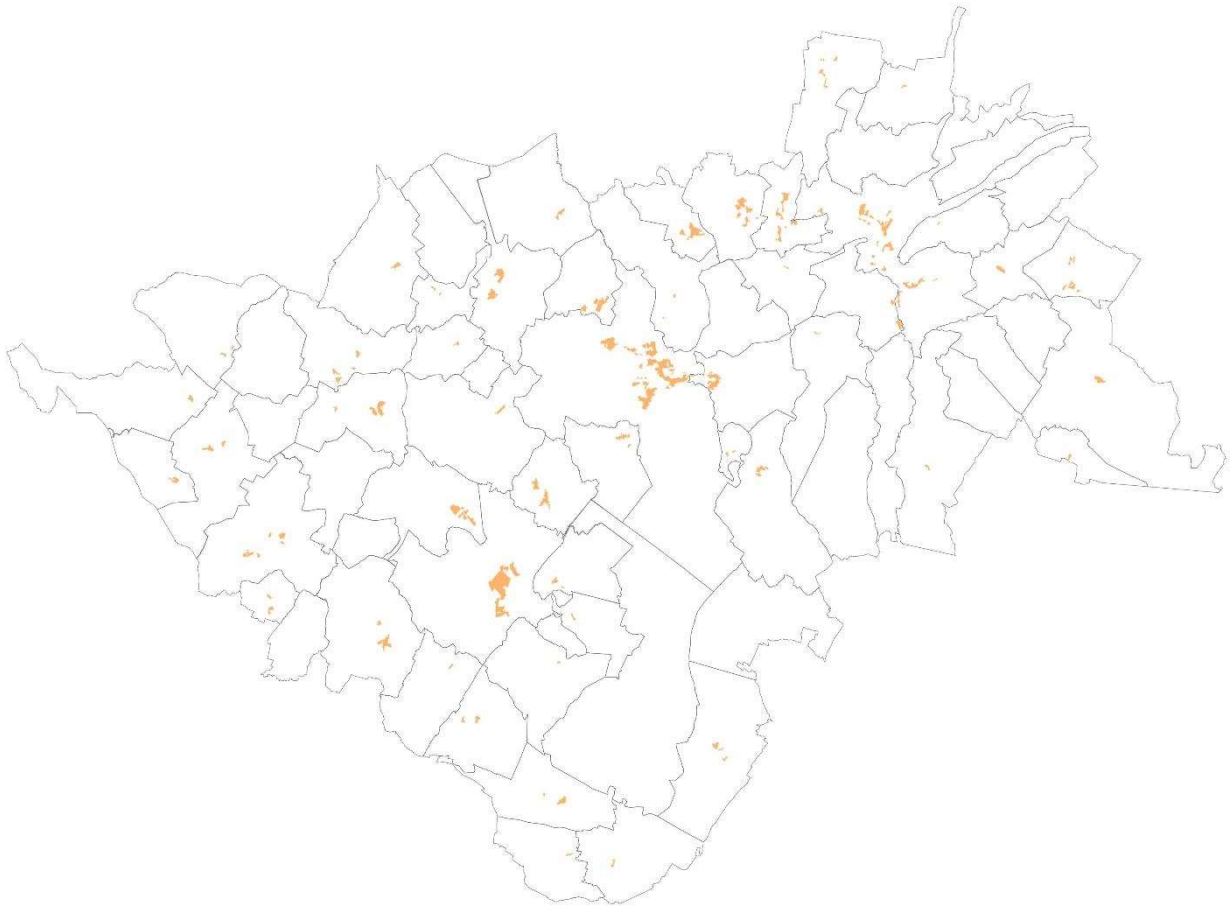
Pour maintenir la diversité urbaine de la zone, peu de destinations sont interdites. Les sous-destinations liées au commerce et activités de service sont autorisées sous conditions d'être compatibles avec le caractère résidentiel.

En parallèle, la mise en place de la densification est simplifiée par des règles d'insertion souples garante d'une cohérence avec l'existant grâce à :

- La non-réglementation de l'emprise au sol
- L'instauration d'une hauteur maximale à 9 mètres pour les constructions principales
- La limitation de la hauteur pour les constructions annexes accolées et extensions à celle de la construction principale
- Une implantation des constructions, dans le cadre d'une opération de densification, gérée par les principes de l'OAP *« Densification et aménagement »* pour favoriser la densité sans contrevenir à l'identité et l'organisation de l'existant
- Le maintien d'une surface de pleine terre de 30% de l'unité foncière

Ces règles permettent aussi de faciliter le maintien d'une diversité d'usage et de l'évolution des constructions ne relevant pas de la destination habitation.

Délimitation de la zone UC au règlement graphique du PLUi

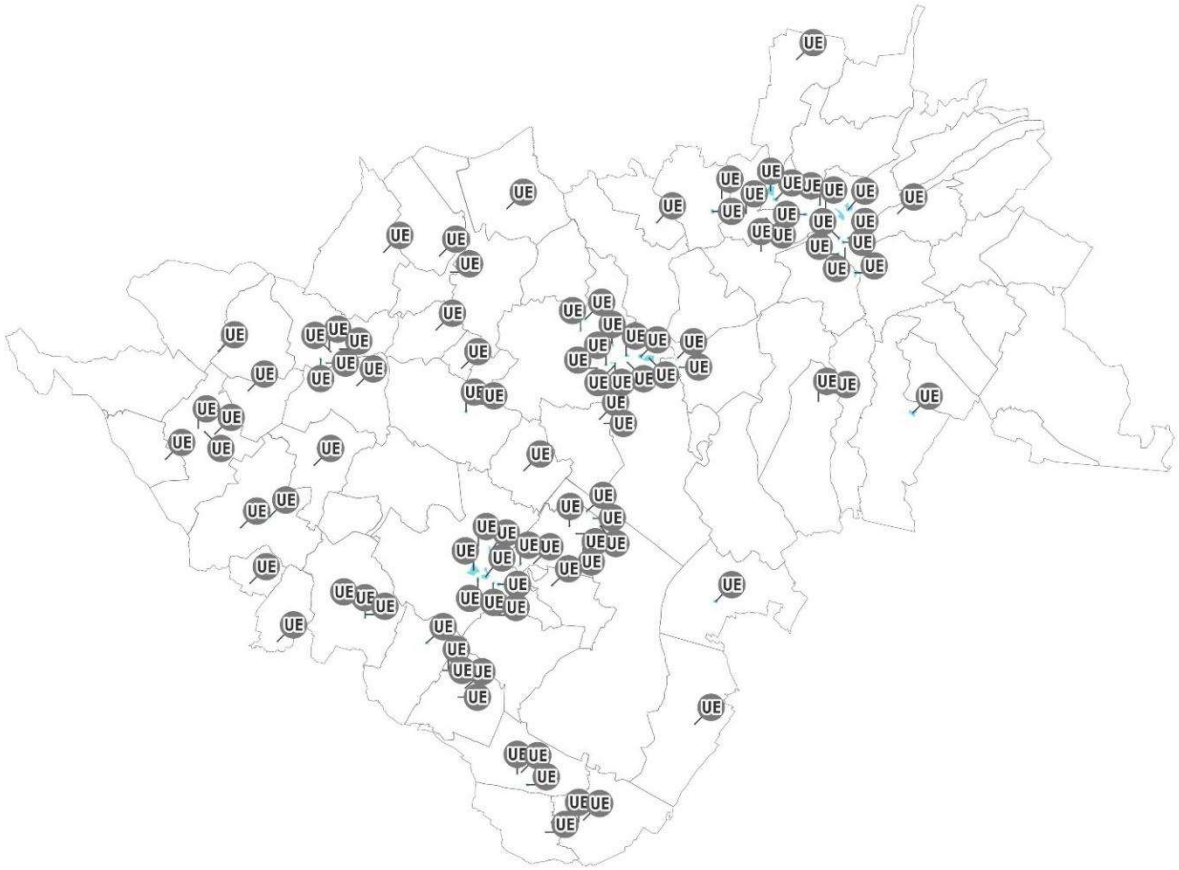


6.2.6 *DELIMITATION DE LA ZONE UE-ZONE DESTINEE AUX EQUIPEMENTS*

La zone UE délimite l'ensemble des équipements publics du territoire intercommunal. Elle est présente dans la plupart des communes, hormis certains villages ruraux. Les objectifs attendus sont de favoriser le maintien de l'équipement public du territoire et de développer une offre suffisante pour accompagner l'évolution de la population.

Le règlement écrit y prévoit la réalisation et l'évolution des équipements d'intérêt collectif et services publics. Seules les habitations liées aux fonctionnements d'un équipement public ou d'intérêt général et les équipements d'intérêt collectif et services publics sont autorisées. Ainsi, la hauteur, l'emprise au sol et l'implantation des constructions ne sont pas réglementées et il n'est pas prévu de surface minimale de pleine terre.

Délimitation de la zone UE au règlement graphique du PLUi



6.2.7 *DELIMITATION DE LA ZONE UY - ZONE DESTINEE AUX ACTIVITES ECONOMIQUES*

La zone UY délimite l'ensemble des zones d'activités du territoire intercommunal. Le choix d'un zonage particulier reflète le caractère difficilement compatible de ces espaces avec un environnement à caractère résidentiel. De plus le zonage UY permet de conforter l'armature prévue par l'OAP thématique « *Équipement commercial, artisanal et logistique* ». En lien avec l'OAP on retrouve une déclinaison entre les zones d'activités principales et secondaires.

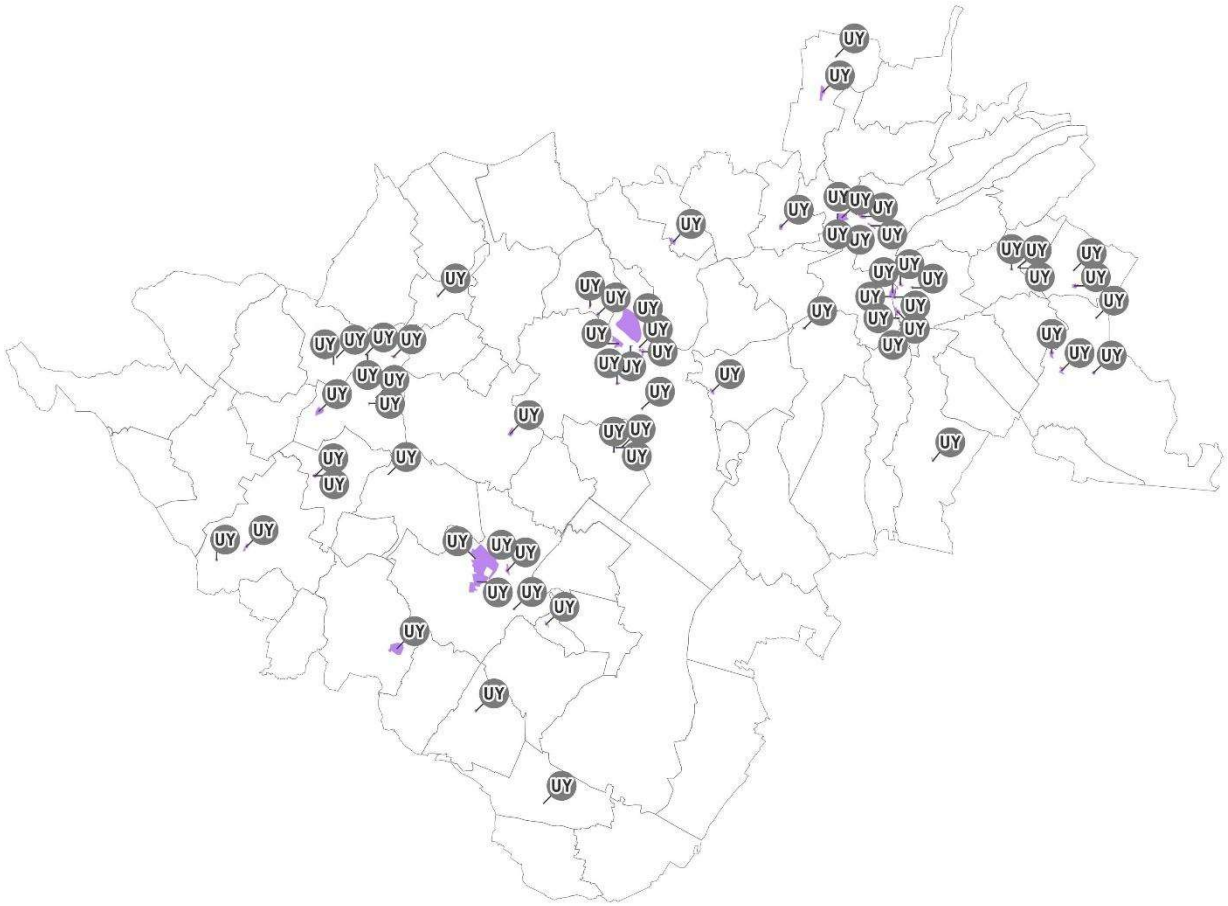
Les objectifs attendus sont :

- Maintenir et valoriser les activités économiques et leur répartition sur le territoire
- Renforcer la maille économique portée par l'armature commerciale et logistique de l'OAP thématique
- Favoriser une activité économique ne contrevenant pas au cadre de vie et à la qualité des sites tout en permettant l'évolution de ces activités

Cette zone permet l'implantation des activités artisanales, industrielles, de bureaux, de services et d'entrepôts au sein des espaces construits. Néanmoins, les activités artisanales et de commerce de détail sont soumises, pour leur implantation et leur configuration, à la condition du respect des orientations de l'OAP thématique.
Le règlement écrit prévoit que les activités économiques de ces espaces soient valorisées tout en permettant une évolution de l'existant et une insertion des nouvelles constructions en adéquation avec l'environnement proche :

- L'identité de la zone et la réduction des risques de nuisance sont préservées par l'interdiction de l'hébergement et du logement
- L'emprise au sol des constructions est limitée à 40% de l'unité foncière et à 20% pour le stationnement
- La hauteur maximale des constructions est de 15 mètres.
- Les espaces de pleine terre doivent occuper une superficie minimale de 10% de l'unité foncière

Délimitation de la zone UY au règlement graphique du PLUi



6.2.8 *DELIMITATION DES SECTEURS A URBANISER*

Dans cette même logique, afin de répondre aux objectifs de croissance démographique, la CCAPS a défini des zones d'extension urbaine pour accueillir des logements, des équipements publics, développer l'emploi, etc. Des zones spécifiques sont identifiées afin de donner de la visibilité sur les intentions de l'intercommunalité par rapport à son développement et sur la manière dont les communes souhaitent structurer leur développement.

Ces zones se situent dans les communes de : Abergement-le-Grand, Arbois, Aresches, Barretaine, Bersaillin, Bracon, Brainans, Buvilly, Chamole, Clucy, Dournon, Fay-en-Montagne, Géraise, Grozon, Ivory, la Ferté, le Fied, , Lemuy, Les Arsures, Les-Planches-Prés-Arbois, Marnoz, Mathenay, Miéry, Molain, Monay, Montholier, Montigny-les-Arsures, Montmarlon, Picarreau, Plasne, Poligny, Pont-d'Héry, Pupillin, Saint-Cyr-Montmalin, Saint-Lothain, Salins les Bains, Thésy, Tourmont, Vadans.

La répartition des espaces en extension a été réalisée en lien avec l'armature urbaine identifiée pour structurer le développement de l'intercommunalité. L'identification s'est également appuyée sur d'anciens secteurs identifiés au sein des documents d'urbanisme existants pour déterminer la nécessité de réaliser une demande de dérogation à l'urbanisation limitée[7]. Les zones à urbaniser sont réparties en 3 types :

- La zone 1AU correspondant aux espaces à urbaniser pour le développement de l'habitat
- La zone 1AUe correspondant aux espaces devant accueillir de nouveaux équipement ou extensions de ceux déjà existants.
- La zone 1AUy correspondant aux espaces à urbaniser pour le développement des zones d'activités économiques et industrielles

[7] L'ensemble des secteurs identifiés en 1AU dans le projet de PLUi ont fait l'objet d'une demande de dérogation à l'urbanisation limitée accordée ou en attente d'instruction. Les secteurs n'ayant pas fait l'objet d'une demande sont ceux correspondants à d'anciennes zones U ou AU sur les documents d'urbanisme en vigueur à l'échelle communale.

6.2.9 *DELIMITATION DE LA ZONE 1AU - ZONE A VOCATION D'HABITAT A URBANISER A COURT TERME*

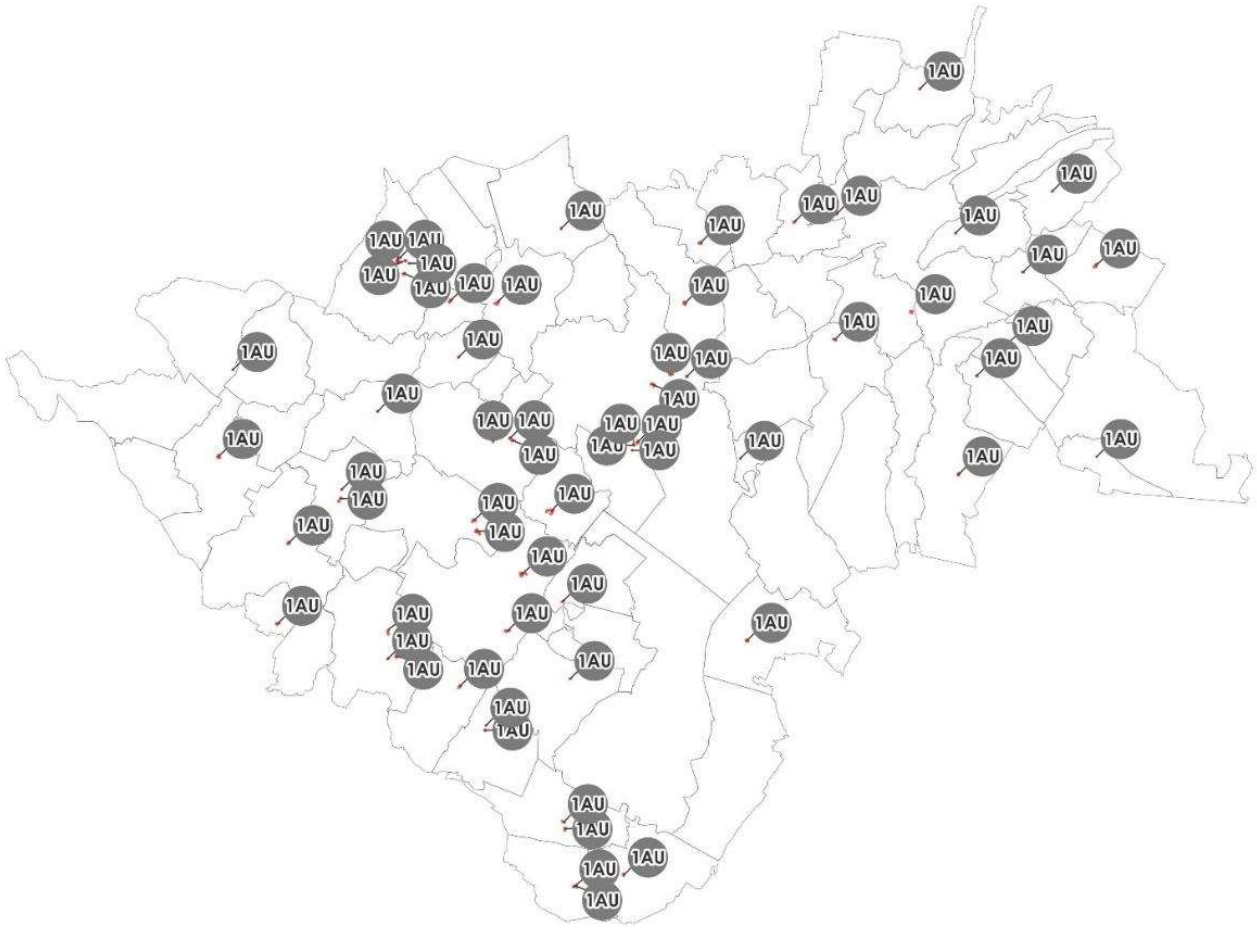
La zone 1AU délimite les espaces de potentielle future nouvelle urbanisation en continuité des espaces bâtis des centres historiques en zone UA et des tissus pavillonnaires de la zone UC. Elle a pour vocation principale de permettre la réalisation des logements dont le besoin a été fixé par les objectifs du PADD pour répondre au besoin d'accueil démographique estimé pour le développement du territoire. Les objectifs attendus sont :

- Permettre l'accueil des nouvelles populations prévu par le PADD
- Favoriser une urbanisation cohérente en continuité et renforcement de la trame urbaine existante

Certains secteurs en 1AU permettent de venir combler une trame urbaine lâche que l'étalement urbain avait laissée par endroit non bâtie. Ces espaces, trop importants pour être considérés comme des dents creuses, permettront au territoire de se développement en gardant une certaine concentration urbaine.

La zone 1AU a vocation d'habitat porte les mêmes principes de diversité d'usages et d'activités qu'en zone UB en autorisant les mêmes destinations et sous les mêmes conditions. La zone 1AU cherche à concilier qualité du développement pavillonnaire (maintien de surfaces de pleine terre pour environ 50% de la superficie de l'unité foncière) et diversité de l'offre de logements (non-réglementation de l'emprise au sol, hauteur maximale des constructions principales fixée à 12,5 mètres, etc.). Les nouvelles constructions viendront s'implanter hors du houppier ou à 30 mètres des lisières des boisements minimum.

Délimitation de la zone 1AU au règlement graphique du PLUi

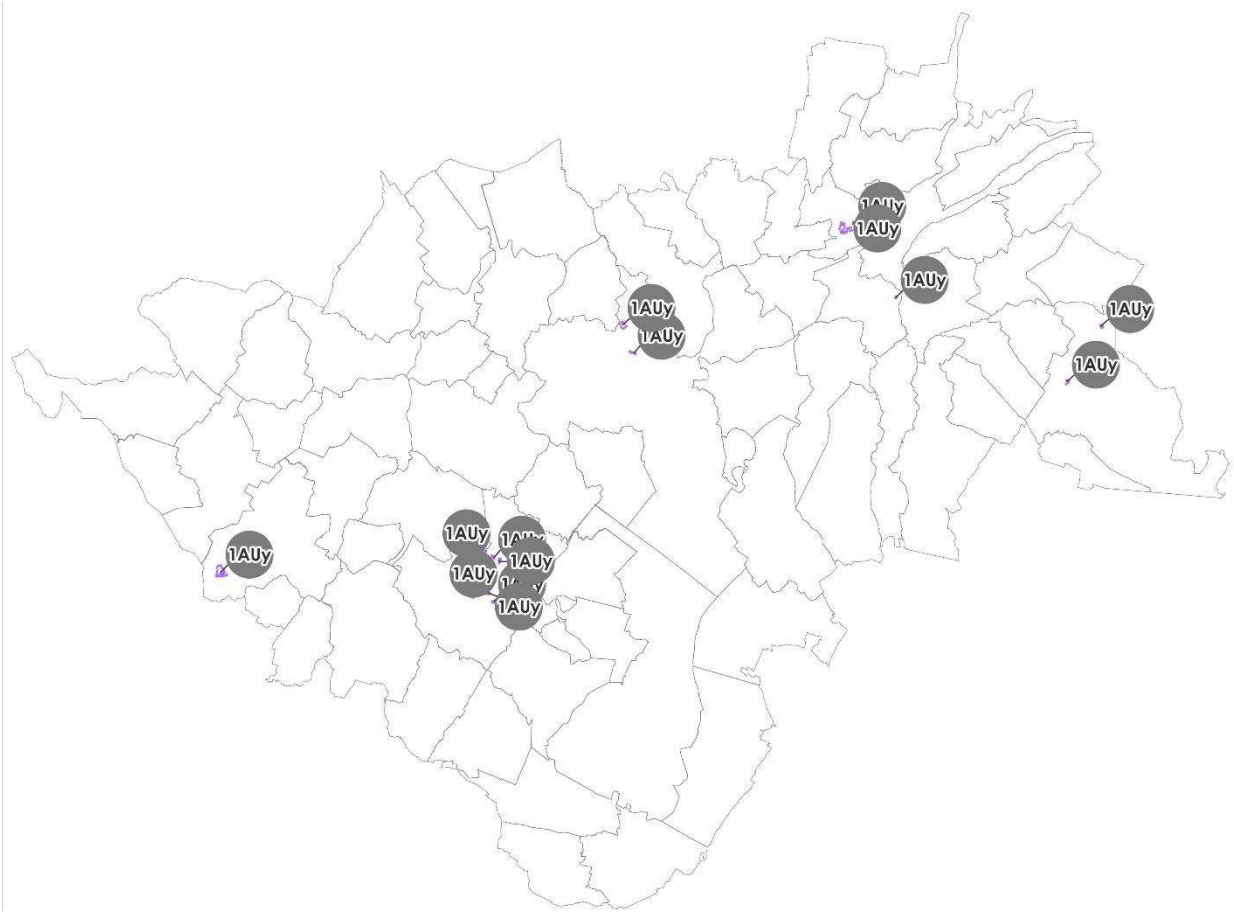


6.2.10 *DELIMITATION DE LA ZONE 1AUY - ZONE A VOCATION A DESTINATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES A URBANISER A COURT TERME*

La zone 1AUy délimite les nouveaux secteurs destinés à accueillir les espaces d'activités prévus pour renforcer le maillage économique du territoire en accord avec les orientations du PADD. Elle concerne principalement les bourgs-centres ainsi que Lemuy, Bracon et Bersaillin (extension des zones d'activités existantes). La zone 1AUy se situe exclusivement en continuité des zones UY afin de regrouper les activités économiques en accord avec l'armature commerciale et logistique prévue par l'OAP thématique.

La zone 1AUy a pour objectif principal de favoriser le dynamisme des polarités commerciales. Ainsi, l'absence de règles particulières pour la hauteur, l'emprise au sol ou encore les principes d'aménagement favorisant le déploiement d'infrastructures propices à l'accueil d'entreprises (THD, etc.) régissent la zone. Des orientations prévues par l'OAP *« Équipement commercial, artisanal et logistique »* complètent le règlement de la zone 1AUy pour favoriser une insertion qualitative des nouvelles constructions au sein du secteur.

Délimitation de la zone 1AUY au règlement graphique du PLUi



6.2.12 *DELIMITATION DE LA ZONE 1AUE-ZONE A VOCATION D'EQUIPEMENT(S) A URBANISER A COURT TERME*

La zone 1AUE délimite les espaces dédiés à accueillir les nouveaux équipements publics du territoire. Il s'agit de permettre un renforcement de l'offre dans l'un des pôles principaux – Arbois – en matière d'équipements de santé spécialisés.

L'implantation de ce secteur est prévue en continuité de la zone UE d'Arbois comportant la maison d'accueil spécialisée « Les Pommiers » (entrée nord du bourg). Le règlement écrit reprend les règles de la zone UE afin de favoriser une implantation simplifiée des équipements prévus pour répondre efficacement aux besoins en accord avec les orientations du PADD.

Délimitation de la zone 1AUE au règlement graphique du PLUi



6.3. LES PRESCRIPTIONS

Le PLUi prévoit la mise en place de plusieurs types de prescriptions complétant l'action du règlement graphique et du règlement écrit ainsi que des OAP.

Pour concourir aux objectifs du PADD, notamment sur le volet de « Préservation de la qualité du cadre de vie », des éléments naturels et bâtis qui contribuent à l'identité du territoire sont identifiés pour être préservés, protégés, valorisés. Les outils utilisés sont :

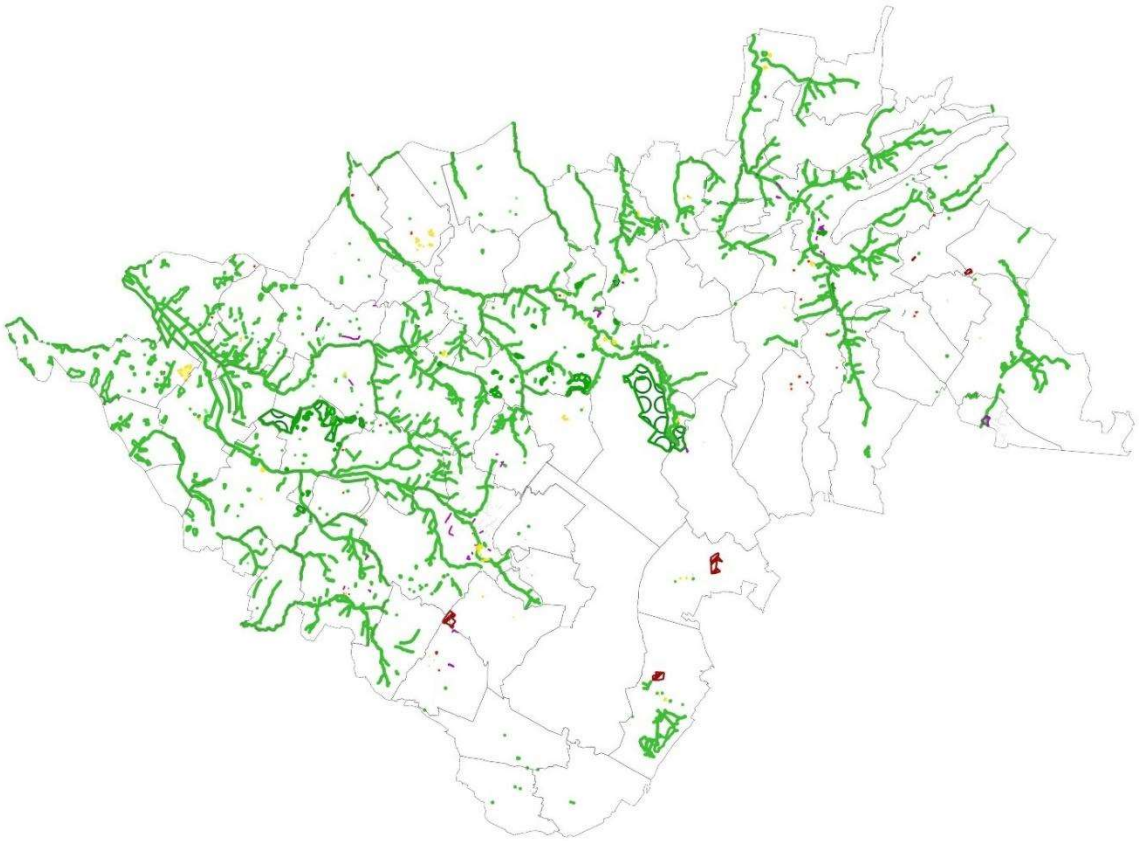
- *Les articles L 151 – 19 et L 151 – 23 du Code de l'urbanisme* afin d'identifier les éléments tant pour leur valeur patrimoniale que leur valeur écologique. Cela rend ainsi possible la protection d'espaces de jardins privés pour leur qualité patrimoniale et paysagère ou bien le classement d'un bosquet pour sa valeur écologique en tant que réservoir dans la trame verte et bleue.

- *Le règlement écrit* prévoit des règles spécifiques pour préserver les éléments de paysages et sites ainsi que les éléments de patrimoine bâti et paysager identifiés (tels que des arbres, murs, châteaux, lavoirs, haies, alignements d'arbres...)
    - *Pour le patrimoine bâti* - interdiction des démolitions hormis risque d'atteinte à la sécurité publique, interdiction de modification des volumes et des percements.
    - *Pour le patrimoine naturel et paysager* – interdiction de l'arrachage des éléments de paysage naturel identifiés ou, en cas de disparition, leur remplacement obligatoire ; un recul de 4 mètres par rapport au houppier d'un arbre isolé et d'un alignement d'arbres identifié prévu pour tout projet d'aménagement et/ou de construction
- *Les cônes de vue* génèrent des règles spécifiques qui s'appliquent aux constructions comprises dans le périmètre établi. Il est ainsi prévu que les constructions ne doivent pas nuire à la qualité du paysage, conserver une hauteur équivalente et maintenir l'équivalence des pentes observables.

D'autres prescriptions sont prévues :

- *Afin de favoriser le dynamisme de la zone agricole* et de ne pas laisser vacant le patrimoine bâti, des bâtiments ont été identifiés comme susceptible de changer de destination.
- *La préservation des secteurs en raison de la richesse du sol au titre de l'article R151-34 2°* du Code de l'urbanisme est prévue (secteurs de carrières et captages).
- *Les secteurs avec des conditions spéciales de constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général au titre de l'article R151-34 1°* du Code de l'Urbanisme sont identifiés. Il s'agit de zones humides et zones inondables qui, une fois identifiés peuvent être soumis, dans le cas des zones humides, à déclaration préalable en cas de remblai, assèchement, imperméabilisation et mise en eau et de renvoyer au PPRI annexé pour les occupations et destinations autorisées en zones inondables.
- *Pour les espaces forestiers*, en complément d'un classement en zone Naturelle, une identification d'Espaces Boisés Classés a été réalisé afin d'empêcher tout défrichement et coupe rase.

Délimitation des prescriptions au règlement graphique du PLUi



Enfin, les emplacements réservés au titre de *l'article L151-41 du Code de l'urbanisme* permettent de concourir à l'atteinte des objectifs fixés par le PADD. Ils identifient des aménagements ayant une portée d'intérêt général, tel que des voies et équipements publics participant ainsi à l'atteinte des objectifs fixés par le PADD en matière de mobilité douce.

Liste des emplacements réservés prévu au PLUi

Emplacement réserv	Numéro ER	Destination	Surface en m²
Emplacement réservé	1	Création d'un parking	630
Emplacement réservé	2	Aménagement de voirie	59
Emplacement réservé	3	Aménagement de voirie et arrêt de bus	17
Emplacement réservé	4	Création d'une réserve incendie	175
Emplacement réservé	5	Élargissement de la voirie	1191
Emplacement réservé	6	Élargissement de la voirie	372
Emplacement réservé	7	Élargissement de voirie	721
Emplacement réservé	8	Aménagement hydraulique : Écluse à réhabiliter	1487
Emplacement réservé	9	Aménagement hydraulique : Création d'un fossé pour le réseau d'eau pluviale	506
Emplacement réservé	10	Création d'une réserve incendie	4792
Emplacement réservé	11	Création d'une aire de stationnement	418
Emplacement réservé	12	Stationnement de la salle des fêtes	516
Emplacement réservé	13	Création d'un verger et d'un espace dédié à la biodiversité	1499
Emplacement réservé	14	Élargissement de voirie	1196
Emplacement réservé	15	Création d'une aire de stationnement	419
Emplacement réservé	16	Aménagement de voies douces	1184
Emplacement réservé	17	Aménagement de voies douces	1176
Emplacement réservé	18	Aménagement de voies douces	596
Emplacement réservé	19	Aménagement de voies douces	635
Emplacement réservé	20	Aménagement de voies douces	6450
Emplacement réservé	21	Aménagement de voies douces	934
Emplacement réservé	22	Création d'un giratoire	4953
Emplacement réservé	23	Création d'un giratoire	9278
Emplacement réservé	24	Création d'un giratoire	2589
Emplacement réservé	25	Création d'un accès au chateau d'eau	853
Emplacement réservé	26	Réalisation d'un local communal	333
Emplacement réservé	27	Deviation pour les grumiers (Accès scierie)	512
Emplacement réservé	28	Assainissement collectif	5748
Emplacement réservé	29	Élargissement de voirie	24
Emplacement réservé	30	Protection des berges	22
Emplacement réservé	31	Élargissement de voirie	307
Emplacement réservé	32	Mise en valeur des fortifications	1143
Emplacement réservé	33	Mise en valeur des fortications	68
Emplacement réservé	34	Création et aménagement d'équipements collectifs et d'aires de stationnement	833
Emplacement réservé	35	Création et aménagement d'équipements collectifs et d'aires de stationnement	1425
Emplacement réservé	36	Création et aménagement d'équipements collectifs et d'aires de stationnement	2083
Emplacement réservé	37	Création et aménagement d'équipements collectifs et d'aires de stationnement	249
Emplacement réservé	38	Création et aménagement d'équipements collectifs et d'aires de stationnement	149
Emplacement réservé	39	Aménagement de voie douce	214
Emplacement réservé	40	Aménagement de voie douce	22
Emplacement réservé	41	Aménagement de sécurité	1361
Emplacement réservé	42	Aménagement de sécurité	98
Emplacement réservé	43	Aménagement de sécurité	254
Emplacement réservé	44	Réalisation de cheminement doux	327
Emplacement réservé	45	Réalisation de cheminement doux	126
Emplacement réservé	46	Réalisation de cheminement doux	373
Emplacement réservé	47	Réalisation de cheminement doux	306
Emplacement réservé	48	Élargissement de l'emprise publique pour voie d'accès entre deux zones	427
Emplacement réservé	49	Élargissement de voie routière et voie douce	767
Emplacement réservé	50	Élargissement de voie routière et voie douce	126
Emplacement réservé	51	Élargissement de voie routière et voie douce	20
Emplacement réservé	52	Extension de la station d'épuration	2382
Emplacement réservé	53	Élargissement de la voirie et desserte	149
Emplacement réservé	54	Élargissement de la voirie	38
Emplacement réservé	55	Élargissement et aménagement d'un virage	229
Emplacement réservé	56	Élargissement et aménagement de voirie	264
Emplacement réservé	57	Élargissement et aménagement du chemin	175
Emplacement réservé	58	Élargissement et aménagement du chemin du cimetière	331
Emplacement réservé	59	Élargissement et aménagement du chemin du cimetière	195
Emplacement réservé	60	Élargissement et aménagement du chemin du cimetière	572
Emplacement réservé	61	Élargissement et aménagement du chemin du cimetière	237
Emplacement réservé	62	Élargissement et aménagement du chemin du cimetière	97
Emplacement réservé	63	Élargissement de la voie d'accès à la zone des graviers	81
Emplacement réservé	64	Élargissement de la voie d'accès à la zone des graviers	321
Emplacement réservé	65	Élargissement de la voie d'accès à la zone des graviers	130
Emplacement réservé	66	Élargissement de la voie d'accès à la zone des graviers	192
Emplacement réservé	67	Élargissement de la voie d'accès à la zone des graviers et le CR n°22 de l'Ermitage	1868
Emplacement réservé	68	Extension du cimetière	7274
Emplacement réservé	69	Élargissement du chemin existant et aménagement du carrefour avec la RD467	1331
Emplacement réservé	70	Élargissement du chemin existant et aménagement du carrefour avec la RD467	46
Emplacement réservé	71	Élargissement du chemin existant et aménagement du carrefour avec la RD467	298
Emplacement réservé	72	Création d'un assainissement	9287
Emplacement réservé	73	Reméandrage du cours d'eau	48284
Emplacement réservé	74	Calibrage et renforcement de la RD472 entre Mouchard et Salins	481
Emplacement réservé	75	Calibrage et renforcement de la RD472 entre Mouchard et Salins	260
Emplacement réservé	76	Calibrage et renforcement de la RD472 entre Mouchard et Salins	592
Emplacement réservé	77	Calibrage et renforcement de la RD472 entre Mouchard et Salins	92
Emplacement réservé	78	Amélioration localisée - Carrefour RD105 / Desserte zone artisanale	4512
Emplacement réservé	79	Aménagement d'une place de retournement pour grumiers	1984
Emplacement réservé	80	Élargissement de voirie	548
Emplacement réservé	81	Réalisation de cheminement doux	1184
Emplacement réservé	82	Réserve incendie	274
Emplacement réservé	83	Réserve incendie	320
Emplacement réservé	84	Réalisation de cheminement doux	146

7. ADEQUATION AVEC LES DOCUMENTS SUPRACOMMUNAUX

Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal doit prendre en considération certains documents d'orientations supracommunaux. Le niveau de détail de retranscription est, selon les documents, du plus contraignant au moins contraignant :

- **Conformité** : La conformité impose le strict respect de la règle supérieure. Cela signifie que les documents d'urbanisme de rang inférieur doivent se conformer exactement aux dispositions des documents supérieurs ;

- **Compatibilité** : La compatibilité impose le respect de l'esprit de la règle supérieure. Les documents d'urbanisme inférieurs doivent être compatibles avec les orientations des documents supérieurs, sans nécessairement les reproduire à l'identique. La compatibilité s'apprécie au regard de l'ensemble du document concerné ;

- **Prise en compte** : La prise en compte est une notion plus souple que la compatibilité. Elle signifie que les documents d'urbanisme doivent tenir compte des orientations et des objectifs des documents supérieurs, sans s'écarter de la règle.

7.1. COMPATIBILITE AVEC LES DISPOSITIONS PARTICULIERES AU LITTORAL ET AUX ZONES DE MONTAGNE PREVUES AUX CHAPITRES IER ET II DU TITRE II

Aucune des communes du PLUi n'est concernée par la Loi littoral.

Compatibilité dans le PLUi
Dispositions générales (L122-1 à L122-25 et R122-1 à R122-18 du Code de l'urbanisme)
Champ d'application (Articles L122-1 à L122-4 du Code de l'urbanisme)
Au total 19 communes sur 65 sont concernées par la Loi montagne sur le territoire du PLUi. Abergement-lès-Thésy, Bracon, Cernans, Chaux-Champagny, Chilly-sur-Salins, Clucy, Dournon, Geraise, Ivory, Ivrey, Lemuy, Montmarlon, Pont-d'Héry, Pretin, Saint-Thiébaud, Saizenay, Salins-les-Bains, Thésy, Aresches.
Régime d'urbanisation (Articles L122-5 à L122-8 et R122-1 à R122-2 du Code de l'urbanisme)
Dans le respect de la Loi Montagne, l'urbanisation prévue dans le PLUi est réalisée en continuité avec les bourg et villages, afin notamment d'éviter le mitage du territoire. Le PLUi ne comporte pas d'étude justifiant une urbanisation en discontinuité à l'exception de 7 secteurs ayant fait l'objet d'une demande particulière (5 d'entre eux ont été accordés). Le PLUi a également veillé à ce que les capacités d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation soient compatibles avec la préservation des espaces naturels agricoles. Cette compatibilité se retranscrit au travers d'un PADD qui prévoit une croissance démographique modérée, correspondant à un retour au recensement de 2012. Par ailleurs, le règlement graphique du PLUi prévoit une part importante l'urbanisation sur les communes d'Arbois et Poligny qui se situent en dehors de la Loi Montagne. Enfin, le PLUi vise une réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport à la période précédente avec un horizon à termes d'absence de consommation ce qui va dans le sens de la protection de ces espaces. Concernant les plans d'eau situés sur des communes soumises à la Loi montagne, ces derniers sont tous inférieur à 1 hectare de superficie et ne répondent à aucune considération paysagère et environnementale. Leurs usages sont essentiellement tournés vers l'agricole ou la gestion des eaux pluviales. Le PLUi exclu l'ensemble de ces plans d'eaux de faible importance et ne les représente pas sur le règlement graphique.
Préservation des espaces naturels, paysages et milieux caractéristiques (Articles L122-9 à L122-14 et R122-3 à R122-3-1 du Code de l'urbanisme)
Dans le respect de la Loi Montagne, le PLUi a délimité en zone naturelle les secteurs à préserver notamment du fait de la qualité des paysages mais également du patrimoine naturel montagnard. Le PLUi a également délimité des cônes de vue, des bâtiments à protéger au titre du L151-19 du Code de l'urbanisme ce qui va dans le sens de la préservation du patrimoine culturel montagnard. Au travers de la zone agricole, le PLUi préserve les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricole notamment celles qui se situent dans les fonds de vallées. Le PLUi a également veillé à ne pas réduire les zones agricoles situées en fond de vallée bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ou protégée qui jouent un rôle très important dans les systèmes d'exploitation locaux. Les plans d'eaux situés sur les communes soumises à la Loi montagne présente tous une superficie inférieure à 1 hectare. Le rapport de présentation du PLUi justifie l'appréciation de ces plans d'eaux comme étant de moindre importance, du fait de leurs superficies et de l'absence de considération paysagère ou environnementale. Enfin, à proximité des parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels, en zone agricole et naturelle, sont autorisés les bâtiments agricoles, pastoraux et forestiers, comme le prévoit le L122-13 du Code de l'urbanisme.
Développement touristique et unités touristiques nouvelles (Articles L122-15 à L122-25 et R122-4 à R122-18 du Code de l'urbanisme)
Le PLUi ne comporte pas d'unité touristique nouvelle.
Prescriptions particulières de massif et recommandation particulières à certaines zones sensibles (L122-26 à L122-27 et R122-19 à R122-20 du Code de l'urbanisme)
Non concerné

7.2. COMPATIBILITE AVEC LES REGLES GENERALES DU FASCICULE DU SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET) DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Le SRADDET Bourgogne-Franche-Comté a été approuvé le 18 décembre 2024.

Note : Les mesures non renseignés sont celles pour lesquelles la retranscription au sein du PLUi n'est pas possible.

Règles	Compatibilité dans le PLUi
Chapitre thématique 1 : Équilibre et égalité des territoires, désenclavement des territoires ruraux et numérique	
Règle n°1 Les documents de planification identifient et intègrent systématiquement les enjeux d'interactions, de complémentarités et de solidarité avec les territoires voisins (en région ou extrarégionaux).	Le rapport de présentation identifie les enjeux écologiques d'échelle régionale tels que le SRCE désormais annexé au SRADDET ou encore les zones écologiques d'importance. La retranscription locale de la trame verte et bleue identifiée par le SRCE assure le maintien des enjeux d'interaction et de complémentarité entre les différents territoires. Les réservoirs de biodiversité sont notamment protégés au travers de divers outils tels que : - Les espaces boisés classés ; - Les secteurs à protégés au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme ; - Les zones naturelles, agricoles et agricole non constructible.
Règle n°2 Les documents de planification prennent en compte et déclinent sur leurs territoires l'armature régionale à trois niveaux définis par le SRADDET. Ils identifient les polarités de leur territoire. Ils priorisent le développement sur les polarités principales et intermédiaires de leur armature territoriale afin d'accompagner la trajectoire ZAN au cours des décennies 2021-2030 et 2031-2040, en faveur d'un rééquilibrage et d'une intensification de ces polarités.	Le rapport de présentation identifie Arbois, Poligny et Salins-les-Bains comme les principales polarités du territoire, en cohérence avec l'armature identifiée par le SRADDET. L'armature territoriale est également retranscrite dans l'objectif 7 du PADD qui se décompose entre les bourgs-centres, secondaires et les villages ruraux. Enfin, règlementairement, la déclinaison de l'armature territoriale se traduit de manière suivante : - En termes de densité en extension urbaine, avec un seuil minimal par échelon de l'armature territoriale : 20 logements par hectare pour les bourgs-centres, 15 logements par hectare pour les bourgs secondaires et 12 logements par hectare pour les villages ruraux ; - En bénéficiant d'un zonage adapté pour les équipements qui permet de faciliter le développement des équipements de proximité dans les grands pôles comme le prévoit l'objectif 55 du PADD.

Règle n°3 : Les documents de planification intègrent, dans la définition de leur projet, une réflexion transversale portant sur le numérique – connectivités et usage.	Le rapport de présentation traite de la question du numérique, présente entre autres la carte du réseau internet en très haut débit et aborde la thématique du réseau 4G. Le règlement écrit impose pour les nouvelles constructions d'habitation la mise en place d'un fourreau permettant le raccordement à la fibre optique.
Chapitre thématique 2 : Gestion économe de l'espace et habitat	
Règle n°4 : Les documents d'urbanisme mettent en œuvre une stratégie globale de réduction de la consommation de l'espace pour tendre vers un objectif de zéro artificialisation nette à l'horizon 2050, qui passe par : **- Une ambition réaliste d'accueil de la population et la définition des besoins en logements en cohérence ;** **- Des dispositions qui orientent prioritairement les besoins de développement (habitat et activités) au sein des espaces urbanisés existants et privilégie leur requalification avant de prévoir toute nouvelle extension.** **Lorsque l'extension de l'urbanisation ne peut être évitée, les documents d'urbanisme intègrent une analyse du potentiel de compensation de l'imperméabilisation liée à cette artificialisation.**	En cohérence avec l'objectif défini par le SRADDET Bourgogne Franche Comté, et au regard du taux d'effort demandé (56,3%) la CCAPS prévoit un potentiel constructible total de 126,7 hectares (2021-2035). L'objectif de 77 ha à l'horizon 2030 pourra être tenu au regard des règles prévues pour ouvrir à l'urbanisation les OAP en extension urbaine. Pour rappel, la priorisation est donnée à la construction au sein de l'enveloppe urbaine, puis pour les opérations en densification et enfin les zones en extension urbaine. Une OAP densification permettra d'accompagner les porteurs de projet, ainsi qu'une OAP thématique trame verte et bleue. De même, l'ensemble des dispositions règlementaires veillent à favoriser la perméabilité des sols, les plantations et limiter la consommation foncière. Les densités en extension urbaine seront de 20 logements par hectare pour les bourgs-centres, 15 logements par hectare pour les bourgs secondaires et 12 logements par hectare pour les villages ruraux.
Règle n°5 : Les documents d'urbanisme encadrent les zones de développement structurantes (habitat et activités) par des dispositions favorisant : **- le développement d'énergie renouvelable ;** **- l'offre de transports alternative à l'autosolisme existante ou à organiser. Sont considérées comme structurantes les zones de développement définies comme telles par le document d'urbanisme et a minima celles qui concernent les 3 niveaux de polarités de l'armature régionale.**	Le règlement identifie les zones d'activités structurantes en UY, les dispositions prévoient notamment des obligations de termes de création d'espaces de stationnement pour les vélos, permettant de faciliter l'usage de ce moyen de transport. Le règlement prévoit peu de dispositions contraignantes concernant les énergies renouvelables afin d'encourager et faciliter l'implantation du photovoltaïque sur les constructions existantes et à venir, en zone UY mais également dans le reste des zones.
Règle n°6 : Les documents d'urbanisme définissent la localisation des équipements et ERP structurants (activités, services, surfaces commerciales) en privilégiant le renforcement des centralités ou à défaut, sous conditions de desserte par des offres de transport alternatives à l'autosolisme	Les secteurs structurants en termes d'équipements sont identifiés au travers d'un zonage UE. Les centralités identifiées par le rapport de présentation et le PADD comprennent les plus grands secteurs classés en UE afin de favoriser leur renforcement.
Règle n°7 : Dans le respect de leurs compétences respectives, les documents d'urbanisme et les chartes de PNR prennent des dispositions favorables à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables et de récupération et à la prise en compte de l'environnement pour les opérations de construction et de réhabilitation	Le règlement ne prévoit aucune disposition contraignante en matière de déploiement des énergies renouvelables afin faciliter l'implantation du photovoltaïque sur les constructions existantes et à venir. Les PLUi ne peuvent imposer l'utilisation de matériaux locaux, recyclés ou peu carbonés, par conséquent ces recommandations ne sont pas prévues dans les OAP ou le règlement.

	Lors de la délimitation des zones d'extension du PLUi, il a été tenu compte des fonctionnalités écologiques et paysagères des espaces, de façon générale en évitant le plus possible l'urbanisation sur des zones potentiellement humides ou des zones écologiques remarquables (Natura 2000, ZNIEFF, arrêtés de protection biotope…). En complément, les OAP sectorielles comprennent toutes une thématique « traitement des espaces extérieurs » qui vise à favoriser des traitements paysagers de qualité. Enfin la délimitation des secteurs d'extension a toujours été réalisée en continuité de l'existant permettant ainsi d'éviter le mitage du territoire et par conséquent favoriser la préservation de grands secteurs non urbanisés.
Règle n°8 : Les documents d'urbanisme prennent des dispositions favorables à l'activité commerciale des centres-villes avant de prévoir toute extension ou création de zone dédiée aux commerces en périphérie, notamment quand les centres font l'objet d'une vacance commerciale structurelle	Afin de favoriser l'implantation de l'activité commerciale dans les centres-villes, l'OAP thématique « Équipement commercial, artisanal et logistique » définit des orientations en matière d'installation des commerces. Ainsi, sont notamment privilégiées les installations de commerces de moins de 400 m² en zone UA, c'est-à-dire dans les centres villes et les centres-bourgs, tandis que les commerces de 400 m² à 1000 m² peuvent s'implanter en périphérie. Ainsi les petits commerces de proximité sont favorisés en cœur de ville et village tandis que les plus grandes surfaces de vente s'implantent en périphérie.
Chapitre thématique 3 : Intermodalité et développement des transports	
Règle n°15 : Les pôles stratégiques recensés dans le SRADDET et dans le schéma directeur régional des pôles d'échanges multimodaux à venir sont identifiés et pris en compte dans les documents de planification	Le SRADDET n'identifie aucune commune du territoire comme pôle stratégique
Règle n°16 Les itinéraires du RRIR sont identifiés et pris en compte dans les documents de planification	Le territoire du PLUi est traversé par la N83, identifiée par le SRADDET comme le réseau routier d'intérêt général. Le PLUi prévoit l'agrandissement de la zone d'activité d'Arbois et de Poligny qui sont toutes les deux situées le long de cette voirie nationale. Le PLUi favorise ainsi le développement de zones d'activités à proximité d'infrastructures routières majeures, assurant ainsi une excellente communication au reste du réseau national et de la visibilité.
Chapitre thématique 4 : Climat – Air – Énergie	
Règle n°17 : Les documents d'urbanisme déterminent, dans la limite de leurs compétences, les moyens de protéger les zones d'expansion de crues naturelles ou artificielles, les secteurs de ruissellement et les pelouses à proximité des boisements.	Le PLUi identifie et protège au titre du L151-23 du Code de l'urbanisme et en zone Naturelle les abords des cours d'eau dans le but de limiter au maximum l'implantation de constructions. Ce point permet de faciliter l'écoulement des eaux grâce à l'entretien des rivières mais également l'expansion du cours d'eau sans risquer d'endommager des constructions. Le PLUi identifie, par ailleurs, au titre de l'article R151-34 1° du Code de l'urbanisme des

	secteurs à protéger en raison de l'existence de risques naturels tels que des inondations ou encore la présence de zones humides. Cette identification permet ainsi de préserver des zones d'expansion des crues afin de limiter le risque d'inondations. Enfin, le règlement du PLUi impose, dans la plupart des zones, le maintien de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménagées qui facilitent l'infiltration des eaux pluviales.
Règle n°18 : Dans la limite de leurs compétences, les documents d'urbanisme s'assurent : **- De la disponibilité de la ressource en eau dans la définition de leurs stratégies de développement en compatibilité avec les territoires voisins ;** **- De la préservation des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable.**	L'état initial de l'environnement dresse un inventaire de la ressource en eau potable, celle-ci est suffisante pour alimenter la projection démographique prévue par le PADD à savoir 458 nouveaux habitants d'ici 2035 (objectif n°3 du PADD). Le PLUi veille à la préservation de la ressource en eau potable également en annexant la servitude AS1 (périmètre des captages).
Règle n°20 : Dans la limite de leurs compétences respectives, les documents d'urbanisme contribuent à la trajectoire régionale de transition énergétique. Ils explicitent leur trajectoire en fixant des objectifs au regard des PCAET existants sur leur périmètre.	Face à l'urgence climatique le PLUi intègre de nombreux enjeux de la transition énergétique : - La densification des espaces urbains existants comme le prévoit l'objectif 5 du PADD. Le règlement graphique classe ainsi en zone urbaine de nombreux espaces déjà urbanisés permettant ainsi un développement dans l'existant et limitant la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ; - Le renforcement de la mixité fonctionnelle puisque le règlement de la plupart de zones permet des destinations et sous-destinations variées comme la zone UA qui permet à la fois du logement mais également du commerce et des activités de service, des équipements publics… - La mobilité durable est encouragée avec notamment l'obligation pour les nouvelles constructions de réaliser du stationnement pour les vélos, mais également dans certaines OAP sectorielles qui prévoient des sentiers pour les mobilités douces ; - Le développement des énergies renouvelables sur les bâtiments existants en autorisant ceux-ci dans l'ensemble des zones et sous réserve du respect des modalités d'insertion paysagère ; - La préservation des zones humides, forêts et espaces naturels qui jouent un rôle de puit de carbone avec un classement en espace boisés classés ou des protections au titre du L151-23 du Code de l'urbanisme.
Règle n°22 : Dans l'objectif de favoriser une alimentation de proximité, les documents d'urbanisme, dans la limite de leurs compétences, prévoient des mesures favorables au maintien et à l'implantation d'une activité agricole sur leurs territoires.	Le rapport de présentation comporte un diagnostic agricole complet permettant au PLUi d'intégrer les enjeux et problématiques propres au territoire. Par ailleurs, le PLUi comprend une zone agricole qui vise la préservation et le maintien de l'activité agricole sur l'ensemble du territoire. Dans le but de préserver les espaces agricoles, le PLUi vise une réduction de la

	consommation foncière de moitié par rapport à la période précédente. Le règlement de la zone agricole veille également à la bonne insertion des constructions afin de garantir une approche paysagère qualitative. Enfin, la sous-destination « exploitation agricole » permet le conditionnement et la commercialisation des produits agricoles.
Chapitre thématique 5 : Biodiversité	
Règle n°23 : Les documents d'urbanisme déclinent localement la trame verte et bleue en respectant la nomenclature définie par les SRCE (respect des sous trames, de leur individualisation et de leur terminologie). La traduction de cet exercice apparaît dans toutes les pièces constitutives du document : rapport de présentation, PADD, DOO, OAP, règlement.	Le rapport de présentation présente la trame verte et bleue du SRCE de Franche-Comté, désormais annexé au SRADDET. Le PADD fixe quant à lui de nombreux objectifs de préservation et de renforcement de la trame verte et bleue tels que « Renforcer la prise en compte de la trame verte et bleue », « Maintenir, voire reconstituer les corridors écologiques/réservoirs de biodiversité et limiter les points de rupture », « Protéger les trames vertes urbaines structurantes et secondaires » … Le Règlement, en cohérence avec le PADD, utilise plusieurs outils afin de préserver les trames vertes et bleues tels que : - Une zone N qui permet la préservation des principaux espaces naturels et forestiers ; - Une zone A et un sous-secteur Anc qui permettent la préservation des espaces agricoles ; - Des espaces boisés classés, qui imposent le maintien de la vocation forestière des secteurs identifiés ; - Des éléments identifiés et protégés au titre du L151-23 du Code de l'urbanisme tels que des haies, les abords des cours d'eau, des mares… - Une réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers de moitié par rapport à la période précédente. Enfin, les OAP sectorielles comprennent de nombreuses dispositions qui permettent le renforcement de la trame verte et bleue tels que : - Un renforcement et un maintien de la trame végétale ; - Des ripisylves à maintenir ; - Des trames végétales à créer ; - Des espaces végétalisés à conforter ; - Des arbres remarquables à maintenir. Par ailleurs la délimitation des secteurs d'extension a veillé à ne pas entraver de corridors écologiques ou de s'implanter sur des réservoirs de biodiversité ou encore des zones humides potentielles. Enfin les secteurs d'extension se situent presque tous en continuité directe avec l'existant afin d'éviter le mitage du territoire.

Règle n°24 : Les documents dans la limite de leurs compétences : **- Explicitent et assurent les modalités de préservation des continuités écologiques en bon état ;** **- Identifient les zones de dysfonctionnement des continuités écologiques : discontinuités écologiques ou obstacle, faible perméabilité des milieux, fonctionnalité écologique dégradée… ;** **- Explicitent et assurent les modalités de remise en bon état des continuités écologiques dégradées.** **En cas d'opérations d'aménagement ultérieures sur le territoire, les compensation écologiques éventuellement issues de l'application de la séquence Éviter-Réduire-Compenser (ERC) sont orientées prioritairement vers les zones dégradées identifiées**	Le rapport de présentation présente la trame verte et bleue du SRCE de Franche-Comté, désormais annexé au SRADDET. Il présente notamment les espaces fragmentant les continuités écologiques tels que les routes, les barrages, les obstacles… Afin de favoriser la remise en bon état des continuités écologiques, le PLUi prévoit des emplacements réservés afin de permettre par exemple le reméandrage d'un cours d'eau ou encore la création d'un espace dédié à la biodiversité. Le règlement des zones A et N prévoient des dispositions afin de s'assurer du passage de la petite faune et donc permettre la perméabilité des milieux naturels.
Règle n°25 : Les documents d'urbanisme et les chartes de PNR, dans la limite de leurs compétences, traitent la question des pollutions lumineuses dans le cadre de la trame noire.	Le rapport de présentation comprend une partie traitant de la pollution lumineuse. Afin de limiter l'émission de nouvelles sources lumineuses dans les espaces naturels ou agricoles, le PLUi veille à prévoir une urbanisation en continuité de l'existant. Ainsi, aucune source de pollution nouvelle ne vient miter le territoire, à l'exception de quelques STECAL.
Règles n°26 : Les documents d'urbanisme identifient, dans la limite de leurs compétences, les zones humides en vue de les préserver. Ils inscrivent la préservation de ces zones dans la séquence Éviter-Réduire-Compenser.	Le PLUi a veillé à délimiter ses secteurs de développement en dehors des zones humides potentielles identifiées dans la cartographie nationale des milieux humides de 2023. Cependant, Arbois et Poligny se sont développées historiquement sur des zones humides. Ainsi, dans ces deux communes, les zones d'activités se situent sur des zones humides de probabilité assez forte (20 à 50 %) à forte (50 à 75 %). Les secteurs d'extension permettant le développement de ces zones d'activités se trouvent donc sur des zones humides potentielles. Afin de limiter l'impact sur ces zones humides, le règlement du PLUi prévoit que l'emprise au sol des constructions est limitée à 40 % de l'unité foncière et que les espaces de pleine terre doivent occuper une superficie minimale de 10 % de l'unité foncière. Par ailleurs, pour limiter l'impact sur ces zones humides, le PLUi comporte une OAP Trame verte et bleue, qui prévoit notamment que le porteur de projet n'impacte pas les zones humides.
Chapitre thématique 6 : Déchets et économie circulaire	
Règle n°28 : Les documents de planification s'attachent, dans la limite de leurs compétences, à la prise en compte de la gestion des déchets dans la définition de leurs projets de territoire et stratégies de développement.	Le PLUi a veillé à prévoir une urbanisation en continuité de l'existant afin de faciliter la collecte des déchets. Les voiries anticipées sur les secteurs d'extension sont proportionnées aux véhicules de ramassage des déchets. Dans les secteurs d'extension, le PLUi impose que les bacs de collecte individuels soient groupés afin de faciliter la collecte.

7.3. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE 2022-2027 (SDAGE)

Le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée a été adopté le 18 mars 2022.

Note : Les mesures non renseignées sont celles pour lesquelles la retranscription au sein du PLUi n'est pas possible.

Orientations	Compatibilité dans le PLUi
S'adapter aux effets du changement climatique	
Disposition 0-01 : Agir plus vite et plus fort face au changement climatique	Le SDAGE identifie différents niveaux d'enjeu pour le bassin dans lequel est situé le PLUi : - bilan hydrique des sols : nécessite des actions fortes d'adaptation au changement climatique ; - disponibilité en eau : nécessite des actions génériques d'adaptation au changement climatique ; - biodiversité : nécessite des actions fortes d'adaptation au changement climatique ; - niveau trophiques des eaux : nécessite des actions fortes d'adaptation au changement climatique ;
Disposition 0-02 : Développer la prospective pour anticiper le changement climatique	Au travers de son état initial de l'environnement, le PLUi identifie les principaux enjeux sur le territoire, notamment en matière de biodiversité, de corridors écologiques, de ressource en eau, de forêts… Le PADD permet quant à lui une démarche prospective sur un horizon de 15 ans. Afin de s'adapter au changement climatique, le PADD traite de thématiques diverses telles que les corridors écologiques, la préservation de la trame verte et bleue, la réduction de l'artificialisation...
Disposition 0-03 : Éclairer la décision sur le recours aux aménagements nouveaux et infrastructures pour s'adapter au changement climatique	Les projets réalisés dans le cadre du PLUi ont été réfléchis de manière collaborative et s'inscrivent dans une concertation à l'échelle de l'ensemble des communes de l'EPCI. Le développement économique a par exemple été priorisé sur les principaux pôles urbains du territoire, à proximité des grands axes de transports et des lieux d'habitation. Le dimensionnement des ouvrages ou des aménagements a d'abord été établi au regard des capacités en densification, en mutation, en division... avant de commencer à réfléchir à la consommation de nouvelles terres agricoles naturelles ou forestières. Il a donc été privilégié en premier lieu des solutions ayant l'impact le plus réduit possible sur l'environnement. Afin de s'adapter au changement climatique, les nouveaux secteurs d'urbanisation ont pris en compte les espaces de bon fonctionnement des milieux, ont veillé à limiter

	l'impact sur les réservoirs de biodiversité, prévoient des disposition afin de faciliter l'infiltration des eaux pluviales, comptent une part de surfaces non imperméabilisées... Enfin, afin de limiter l'émission de gaz à effet de serre, le PLUi a mis en place plusieurs dispositifs tels que prévoir l'urbanisation des secteurs économiques et de services à proximité des lieux de vie, développer les mobilités douces, favoriser la densification et la réutilisation des friches, logements vacants ou espaces en densification...
Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	
Disposition 1-02 : Développer les analyses prospectives dans les documents de planification	Au travers de son état initial de l'environnement, le PLUi identifie les principaux enjeux sur le territoire, notamment en matière de biodiversité, de corridors écologiques, de ressource en eau, de forêts… Le PADD permet quant à lui une démarche prospective sur un horizon de 15 ans. Afin de s'adapter au changement climatique le PADD traite de thématiques diverses telles que les corridors écologiques, la préservation de la trame verte et bleue, la réduction de l'artificialisation...
Disposition 1-04 : Inscrire le principe de prévention dans la conception des projets et les outils de planification locale	Le PLUi inscrit de nombreux principes de la prévention tels que : - la préservation des abords des cours d'eau ; - les périmètres des captages sont protégés grâce à une servitude ainsi que des classements en zone naturelle ou agricole ; - la préservation des zones humides en limitant les extensions à l'urbanisation sur ces secteurs ; - rappeler l'obligation de réaliser un assainissement pour les nouvelles constructions.
Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques	
Disposition 2-01 : Mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser »	L'évaluation environnementale du PLUi précise en détail la mise en place de la démarche "éviter réduire compenser". Celle-ci se traduit de façon générale dans le PLUi par une priorisation de la mobilisation des espaces existants en densification mais également des friches et des locaux vacants, avant de réfléchir à une potentielle extension de l'enveloppe urbaine. L'ensemble des projets a été étudié au regard des besoins socio-économiques tels que le besoin en logement qui est issu du scénario démographique ou encore les besoins fonciers économiques issus des demandes des porteurs de projets.
Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau	
Retranscription règlementaire impossible	
Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux	
Disposition 4-12 : Intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire et de développement économique	Le PLUi intègre de nombreux objectifs visant à ne pas dégrader les milieux aquatiques tels qu'une protection des mares, zones humides, cours d'eau et de leurs abords au titre

	du L151-23 du Code de l'urbanisme. Mais également une réduction de moitié de la consommation d'espaces par rapport à la période précédente qui permet une protection des zones naturelles et donc des milieux aquatiques qui y sont associés. Le règlement du PLUi impose le raccordement au réseau public d'assainissement lorsqu'il existe et interdit l'évacuation des eaux usées dans le milieu naturel ce qui permet d'empêcher ou réduire très fortement la pollution de l'eau dans le milieu naturel. La sobriété de l'usage en eau est favorisée par certaines disposition du règlement qui prévoient une possible utilisation des eaux pluviales collectées sur l'unité foncière. L'imperméabilisation est limitée grâce à une réduction de la consommation des sols par rapport à la période précédente, mais également des taux de surface de pleine terre, la réalisation de stationnement perméable...
Lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé	
Disposition 5A-01 : Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux	Le PADD du PLUi anticipe une croissance légère de 0,12% sur les prochaines années, soit 458 habitants supplémentaires (objectif n°3 du PADD). Cette hausse démographique correspond à un retour à la démographie visible en 2012, les infrastructures existantes sont donc parfaitement adaptées pour absorber ces évolutions démographiques. Afin de s'assurer de la non-dégradation des masses d'eau, le règlement du PLUi prévoit notamment des obligations de raccordement au réseau public d'assainissement lorsque celui-ci existe. Les eaux pluviales quant à elle doivent être infiltrées, régulées ou traitées-dont possiblement à la parcelle dans les zones urbaines.
Disposition 5A-04 : Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées	En cohérence avec la loi Climat et Résilience, le PLUi prévoit la réduction de la consommation d'espaces par rapport à la période précédente. Le PLUi favorise également en priorité la remobilisation des dents creuses, des friches et des logements vacants. Enfin le règlement du PLUi comprend, pour la plupart des zones, des obligations de maintenir une surface de pleine terre mais également de veiller à la perméabilité des aires de stationnement lorsque celles-ci sont non-couvertes. Les OAP sectorielles prévoient également des dispositions afin de limiter le ruissellement telles que des obligations en termes de réalisation de haies végétalisées.
Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	
Disposition 5B-01 : Anticiper pour assurer la non-dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation	Le PADD du PLUi anticipe une croissance extrêmement légère de 0,12% sur les prochaines années, soit 458 habitants supplémentaires (objectif n°3 du PADD). Compte tenu du fait que cette hausse anticipée n'est qu'un retour à la démographie visible en 2012, il est à prévoir que cette inversion n'aura pas de conséquence néfaste sur l'état des eaux trophiques. L'état initial de l'environnement dresse un inventaire de la ressource en eau et l'évaluation environnementale s'assure de la compatibilité avec ces objectifs.

Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses	
Retranscription règlementaire impossible	
Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles	
Disposition 5D-02 : Favoriser l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement en mobilisant les acteurs et outils financiers	Le PLUi identifie et protège les alignements de haies et d'arbres participant ainsi à réduire le transfert des polluant dans les milieux naturels.
Évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine	
5E-01 : Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable	Afin de ne pas impacter la ressource en eau potable, les secteurs d'urbanisation nouvelle se situent en continuité de espaces urbanisés, afin notamment d'éviter des contaminations accidentelles. De plus, la majorité du territoire intercommunal est classé en zone agricole ou naturelle permettant ainsi d'éviter l'implantation d'infrastructures et de bâtiments pouvant venir dégrader la ressource en eau. Le PLUi comprend en annexe la liste des captages faisant l'objet d'une protection permettant ainsi d'informer les porteurs de projets des obligations qui s'imposent à eux.
5E-02 : Délimiter les aires d'alimentation des captages d'eau potable prioritaires, pollués par les nitrates ou les pesticides, et restaurer leur qualité	Le SDAGE n'identifie aucun captage prioritaire sur la Communauté de communes Arbois-Poligny-Salins.
5E-03 : Renforcer les actions préventives de protection des captages d'eau potable	Afin de limiter les risques de pollution ponctuelle ou diffuse, l'urbanisation est principalement centrée autour des centres-villes et centres-bourgs, ce qui limite la multiplication de nouvelles sources de pollution potentielles. Ainsi les potentielles sources de contamination se limitent aux parties déjà urbanisées et à leurs extensions. Enfin la majorité de la Communauté de communes est classée en zone agricole ou naturelle afin de ne pas porter atteinte à la ressource en eau.
5E-08 : Réduire l'exposition des populations aux pollutions	Le règlement du PLUi impose le raccordement, lorsque celui-ci existe, au réseau public d'assainissement afin notamment de réduire les émissions de polluant.
Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides	
6A-00 : Préserver et restaurer les milieux aquatiques et humides avec une approche intégrée, en ciblant les solutions les plus efficaces	Le PLUi identifie et protège au titre de l'article L151-23 les cours d'eau et mares du territoire. Ainsi, le fonctionnement hydromorphologique de ces derniers est préservé. De plus, cette protection s'étend dans un rayon de 10 mètres diminuant les risques de contamination issus d'un bâtiment situé à proximité.
6A-02 : Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques	Le PLUi préserve les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques identifiant les mares et les abords des cours d'eau au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme. Par ailleurs, une OAP Trame verte et bleue vise à préserver les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques. Le classement d'une très grande partie de la Communauté de communes en zonage agricole ou naturel permet de maintenir une

	grande perméabilité des milieux et donc les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques.
6A-03 : Préserver les réservoirs biologiques et renforcer leur rôle à l'échelle des bassins versants	En classant en zone Naturelle et Agricole la majorité des sols intercommunaux, le PLUi veille à préserver la plupart des réservoirs biologiques et leur influence. Par ailleurs, un classement au titre du L151-23 du Code de l'urbanisme sur les abords des cours d'eau et les mares permet d'assurer la préservation de ces réservoirs biologiques. Enfin, une OAP Trame vert et bleue vise à préserver la qualité et l'influence des réservoirs biologiques.
6A-04 : Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves	Les rives des cours d'eau de la Communauté de communes sont préservées sur un rayon de 10 mètres au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme.
Préserver, restaurer et gérer les zones humides	
6B-02 : Mobiliser les documents de planification, les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides	Afin de préserver les zones potentiellement humides, le PLUi a veillé à ce que la majorité des secteurs d'extension se situent en dehors de la cartographie nationale des milieux humides. Les quelques secteurs situés sur des zones humides potentielles le sont du fait de la nécessité de veiller à une urbanisation en continu de l'existant (développement des zones d'activités, présence de réseaux, proximité des lieux d'habitation...). De plus, les probabilités de zones humides sont plus la plupart inférieures à 50%.
Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau	
Retranscription règlementaire impossible	
Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	
7-05 : Rendre compatibles les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource	Le PADD du PLUi anticipe une croissance annuelle de 0,12%, soit 458 nouveau habitants en 15 ans (objectif n°3 du PADD). Cette croissance correspond à un retour à la démographie de 2012, époque pour laquelle la disponibilité de la ressource en eau était suffisante. Par ailleurs, afin de vérifier la qualité et la quantité de la ressource en eau, le PLUi dresse un inventaire des captages. Afin d'économiser la ressource en eau, le PLUi impose l'utilisation, la régulation, l'infiltration des eaux pluviales – si possible à la parcelle.
7-06 : Mieux connaître et encadrer les prélèvements à usage domestique	Afin de réduire au maximum le risque de pollution vers les nappes, le règlement impose le raccordement, lorsque cela est possible, au réseau public d'eau potable.
Augmentation la sécurité des populations exposées aux inondations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	
8-01 : Préserver les champs d'expansion des crues	Afin de préserver les champs d'expansion des crues, le PLUi protège au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme les abords des cours d'eau. Par ailleurs, aucun secteur

	d'extension de l'urbanisation ne se situe à proximité de ces cours d'eau, permettant ainsi le maintien des champs d'expansion des crues en zone agricole ou naturelle.
8-03 : Éviter les remblais en zones inondables	Le présent document ne prévoit aucun remblai en zone inondable.
8-04 : Limiter la création et la rehausse des ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants	Le présent document ne prévoit aucun nouveau système d'endiguement.
8-05 : Limiter le ruissellement à la source	Afin de limiter le ruissellement, le PLUi impose l'infiltration, la régulation ou le traitement des eaux pluviales sur l'unité foncière où elles sont collectées. Par ailleurs, la plupart des zones comportent des espaces de pleine terre ce qui favorise l'infiltration des eaux pluviales et limite le ruissellement. Le règlement veille également à la préservation des boisements, des haies, des alignements d'arbres... ce qui participe au ralentissement du ruissellement.

7.4. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU HAUT-DOUBS / HAUTE-LOUE (SAGE)

Le SAGE du Haut-Doubs / Haute-Loue a été adopté en Mai 2013.

Note : Les mesures non renseignées sont celles pour lesquelles la retranscription au sein du PLUi n'est pas possible.

Objectif du SAGE	Compatibilité dans le PLUi
Objectif général A : Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux naturels liés à l'eau	
A1.3 Protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme	Afin de protéger les zones humides, le PLUi a veillé à limiter au maximum la présence de secteurs d'extension sur les zones potentiellement humides. Une OAP Trame verte et bleue vient également fixer des règles en matière de préservation des zones humides.
A2.3 Protéger et gérer la zone humide de Lemuy, en mobilisant les outils existants	Le PLUi ne comprend aucun secteur d'extension sur la zone humide de Lemuy. Le secteur est intégralement classé en A ou en N. Par ailleurs, l'OAP Trame verte et bleue permettra une préservation renforcée.
Objectif général B : Asurer l'équilibre quantitatif de la ressource en eau, e tenant compte des besoins du milieu	
B2.2 Assurer une cohérence entre ressource et aménagement du territoire	Afin d'assurer une cohérence entre la ressource disponible et l'aménagement du territoire, le rapport de présentation, dans le cadre de l'état initial de l'environnement, dresse un état des lieux de la ressource qualitative et quantitative en eau. Le PADD fixe ensuite une trajectoire démographique cohérente avec la ressource en eau, soit une très légère hausse de la population qui correspond à un retour à la démographie visible en 2012. Cette très légère hausse de la démographie n'entrainera pas de besoin en eau excessif. Ainsi au travers de son projet, le PLUi veille à l'adéquation entre la demande et l'offre.

B3.4 Encourager les économies d'eau domestique	Le règlement du PLUi incite au stockage des eaux pluviales ou un traitement de celles-ci sur l'unité foncière. Cette règle permet d'inciter à la récupération de l'eau de pluie pour les usages extérieurs.
B6.2 Recenser et protéger les sources existantes (abandonnées ou non exploitées)	Le PLUi comporte en annexe la liste des captages faisant l'objet d'une servitude de protection.
Objectif général C : Préserver et reconquérir une qualité d'eau compatible avec les besoins d'un milieu exigeant	
C1.6 Réduire le risque de mauvais branchements	Le règlement du PLUi rappelle la nécessité de respecter la conformité en termes de raccordement au réseau d'assainissement ou, lorsqu'il n'est pas existant, en termes d'installation individuelle.
C6.2 Inventorier les décharges sauvages éventuellement non recensées	Le PLUi dresse un inventaire des décharges, déchetteries et sites pollués afin notamment de veiller à ne pas mettre en danger les populations et de prévoir des utilisations du sol cohérentes avec les risques qui y sont liés
C6.3 Réhabiliter les sites pollués les plus impactants	Le PLUi ne comporte aucun site identifié comme prioritaire.
C8.1 Protéger les zones sensibles aux transferts de pollution : dolines	Le PLUi a veillé à classer en zone naturelle les secteurs sensibles tels que les dolines. Par exemple le sentier karstique de Malrochers à Besain est intégralement classé en zone naturelle.
Objectif général D : Assurer la qualité de l'eau utilisée pour la production d'eau potable	
D.1.1 Achever la mise en œuvre de la protection règlementaire	Le PLUi comprend en annexe la liste des captages bénéficiant d'une protection au titre de la servitude AS1.
Objectif général E : Faciliter la mise en œuvre du SAGE	
Retranscription règlementaire impossible	
Objectif général F : Accompagner le développement des sports de loisirs liés à l'eau dans le respect du milieu	
Retranscription règlementaire impossible	

7.5. COMPATIBILITE AVEC LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE 2022-2027 (PGRI)

Le PGRI du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 a été adopté en Mars 2022.

Note : Les mesures non renseignées sont celles pour lesquelles la retranscription au sein du PLUi n'est pas possible.

Objectif du PGRI	Compatibilité dans le PLU
Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation	
D.1-1 Mieux connaître les enjeux d'un territoire pour pouvoir agir sur l'ensemble des composantes de la vulnérabilité	L'état initial de l'environnement dresse un inventaire des risques liés aux inondations et remontées de nappes.

D.1-3 Ne pas aggraver la vulnérabilité en orientant le développement urbain en dehors des zones à risque	Afin de ne pas aggraver la vulnérabilité, le développement urbain sur la Communauté de commune se situe en dehors de secteurs inondables. Par ailleurs, les abords des cours d'eau sont protégés au titre du L151-23 du Code de l'urbanisme afin de limiter la construction de bâtiments à proximité et ce, y compris, dans les zones naturelles et agricoles.
D.1-4 Valoriser les zones inondables et les espaces littoraux naturels	Le PLUi permet la mise en valeur des zones exposées aux risques en autorisant dans la zone N une partie de constructions à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics et notamment les équipements sportifs. Le PLUi comprend également un sous-secteur STECAL Nt qui permet l'aménagement raisonné de certains secteurs naturels avec des sous-destinations telles que restauration, activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, hôtels...
D.1-5 Renforcer la prise en compte du risque dans les projets d'aménagement	Le PLUi ne comprend pas d'opération d'Intérêt National, d'opération ANRU ou d'écoquartiers.
Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	
D.2-1 Préserver les champs d'expansion des crues	Le PLUi identifie et protège au titre du L151-23 du Code de l'urbanisme les abords des cours d'eau et par conséquent les zones d'expansion des crues.
D.2-4 Limiter le ruissellement à la source	Afin de limiter le ruissellement à la source, le PLUi prévoit le stockage et l'infiltration des eaux pluviales sur l'unité foncière et donne priorité au rejet dans les réseaux. Par ailleurs, la plupart des zones doivent respecter des surfaces minimales de pleine terre afin notamment de favoriser l'infiltration dans les sols. Enfin, les aires de stationnement devront être perméables, lorsqu'elles sont non-couvertes.
D.2-5 Favoriser la rétention dynamique des écoulements	Le PLUi identifie et protège les boisements, les alignements d'arbres et les haies au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme, ce qui participe au ralentissement des écoulements.
D.2-8 Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux	Le PLUi identifie et protège les abords des cours d'eau et donc la ripisylve au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme.
D.2-12 Limiter la création et la rehausse des ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants	Le PLUi ne comprend pas de création ou de rehausse des ouvrages de protection aux secteurs à risque fort.
Améliorer la résilience des territoires exposés	
Retranscription règlementaire impossible	
Organiser les acteurs et les compétences	
D.4-2 Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de gestion des risques d'inondation	Le PLUi ne prévoit aucun secteur d'extension dans des zones concernées par un risque d'inondation. Afin de continuer à limiter le risque d'inondation, le PLUi comprend également de nombreuses dispositions telles que l'obligation de surfaces de pleine terre, la préservation des haies, boisements et linéaire, du stationnement perméable...
Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation	
Retranscription règlementaire impossible	

7.6. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA DEPARTEMENTAL DES CARRIERES DU JURA

Le Schéma Départemental des Carrières du Jura a été adopté le 11 juillet 1994.

Compatibilité dans le PLUi	
Orientation prioritaires	
5.1. Définition d'une politique d'extraction des granulats	
5.1.1 Utilisation rationnelle des granulats alluvionnaires en technique routière et VRD	Retranscription règlementaire impossible
5.1.2 Substitution dans la fabrication des bétons	Retranscription règlementaire impossible
5.1.3 Définition d'une politique de régulation des flux de granulats	Retranscription règlementaire impossible
5.1.4 Suivi des orientations et objectifs définis	Retranscription règlementaire impossible
5.2. Conditions d'implantation de nouvelles carrières	
5.2.1 Règles générales	Le PLUi identifie les carrières existantes ainsi que leurs éventuels secteurs d'extension au titre du R151-34 2° du Code de l'urbanisme. Cela permet notamment de limiter la multiplication des sites d'extraction du territoire et de favoriser l'agrandissement de ceux existants.
5.2.2 Carrières en alluvions	Retranscription règlementaire impossible
5.2.3 Carrières en roches massives calcaires	Les secteurs délimités pour l'implantation des carrières au titre du R151-34 2° du PLUi se situent dans des zones à faibles enjeux environnementaux et humains.
5.3. Possibilités de recyclage des matériaux	
5.3.1 Les déblais de terrains naturels	Retranscription règlementaire impossible
5.3.2 Les matériaux de démolition et déchets de construction	Retranscription règlementaire impossible
5.3.3 Les matériaux des chaussées	Retranscription règlementaire impossible
5.3.4 Les mâchefers	Retranscription règlementaire impossible
5.3.5 Les sables de fonderie	Retranscription règlementaire impossible

7.7. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ÉCOLOGIQUE DU JURA

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique du Jura a été adopté le 2 décembre 2015.

Le SRCE étant désormais annexé au SRADDET, sa compatibilité est traitée dans la partie « Compatibilité avec les règles générales du fascicule du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de Bourgogne-Franche-Comté ».

7.8. PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DU SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET) DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Le SRADDET Bourgogne-Franche-Comté a été approuvé le 18 décembre 2024.

Prise en compte dans le PLU	
Axe 1 : Accompagner les transitions	
Orientation 1 : Travailler à une structuration robuste du territoire avec des outils adaptés	Afin de tendre vers un objectif de zéro artificialisation nette, le PLUi vise une réduction de moitié de la consommation d'espaces par rapport à la période précédente.
Orientation 2 : Préparer l'avenir en privilégiant la sobriété et l'économie des ressources	Le PLUi développe une stratégie d'économie des ressources en privilégiant la remobilisation des biens vacants et la densification des espaces existants. Afin de préserver la qualité des eaux, le PLUi protège les zones humides, les abords des cours d'eau et fixe les modalités de réalisation des installations d'assainissement. En matière d'économie d'eau, le règlement incite au stockage des eaux pluviales ou encore à une infiltration sur la parcelle ce qui limite le ruissellement et l'évacuation dans les cours d'eau. Enfin, le PLUi vise l'atteinte d'un parc de bâtiments performants énergétiquement et responsables en matière environnementale en laissant aux porteurs de projet une liberté suffisante à la réalisation de bâtiments aux formes, matériaux et usages divers.
Orientation 3 : Redessiner les modèles existants avec et pour les citoyens	Afin d'accompagner les mutations nécessaires au changement climatique, le PLUi veille à exclure de l'urbanisation les secteurs les plus concernés par une accentuation des risques liés au changement climatique (inondation, glissement de terrains…). Le PLUi veille également à la préservation des espaces de respiration au cœur de la trame bâtie des communes ainsi qu'à sa végétalisation afin de conserver des températures raisonnables en ville et lutter contre l'accentuation des ilots de chaleur urbains. Afin de réduire l'empreinte énergétique des mobilités, le PLUi oriente une part importante de son développement en densification assurant ainsi une proximité entre les lieux de vie, les services ainsi que les activités. Dans le but de poursuivre la transition énergétique, le PLUi laisse un large choix quant au développement des énergies renouvelables, à la fois sur les bâtiments existants mais également, sous réserve des autres législations, dans la plupart des zones naturelles ou agricoles. Le numérique est également pris en compte avec une obligation de raccordement au très haut débit, lorsque celui-

	ci existe, ou au moins la mise en place des fourreaux pour permettre un raccordement ultérieur. Enfin, le PLUi renouvelle le modèle d'urbanisation local en densifiant les milieux résidentiels existants, en consolidant les pôles économiques d'Arbois, Poligny et Salins-les-Bains qui comprennent à eux seuls la majorité des surfaces d'extensions. Enfin le PLUi tends vers la multifonctionnalité des milieux de vie en autorisant une grande diversité de destinations dans les cœurs de bourg et centres-villes.
Orientation 4 : Conforter le capital de santé environnementale	Afin de préserver la biodiversité du territoire, le PLUi identifie et préserve la majorité des sols en zone naturelle ou agricole, protège les cours d'eau et leurs abords, les zones humides et comporte une OAP Trame verte et bleue assurant la protection des corridors écologiques et réservoirs de biodiversité. L'enjeu sanitaire lié à la qualité de l'air est traité en favorisant l'essor de modes de déplacements doux au travers des nouveaux secteurs d'aménagement mais également en prévoyant une partie du développement en densification favorisant proximité des lieux de vie et lieux d'activités, ce qui limite l'usage de moyens de déplacements motorisés.
Axe 2 : Organiser la réciprocité pour faire de la diversité des territoires une force pour la région	
Orientation 5 : Garantir un socle commun de services aux citoyens sur les territoires	Afin de favoriser un accès équitable aux services et équipements de base, le PLUi prévoit le développement de ceux-ci dans plusieurs communes et notamment les principales polarités telles qu'Arbois, Poligny et Salins-les-Bains, lesquelles se répartissent équitablement sur le territoire. Le déploiement des infrastructures numériques est favorisé puisque le règlement des zones naturelles et agricoles autorise l'installation des locaux techniques [...] des administrations publiques et assimilés permettant par exemple l'installation d'antennes relais. Par ailleurs, les nouvelles constructions doivent se raccorder au très haut débit lorsqu'il existe ou prévoir un fourreau permettant le raccordement futur. L'évolution de la mobilité est assurée grâce à de nombreux emplacements réservés qui permettent l'amélioration du réseau routier existant. Par ailleurs, les nouveaux secteurs de développement comprennent des dispositions permettant le développement des mobilités douces. Enfin, le PLUi veille à redynamiser les centres-bourgs en prévoyant au travers d'une OAP thématique qu'une part des activités commerciales et d'artisanat s'installent en cœur de bourgs mais également en prévoyant une partie du développement en densification et notamment en cœur de bourgs et dans les centres-villes.
Orientation 6 : Faire fonctionner les différences par la coopération et les complémentarités	Le PLUi définit sa stratégie de développement grâce à son PADD et son armature territoriale. Le développement des zones d'activités est ainsi principalement concentré sur les communes d'Arbois, Poligny et Salins-les-Bains. Les communes les plus rurales sont mises en valeur par la préservation de leurs qualités paysagères, notamment grâce à un classement en zone naturelle ou au titre de l'article L151-19 du Code de l'urbanisme. Cette valorisation est également renforcée par la protection des espaces agricoles, en particulier ceux bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée dont la renommée contribue à la valorisation du territoire.
Axe 3 : Construire des alliances et s'ouvrir sur l'extérieur	

Orientation 7 : Dynamiser les réseaux, les réciprocités et le rayonnement régional	Le PLUi ne se situe pas à une interface du territoire régional.
Orientation 8 : Optimiser les connexions nationales et internationales	Au travers de nombreux emplacements réservés destinés aux infrastructures de transport, le PLUi favorise l'amélioration du réseau routier local et la consolidation de son raccordement aux réseaux de transports régionaux. Grâce à l'OAP Trame verte et bleue, au classement en zone naturelle et agricole d'une part importante du territoire et à l'identification au titre du L151-23 du Code de l'urbanisme d'un certain nombre d'éléments, le PLUi favorise la préservation des continuités écologique et ce jusqu'aux franges du territoire.

8. INDICATEUR POUR LA MISE EN APPLICATION DU PLUI

8.1. 1. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

8.1.1 *A. DENSIFICATION ET DEVELOPPEMENT URBAIN MAITRISE*

- **Indicateur 1** : Taux de densification urbaine (évolution de la surface urbanisée par rapport à la surface totale du territoire).
- **Indicateur 2** : Nombre de nouveaux logements créés dans les zones urbaines définies.
- **Indicateur 3** : Surface de terrain urbanisée par habitant (évolution).
- **Indicateur 4** : Taux de reconversion ou de réhabilitation de friches industrielles ou de bâtiments vacants.

8.1.2 *B. RESPECT DES ORIENTATIONS DU PLU POUR LES ZONES AGRICOLES ET NATURELLES*

- **Indicateur 1** : Surface de terres agricoles et naturelles protégées dans le PLUi par rapport à la surface totale du territoire.
- **Indicateur 2** : Nombre de zones agricoles ou naturelles maintenues dans leur vocation originelle.

8.2. 2. MOBILITE ET ACCESSIBILITE

8.2.1 *A. ACCESSIBILITE DES TRANSPORTS PUBLICS ET DE LA MOBILITE DOUCE*

- **Indicateur 1** : Proportion de la population ayant accès à un transport en commun dans un rayon de 500 mètres de leur domicile.
- **Indicateur 2** : Taux de couverture du territoire par les réseaux de transports en commun.
- **Indicateur 3** : Kilomètres de pistes cyclables créés ou sécurisées depuis la mise en œuvre du PLUi.
- **Indicateur 4** : Nombre de projets d'aménagement pour les mobilités douces (zones piétonnes, trottoirs, etc.).

8.3. 3. QUALITE DE VIE ET CADRE DE VIE

8.3.1 *A. ESPACES PUBLICS ET QUALITE ENVIRONNEMENTALE*

- **Indicateur 1** : Surface d'espaces verts par habitant dans les zones urbaines.
- **Indicateur 2** : Nombre de projets d'aménagement paysager réalisés (parcs, jardins publics, etc.).

- **Indicateur 3** : Taux de satisfaction des habitants concernant l'aménagement des espaces publics (enquête ou sondage).

8.3.2 *B. QUALITE DE L'AIR ET GESTION DES NUISANCES*

- **Indicateur 1** : Évolution de la qualité de l'air dans la zone intercommunale.
- **Indicateur 2** : Nombre de projets pour la réduction des nuisances sonores et visuelles dans les zones urbaines.

8.4. 4. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

8.4.1 *A. ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE*

- **Indicateur 1** : Nombre de nouveaux commerces et entreprises créés dans les zones urbaines.
- **Indicateur 2** : Taux d'occupation des zones d'activités économiques prévues par le PLUi.
- **Indicateur 3** : Évolution du taux de chômage local.

8.4.2 *B. ZONAGE COMMERCIAL ET INDUSTRIE*

- **Indicateur 1** : Surface de zones commerciales et industrielles développées en harmonie avec le PLU.
- **Indicateur 2** : Nombre d'entreprises ayant bénéficié d'incitations ou de projets d'urbanisme favorisant l'activité économique.

8.5. 5. HABITAT ET LOGEMENT

8.5.1 *A. CREATION DE LOGEMENTS ET DIVERSITES D'HABITAT*

- **Indicateur 1** : Nombre de logements sociaux créés.
- **Indicateur 2** : Taux de mixité sociale (proportion de logements sociaux par rapport au total des logements).
- **Indicateur 3** : Nombre de logements créés dans des zones mixtes (logements, commerces, espaces publics).

8.5.2 *B. ACCES AU LOGEMENT POUR TOUS*

- **Indicateur 1** : Taux de logements vacants ou abandonnés.
- **Indicateur 2** : Nombre de projets d'accompagnement pour le logement (aide à la réhabilitation, financement, etc.).

8.6. 6. ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

8.6.1 *A. TRANSITION ENERGETIQUE ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES*

- **Indicateur 1** : Nombre de bâtiments réhabilités avec des critères de performance énergétique (RT2012, RT2020).
- **Indicateur 2** : Surface de terrain dédiée à des projets de production d'énergies renouvelables (solaire, éolien, etc.).
- **Indicateur 3** : Quantité de déchets recyclés par habitant ou taux de recyclage global du territoire.

8.6.2 *B. PROTECTION DE LA BIODIVERSITE*

- **Indicateur 1** : Nombre d'espèces protégées ou de sites naturels préservés dans le cadre du PLUi.
- **Indicateur 2** : Projets réalisés pour la protection des zones humides et des corridors écologiques.

8.7. 7. GOUVERNANCE ET CONCERTATION

8.7.1 *A. INCLUSION DES HABITANTS ET PARTIES PRENANTES DANS LE PROCESSUS*

- **Indicateur 1** : Nombre de réunions publiques ou de consultations organisées sur le PLUi.
- **Indicateur 2** : Taux de participation des habitants et des acteurs locaux (associations, entreprises) dans les consultations publiques.

8.7.2 *B. TRANSPARENCE ET SUIVI DU PLUI*

- **Indicateur 1** : Nombre d'actions suivies et mises à jour sur la plateforme de suivi du PLUi.
- **Indicateur 2** : Nombre d'indicateurs suivis annuellement dans les bilans publics.

8.8. 8. IMPACT SOCIAL

8.8.1 *A. REDUCTION DES INEGALITES SOCIALES ET TERRITORIALES*

- **Indicateur 1** : Nombre de projets réalisés dans des quartiers prioritaires ou moins favorisés.
- **Indicateur 2** : Proportion de logements accessibles et adaptés aux personnes à mobilité réduite.

8.8.2 *B. DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE*

- **Indicateur 1** : Croissance de la population dans la zone intercommunale depuis l'adoption du PLUi.
- **Indicateur 2** : Évolution du nombre de résidences principales et secondaires.

8.9. 9. SUIVI ET EVALUATION CONTINUE

8.9.1 *A. FREQUENCE ET RIGUEUR DU SUIVI*

- **Indicateur 1** : Nombre de révisions du PLUi effectuées dans le respect des délais.
- **Indicateur 2** : Evaluation annuelle de la mise en œuvre des objectifs du PLUi.

8.9.2 *B. ADAPTABILITE DU PLUI*

- **Indicateur 1** : Nombre d'adaptations ou de mises à jour du PLUi réalisées suite à l'évolution des besoins ou de la réglementation.

Les territoires soumis à la **loi Montagne** (loi de 1985) ont des spécificités liées aux contraintes naturelles (altitude, pente, climat), à la préservation des paysages, à la limitation de l'urbanisation diffuse et au développement économique adapté. Voici une déclinaison des **indicateurs spécifiques à un PLUi en zone de montagne** :

a. Cohérence avec les objectifs de la loi Montagne et des documents supra-communaux

- **Respect du principe de continuité de l'urbanisation** : taux de nouvelles constructions en continuité avec les bourgs et villages existants.
- **Compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et la Charte du Parc Naturel Régional (si applicable)**.
- **Nombre de dérogations accordées pour des constructions en discontinuité**.

b. Gestion de l'espace et consommation foncière

- **Évolution des surfaces urbanisées en zone de pente > 20%** (limitation de l'urbanisation sur terrains à risque).
- **Part des nouvelles constructions situées dans des secteurs identifiés comme "hameaux nouveaux intégrés à l'environnement"**.
- **Superficie des espaces agricoles et pastoraux préservés ou reconquis**.
- **Taux de friches agricoles et forestières réhabilitées pour une vocation productive ou écologique**.

c. Mobilité et accessibilité en montagne

- **Longueur et qualité des routes communales et intercommunales desservant les villages de montagne**.
- **Nombre et fréquence des dessertes de transport en commun adaptées aux contraintes d'altitude et de saisonnalité**.
- **Kilomètres d'itinéraires de mobilité douce aménagés (pistes cyclables, sentiers piétons)** pour éviter la dépendance à la voiture.

d. Développement économique et attractivité

- **Évolution du nombre d'exploitations agricoles et pastorales en activité**.
- **Taux de diversification des activités agricoles (agrotourisme, circuits courts, production AOP/IGP, etc.)**.
- **Maintien et développement des commerces de proximité en zone de montagne (nombre de fermetures/ouvertures annuelles)**.
- **Nombre d'hébergements touristiques durables (gîtes, refuges, hôtels écologiques, etc.) créés ou rénovés**.

e. Logement et résidences secondaires

- **Part des résidences secondaires par rapport au parc total de logements** (limitation de la pression foncière touristique).
- **Nombre de logements vacants remis sur le marché pour du logement permanent**.
- **Ratio de logements accessibles aux actifs locaux (prix du m² par rapport au revenu moyen local)**.
- **Mesures de régulation de la location saisonnière type Airbnb (nombre d'arrêtés ou de régulations mises en place)**.

f. Environnement et risques naturels

- **Évolution des surfaces boisées et prairies naturelles protégées**.
- **Part des nouvelles constructions intégrant des matériaux locaux et une architecture adaptée à l'environnement montagnard**.
- **Nombre d'opérations de prévention et d'adaptation aux risques naturels (éboulements, avalanches, inondations, incendies)**.
- **Pourcentage de projets intégrant une gestion locale et durable de l'eau potable et des eaux usées**.

g. Participation citoyenne et gouvernance

- **Nombre de réunions publiques spécifiques sur les enjeux du PLUi en montagne**.
- **Taux de participation des habitants aux concertations et ateliers**.

- **Nombre de projets d'aménagement co-construits avec les acteurs locaux (agriculteurs, associations, collectivités, etc.)**.